

Services
Télématique
DE DU NORD
Les autorités redoutent
une flambée de violence



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13853 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 12 AOUT 1989

Le respect d'Auschwitz

L'annonce faite jeudi 10 août par l'archevêque de Cracovie, le cardinal Franciszek Macharski, que l'Eglise catholique ne respecterait pas les engagements qu'elle a pris au sujet du Carmel d'Auschwitz, a des allures de provocation. La modération des réactions israéliennes, la déclaration apaisante de Mgr Decourtray, aussitôt accueillie « avec satisfaction et respect » par ses interlocuteurs juifs, montrent assez cependant le désir des principaux intéressés d'éviter que ne resurgisse à propos d'Auschwitz une polémique passionnée, orchestrée par les médias et, à bien des égards, indigne du sujet. Les uns et les autres avaient cru trouver un arrangement, en 1987, par le déménagement — avant le 22 juillet 1989 — du couvent des carmélites d'Auschwitz et, ce faisant, ils avaient espéré redonner ses chances à un dialogue judéo-chrétien déjà suffisamment difficile.

Que le Carmel d'Auschwitz soit conçu par l'Eglise catholique polonaise comme un lieu de prière, « d'expiation et de réconciliation » ne change rien à l'affaire : la présence de ces carmélites dans les locaux mêmes où furent entassés les stocks de gaz Zyklon B de la chambre à gaz, l'énorme croix plantée presque à l'entrée du camp sont des signes d'appropriation intolérables pour la communauté juive et pas seulement pour elle.

Le s'attachent au désir d'évangéliser un lieu qui reste le symbole de la Shoah, c'est-à-dire de l'extermination systématique des juifs pour la seule raison qu'ils étaient juifs. Ils apparaissent, qu'on le veuille ou non, comme une tentative de dénier à ce génocide que fut l'holocauste son irréductible singularité.

L'Eglise catholique polonaise aurait dû depuis longtemps le comprendre. Mais, dans ce pays où la croix symbolise aussi les incommensurables souffrances subies non seulement du fait du nazisme mais aussi du communisme, où elle est devenue l'emblème d'une forme de résistance nationale, on n'a pas voulu l'admettre et l'on vit comme autant d'insultes les manifestations d'impudence de la communauté juive internationale.

Ni les responsables communistes polonais ni ceux de Solidarité n'ont envie de s'en mêler. Dans la difficile partie politique qu'ils jouent actuellement à la face du monde, ils se seraient sans doute volontiers passés de cette polémique qui, inévitablement, fera ressurgir l'idée qu'existe dans ce pays un lien entre l'antisémitisme et le catholicisme populaire. Né les uns ni les autres, cependant, ne pourraient se permettre de heurter de front sur ce sujet la puissante Eglise catholique. Ils se bornent à souhaiter le dialogue entre les intéressés.

Ces relations tumultueuses entre la communauté juive et un Saint-Siège qui n'a toujours pas reconnu Israël, avaient semblé renouées en 1988 avec la rencontre de Jean Paul II avec le grand rabbin de Rome. Elles ont subi de nouvelles vicissitudes, dont la moindre ne fut pas l'audience accordée l'année suivante par le pape au président autrichien Kurt Waldheim. On a du mal aujourd'hui à oublier que Jean-Paul II est Polonais et à croire que le silence observé par le Vatican à propos d'Auschwitz est bien celui que réclame la communauté juive : celui du respect.

(Lire page 7 la déclaration de Mgr Decourtray.)

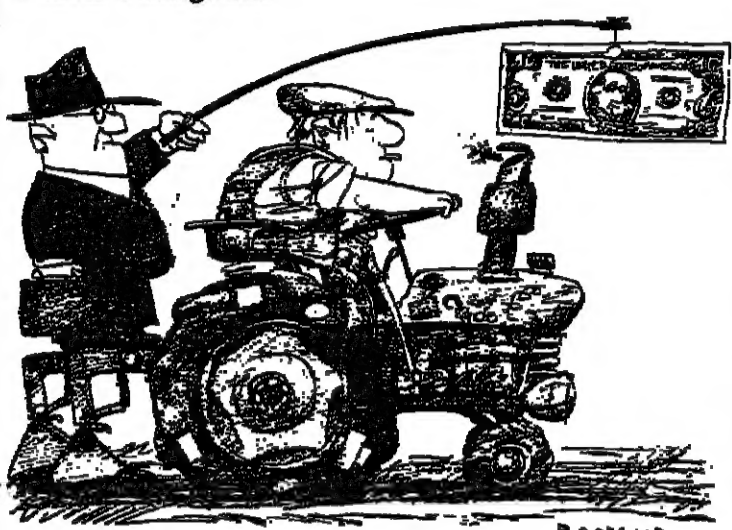
M 0147 - 0812 0 - 4,50 F



Un stimulant pour la production

En URSS, les agriculteurs seront payés partiellement en devises

Le gouvernement soviétique a annoncé jeudi 10 août que les agriculteurs auraient désormais la possibilité d'être payés partiellement en devises étrangères. Cette mesure est destinée à « stimuler le développement de la production de cultures nécessaires à l'Union soviétique et à réduire les importations ». Elle est applicable en principe dès cette année et concerne les productions céréalières et celles d'oléagineux.



Lire nos informations page 3

Malgré l'avis du Conseil d'Etat

Le gouvernement ne renonce pas à contrôler les loyers

Le Conseil d'Etat a rendu un avis défavorable sur le projet de décret gouvernemental qui visait à limiter la hausse des loyers en région parisienne à l'augmentation de l'indice du coût de la construction. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a confirmé le 10 août le souhait du gouvernement de limiter à 2,3 % les hausses de loyer. Il a cependant admis que le nouveau projet de décret devrait être « inattaquable ».

C'est, semble-t-il, à l'unanimité que le Conseil d'Etat a rendu un avis défavorable sur le projet de décret du gouvernement limitant les augmentations de loyers en région parisienne à la seule hausse de l'indice du coût de la construction, soit + 2,3 % au premier trimestre 1989. Si on affirmait, le jeudi 10 août, au ministère du logement qu'un tel avis, dont la teneur est confidentielle, « ne remet pas en cause le principe du décret qui sera publié avant la fin du mois », le gouvernement n'en est pas moins pris de court. Jeudi soir, sur Antenne 2, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, s'est voulu conciliant : « Il faut que ce décret soit inattaquable, nous nous y employons ». Mais, avait-il précisé : « Ce n'est pas un secret que

le gouvernement souhaite limiter à 2,3 % la hausse des loyers en région parisienne. Reste à définir la manière de procéder. La tâche est d'autant moins aisée que le texte recalé par le Conseil d'Etat avait fait l'objet d'une controverse entre M. Bérégovoy et M. Michel Delebarre, ministre du logement. Celui-ci préconisait d'attendre le 1^{er} janvier 1990, une fois passé le renouvellement de tous les baux libres, pour entreprendre un contrôle des hausses de loyers. Pressé d'endiguer la flambée des prix du logement à Paris, le ministre de l'économie avait finalement eu gain de cause, après un arbitrage délicat de M. Michel Rocard.

ÉRIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 16.)

La nomination du président d'Antenne 2 et de FR 3

M. Philippe Guilhaume, le gardien de la forteresse

La nomination de M. Philippe Guilhaume à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3 a été bien accueillie par les milieux politiques, et particulièrement par l'opposition, qui salue l'indépendance du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le nouveau président, qui remplace M. Claude Contamine et René Han, devait, au début de septembre, choisir un directeur général pour chacune des deux chaînes et soumettre son choix à leur conseil d'administration.

La désignation de Philippe Guilhaume comme président commun d'Antenne 2 et de FR 3 peut être saluée comme une spectaculaire manifestation d'indépendance du Conseil supérieur de l'audiovisuel. A quatre personnalités proches de la gauche, les « sages » ont préféré le seul candidat qui n'ait pas les faveurs du pouvoir.

Les liens de cet ancien conseiller et neveu par alliance de M. Jacques Chaban-Delmas sont sans ambiguïté : c'est la forte pression du cabinet de M. Jacques Chirac qui, en janvier 1988, a imposé M. Guilhaume à la tête de la Société française de production (SFP), malgré la fronde des syndicats et même l'opposition du ministère de la culture, alors occupé par M. François Léotard.

Par ce coup d'éclat, l'institution de régulation triomphe de sa

première épreuve politique avec beaucoup plus d'habileté que ne le firent en leur temps la Haute Autorité et la CNCL. Elle impose le respect à une opposition qui ne peut la critiquer, à une majorité qui ne peut la renier, et obtient ainsi un début de passeport vers la pérennité.

Mais la victoire du CSA ne fera pas automatiquement le bonheur de l'audiovisuel public. Si les « sages » avaient voulu doper A 2 et FR 3, leur faire gagner la guerre de l'audience contre TF 1, ils auraient préféré le charismatique Hervé Bourges.

S'il s'agissait de secouer les imaginations tout en restant fidèle aux grandes options culturelles du service public, ils auraient pu choisir le brillant Georges Kiejman. Avec Philippe

Guilhaume, ils risquent d'avoir trouvé un consciencieux gardien pour une forteresse.

Passionné par la formation et le dialogue social dans l'entreprise, M. Guilhaume est certes un homme de mouvement et de réforme. Mais il n'a rien d'un salimbanque éclairé ou d'un gestionnaire novateur. En dehors d'un rapide passage sans éclat à la Sofrad, il doit essentiellement son expérience de l'audiovisuel à la présidence de la SFP, le cœur chroniquement malade du service public.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 6 ainsi que l'article d'ANNICK COJEAN.)



cet été, Sagan

"Françoise a cajolé son texte : son roman se lit avec délectation."
P.-J. FRANCESCHINI "L'EXPRESS"

La laisse
Julliard

Plus de trois cents réfugiés dans un camp militaire du Puy-de-Dôme

Village kurde en Auvergne

Trois cent trente-cinq réfugiés kurdes irakiens sont arrivés les 1^{er} et 3 août au camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), près de Clermont-Ferrand. Soumis à des bombardements de l'aviation irakienne, au mois d'août 1988, des dizaines de milliers de Kurdes avaient alors fui l'Irak pour se réfugier en Turquie, où ils avaient été groupés dans des camps militaires. Lors de sa visite en Turquie, en mai dernier, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, avait proposé d'accueillir en France certains des trente-huit mille Kurdes encore hébergés dans ces camps.

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyée spéciale

Debout autour d'un grand pin, à deux pas du drapeau français, des enfants chantent les martyrs

kurdes et la vie difficile du camp de Mardin. Des femmes assises sur l'herbe les accompagnent en frappant des mains. Les hommes jouent non loin de là, sur le terrain de volley-ball installé au beau milieu de la pelouse par les militaires.

Malgré les dons des villages voisins, tous continuent à porter les larges pantalons écrués des peshmergas, les combattants kurdes. Les femmes, elles aussi, ont gardé leurs foulards et leurs longues tuniques à fleurs, mais les enfants ont préféré puiser dans les sacs de vêtements qui leurs ont été offerts : certains portent déjà des polos aux couleurs des clubs de football de l'Hexagone. Ce matin, lors des animations organisées dans un des bâtiments, les plus jeunes ont appris leurs premiers mots de français : ils montrent, désormais, leur visage en en détaillant la bouche, puis les yeux, les oreilles — le plus difficile à prononcer — et le nez.

Les militaires du 92^e régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand ont eux aussi fait des efforts : des panneaux traduisant le vocabu-

laire de base — « je ne sais pas », « venez manger », « ça va », « bonjour », « bonsoir », « oui », « non » — ont été affichés au mess, et le capitaine Delpont, qui coordonne cette mission d'accueil, ne manque jamais de saluer les Kurdes qu'il rencontre par un sonore « Roj bash ! » qui en surprend plus d'un. Le reste se raconte par gestes, ou avec l'aide des interprètes de l'Institut kurde de Paris qui se sont installés dans le camp dès les premiers jours.

L'un d'eux y a retrouvé sa famille : originaire de Bedeh, un village à trois jours de marche de la frontière turque, il était passé au maquis avant de se réfugier en France. Ses oncles, tantes, neveux, cousins et voisins d'alors ont débarqué de l'avion la semaine dernière, épuisés et perdus. Les plus âgés ont été emmenés à l'hôpital de Clermont-Ferrand. C'est là, sur les lits blancs du centre hospitalier, qu'il a retrouvé les anciens de son village. En le reconnaissant, certains pleuraient.

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 8.)

Violents
bombardements
au Liban
Trente tués
PAGE 5

Relèvement
des tarifs
des transports
parisiens
4,2 % en moyenne
à la fin du mois
PAGE 17

La confusion
en Pologne
Les pressions sur
le pouvoir s'accroissent
PAGE 3

XX - Le hara-kiri
parlementaire
PAGE 2

La « surchauffe »
en Grande-Bretagne
L'OCDE recommande
une politique fiscale
plus dure
PAGE 16

Vives critiques
contre M. Le Pen
Le dirigeant d'extrême
droite avait dénoncé le rôle
de l'« internationale juive »
dans la « création de
l'esprit antinational »
PAGE 20

Le Monde

Malacca, détroit de légende
■ La table ■ Les jeux
Pages 9 à 11

Le sommaire complet
se trouve page 20

لکڑی سے لکھا

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

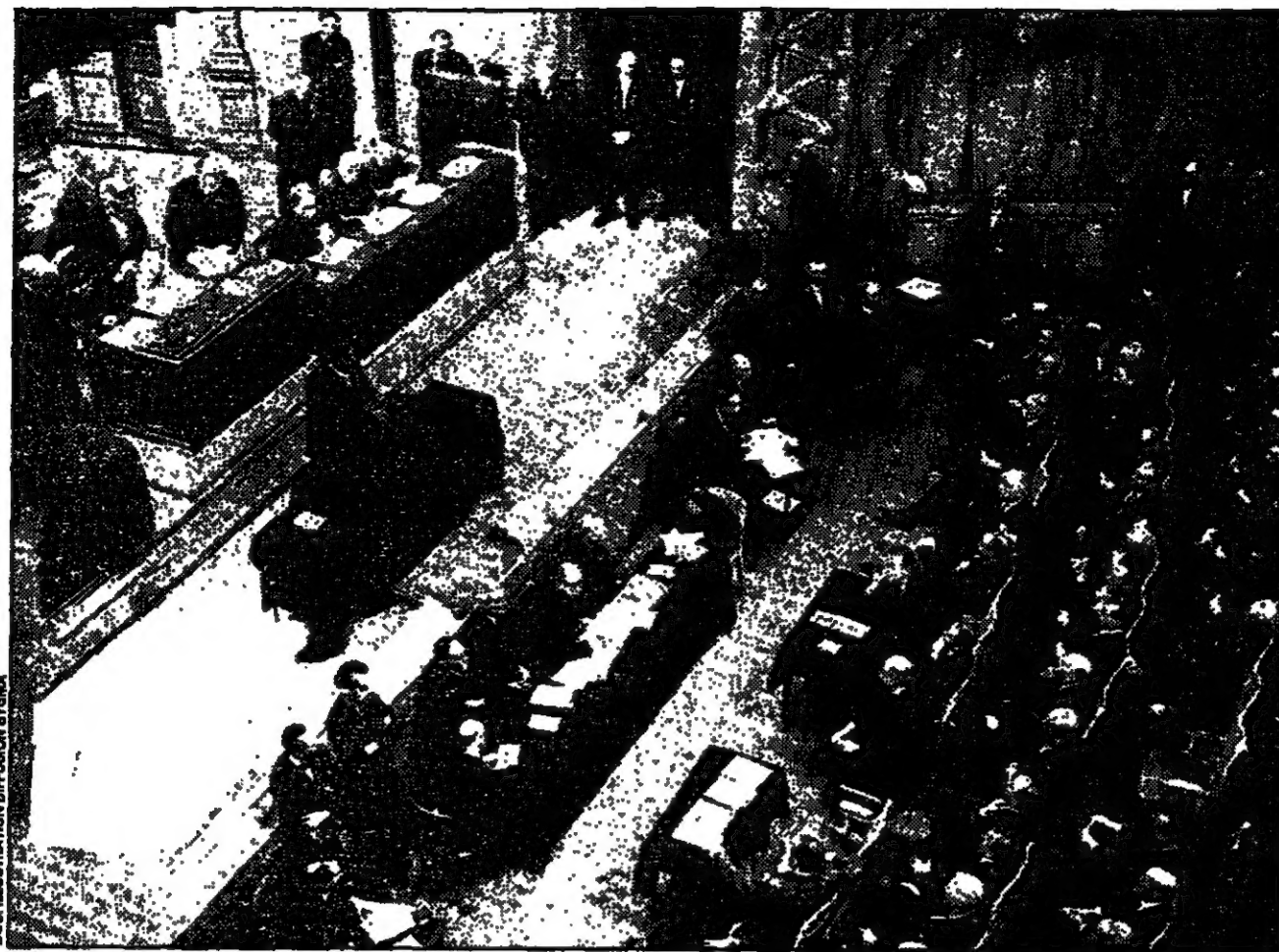
Par 569 voix pour et 80 contre, les parlementaires, réunis dans le théâtre du grand casino de Vichy, donnent au maréchal Pétain les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs. Le maître d'œuvre de ce vote : Pierre Laval, qui les jours précédents avait employé tous les moyens pour convaincre députés et sénateurs... Ce 10 juillet marque une date symbolique : le suicide politique des parlementaires.

« M. MARCEL ASTIER : Vive la République, quand même ! » Voix nombreuses : *Vive la France !* (Journal officiel.) Tout est dit — ou presque — dans cet échange qui clôt la séance parlementaire de l'après-midi du mercredi 10 juillet : la France avait cessé d'être une République. La Chambre des députés et le Sénat étaient réunis en Assemblée nationale ; car, la veille, l'une et l'autre avaient voté, à la quasi-unanimité, qu'il y avait « lieu de réviser les lois constitutionnelles ». Le décor était pour le moins insolite : seule la salle de théâtre du Grand Casino de Vichy était en mesure de contenir les 672 parlementaires présents. Sur la scène, le bureau du président de séance, Jules Jeanneney, entouré des sénateurs faisant fonction de secrétaires ; devant eux, en guise de tribune, une table surélevée, recouverte d'un tapis vert, placée sur le trou du souffleur ; en contrebas, les services sténographiques faisant face aux fauteuils de l'orchestre, dont le premier rang était réservé aux membres du gouvernement, et les autres occupés par les parlementaires. Les loges, ouvertes au public, étaient pleines à craquer. A 14 heures, Jules Jeanneney pouvait, « après le cérémonial d'usage », ouvrir la séance.

Elle ne traîna pas. Après qu'Edouard Herriot eut donné lecture de la lettre de protestation des parlementaires du Massilia, le règlement de la séance fut établi à la hussarde : le projet de loi gouvernemental aurait la priorité absolue, ce qui interdisait aux opposants de déposer un texte ; la majorité constitutionnelle — qui dans le passé prenait en compte tous les élus — serait calculée sur le nombre des seuls présents. Pierre Laval put, alors, au nom du gouvernement, déposer le projet de loi constitutionnelle, qui tenait en un article unique : « L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'Etat français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées ».

Une minorité bruyante exigea, et obtint, que l'urgence soit déclarée : dans la foulée était mise en place une commission spéciale composée de députés et de sénateurs ; à 15 heures, la séance fut suspendue, jusqu'à 17 h 15 ; en moins de deux heures, la commission s'était fait sa religion après avoir écouté Pierre Laval ; son rapporteur, Jean Boivin-Champeaux, après avoir versé les larmes de crocodile qu'il convenait sur feu la Troisième, recommandait chaudement l'adoption du texte gouvernemental. Les lavalistes firent voter la « clôture », ce qui supprimait la discussion générale et les explications de vote ; restait à proclamer le résultat du dépouillement : 569 voix pour, 80 contre ; 17 se déclarèrent « abstentionnistes volontaires » (ils seront 20 après rectification de votes).

Ceux qui voulaient ou bien enterrer la « guéuse », ou se débarrasser d'importuns, voyaient leurs désirs comblés ; sans doute, avec l'aide des Bouisson, Montigny, Scapini, Xavier Vallat, Tixier-Vignancour, Ybarraçaray, Marquet, ils avaient déclaré refuser un « formalisme périmé », bousculé l'ordonnement pointilleux de Jules Jeanneney, interdit de parole — quasi *manu militari* — Vincent Badier, qui entendait défendre la République. Mais ceux qui, en 1944,



Au théâtre du Grand Casino de Vichy, le 27 juillet 1940, pendant la séance de l'Assemblée nationale. Pierre Laval, vice-président du conseil, est à la tribune. Mais, depuis le 10 juillet, la France a cessé d'être une République.

10 juillet 1940

XX - Le hara-kiri parlementaire

par
Jean-Pierre Azéma

chargeront Laval de tous les péchés de 40, restèrent silencieux ou consentants. Le texte voté n'accordait « au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain » que les pleins pouvoirs constitutifs ; mais le rapporteur avait bien mis les points sur les « i » : le texte, de fait, donne « au gouvernement du maréchal Pétain les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs ; il les lui donne sans restriction, de la façon la plus étendue ». Laval avait veillé à faire figurer cette précision — capitale — qui donnait toute latitude à Philippe Pétain pour prendre dès le lendemain quatre « Actes constitutionnels ». Le premier commençait par un royal « Nous, Philippe Pétain, maréchal de France... ». Philippe Pétain déclarait « assumer les fonctions de chef de l'Etat français » : ce qui lui permettait, dans un deuxième temps, de s'octroyer « la plénitude du pouvoir gouvernemental », nommant et révoquant les ministres, « qui ne sont responsables que devant lui » ; il exerce donc « le pouvoir législatif », promulgue les lois, nomme à tous les emplois civils et militaires, dispose de la force armée, possède le droit de grâce et d'amnistie, négocie et ratifie les traités. Une seule restriction à ce pouvoir sans limites : « Il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des Assemblées législatives ». Laval était promu « dauphin » par l'Acte constitutionnel n° 4. Le nouveau chef de l'Etat français venait d'accomplir sa petite révolution institutionnelle. Quinze jours auparavant, pourtant, seuls quelques initiés parlaient Constitution. Philippe Pétain entendait bien promouvoir une révolution culturelle, mais il ne nourrissait à l'égard des institutions qu'un intérêt médiocre. C'est son entourage et quelques-uns de ses ministres qui l'amenèrent à s'y intéresser. Que faire, en effet, du Parlement ? Certains recommandaient prudemment de différer la réunion des Chambres jusqu'au 15 janvier : cette solution attentiste ne convenait pas totalement à Philippe Pétain, qui était irrité de devoir, par exemple, quémander une signature au président de la République. D'autres préconisaient, contre les parlementaires, qu'ils abhorraient, la manière forte ; un Weygand voulait leur faire porter la totale responsabilité de la défaite et, comme Alibert, il n'excluait pas le coup de force, pour le cas où les Chambres se mettraient à regimber. C'est Laval qui eut l'idée d'amener les parlementaires à s'autosaborder dans les règles. L'entreprise était a priori incommode. Mais il

était décidé à tenter sa chance, car l'enjeu ultime était bien le pouvoir. Il se sentait par trop isolé dans ce gouvernement. Et il lui fallait se rendre, coûte que coûte, indispensable ; tous les moyens lui semblaient bons contre ses honorables collègues. La Chambre des députés de 1936 ne l'avait-elle pas vomis, cette même année ? Et puis, le « Maréchal » ne serait pas éternel, et il entendait pouvoir enfin mener à sa guise la grande politique étrangère dont la France avait besoin ; le maintien des Chambres en l'état l'aurait, à un moment ou à un autre, importuné. Pétain, d'abord sceptique, puis intéressé, lui avait, le 29 juin, laissé carte blanche.

Ses adversaires ont affirmé, plus tard, qu'entre le 4 et le 10 juillet il s'était montré d'une habileté diabolique. Assurément, il ne fut guère regardant sur les moyens. Il menaça les parlementaires, mais il promit le maintien de leur indemnité ; il leur fit sciemment en affirmant en conseil des ministres, le 8, que les sénateurs anciens combattants avaient retiré un texte qui le gênait. A l'occasion, il parla vrai : le 5, il annonça clairement que le « Maréchal » se donnerait immédiatement tous les pouvoirs avant de désigner « la personne qui, dans le cas où il serait empêché d'exercer le pouvoir, l'exercerait à sa place ». Il se livra à de basses attaques contre Blum et quelques autres.

Il sut parfois être pathétique. Sur tout, il « fit les couloirs », méthodiquement, promettant à X une préfecture, à Y une sinécure. Il dit tout et, sinon son contraire, du moins l'envers nécessaire, avec des discours parfaitement adaptés au goût du jour : « Nous payons aujourd'hui le fétichisme qui nous a enchaînés à la démocratie en nous livrant aux pires excès du capitalisme ». Mais, dans la séance « privée » que tint l'Assemblée nationale dans la matinée du 10, il prit soin d'afficher également des convictions quasi républicaines : « Je suis un enfant de la laïque, j'ai été comme vous instruit par de bons maîtres ». Sans omettre cette affirmation d'un classicisme très pur : « Je sais comme vous que je suis là pour défendre le pouvoir civil ».

Il y eut tout de même un certain nombre de résistances. D'abord, l'ex-

président du conseil, monchois déclaré, Pierre-Etienne Flandin, qui s'indignait : « Tandis que tout est à faire, que fait le gouvernement ? Rien ! Ah si ! Il nous réunit ici, et pourquoi ? Pour nous demander de l'aider dans l'action qu'il entend mener pour organiser la France occupée, pour assurer l'envoi et la répartition des denrées, des secours, pour reprendre le pays en main ?... Pas du tout ! Pour modifier ou changer la Constitution... ». Il vanta les vertus de la République et n'hésita pas à clouer au pilori « la corruption totale d'une bureaucratie » pour mieux célébrer les mérites de la démocratie parlementaire. Mais, malgré ses « réserves », il se rallia à Laval, le 10 au matin : redoutant les retombées d'un vote négatif, il se sentait quelque peu isolé ; et, surtout, il n'était pas parvenu à faire démissionner Albert Lebrun, enfermé dans un juridisme étroit.

En maniant menaces et promesses, Laval parvint à obtenir le ralliement de la majorité d'entre eux. Quant à Vincent Badier, le député radical de Lodève, qui avait rédigé une motion, signée par vingt-sept de ses collègues, « se refusant à voter un projet qui aboutirait inéluctablement à la disparition du régime républicain » et se déclarant « plus que jamais attaché aux valeurs démocratiques », il fut privé de parole le 10 juillet. Pour l'emporter, Laval sut lâcher un peu de lest : c'est ainsi qu'il accepta — et Weygand le lui reprocha — que la nouvelle Constitution soit ratifiée par la nation, et non pas, comme l'avait prévu le texte original, par les seules Assemblées. Il put surtout se prévaloir du soutien décisif de Philippe Pétain. Le « Maréchal » fit preuve d'adresse. Il se garda de prendre part à cette « cuisine parlementaire », ne participa pas à la séance du 10 juillet et demeura sur son Olympe. Il savait qu'il gagnait sur tous les tableaux : si Laval ne réussissait pas, c'est au même Laval, et à lui seul, qu'incomberait l'échec ; si Laval l'emportait, Pétain en tirerait profit. Quand les choses se précisèrent, il lui adressa, le 7, la lettre-sésame qui se terminait sur ces mots : « Comme il est difficile de participer aux séances, je vous demande de m'y représenter. Le vote du projet que le gouvernement dépose me paraît nécessaire pour assurer le salut de notre pays ». Elle servit à réduire au silence les anciens combattants contestataires en désignant clairement le mandataire du « Maréchal ».

Il bénéficia d'un second atout : l'hébété, la résignation, la venlerie de la

classe politique. Un bon nombre des parlementaires, il est vrai, arrivaient tout juste de leurs départements, abasourdis par les événements. Dans cette ville inconnue, ils se cherchaient, glanant des informations, les sénateurs à la Salle des sociétés médicales, les députés au Petit Casino. Comme Léon Blum l'écrivit plus tard : « Il ne surgissait plus que quelques débris intacts à la surface de la cuve dissolvante ». Ils avaient également perdu, Flandin mis à part, leurs mentors : Daladier et Mandel étaient bloqués à Casablanca ; Caillaux jouait au désabusé et votera les pleins pouvoirs ; Reynaud, victime d'un très grave accident de voiture, ne fera qu'une apparition ; Blum, qui redoutait d'être renié par ses propres camarades de parti, ne descendra pas les lèvres ; les trois « Présidents » n'eurent aucune influence : Lebrun était inexistant ; Herriot s'abstiendra lors du scrutin décisif ; Jeanneney entendait se cantonner dans une fonction de magistrature morale.

A Vichy, la République mourut de mort naturelle. Et elle a été moins attaquée que fort peu défendue. On affirme communément que c'est la Chambre du Front populaire qui brada la République. Il faut apporter deux correctifs : les députés communistes, tout comme les parlementaires du Massilia, étaient absents ; surtout, l'Assemblée nationale comportait des sénateurs qui, par deux fois, avaient fait tomber Blum. Et on notera que les parlementaires de gauche étaient nettement plus nombreux dans le groupe des quatre-vingts opposants. Dans des pages célèbres, Léon Blum a dépeint le gros des députés et des sénateurs rongés par la peur : peur des Allemands à Moulins, peur des bruits de bottes françaises, peur des bandes de Doriot qui proféraient menaces sur menaces. Il faudrait ajouter la peur d'eux-mêmes. Car bon nombre se suicidèrent politiquement par faiblesse et mauvaise conscience. Certains acceptèrent de battre publiquement leur coulpe, à l'image d'un Spinasse, qui avait été ministre du second gouvernement Blum, s'écriant, le 6 juillet : « Le Parlement va se charger des fautes commises. Ce crucifix est nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et dans l'anarchie... ». Transmutés par la défaite, soulagés par l'armistice, heureux de se raccrocher au vainqueur de Verdun, ils étaient tout à fait décidés à admettre que « leur activité serait nécessairement réduite » et à lui octroyer au moins une sorte de dictature temporaire, comme le faisaient jadis, dans les circonstances exceptionnelles, les Romains. C'est ce que déclara Jules Jeanneney lors du procès de Philippe Pétain : « Il était même une sorte de bonté de sauvegarde vers laquelle toutes les mains se tendaient ».

Politiquement parlant, cette journée du 10 juillet n'est pas décisive : le nouveau régime était déjà né à Bordeaux. C'est l'armistice qui est bien la coupure fondamentale. Les modifications constitutionnelles ont seulement réglé la nouvelle donne. Elle n'en demeure pas moins une date symbolique qui contribuera à désorienter les parlementaires jusque dans les cercles londoniens et dans la Résistance. C'est le régime de Vichy qui, avec ses méthodes de gouvernement répressives et exécrables, permettra à la classe parlementaire de se refaire une virginité. En attendant, le climat est parfaitement évangélique dans le Journal de Jules Jeanneney : « La note comique est donnée par un sénateur de la Creuse, vétérinaire, Auguste Chambonnet. Il est venu se plaindre à moi que le Grand Casino manque de tables. Il a une lettre urgente à écrire. Je lui propose d'user de mon bureau. Il s'y installe, puis, impatiemment, indifférent à toutes choses, il écrit, signe, cache... des lettres-cartes à ses électeurs, en souvenir de l'Assemblée nationale ».

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Emmanuel Berl, *La fin de la III^e République*, Paris, Gallimard, 1988, 366 p.
- Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Le Livre de poche, 1966, tome I, 511 p.
- Jules Jeanneney, *Journal politique*, édition critique par Jean-Noël Jeanneney, Paris, A. Colin, 1972, 514 p.

Prochain article :
Pierre Laval, l'Auvergnat

URSS

Une partie de la production agricole pourra être payée aux kolkhozes en devises

La décision du gouvernement soviétique de payer en devises étrangères une partie des productions est, après l'offre de baux à long terme aux paysans, l'une des mesures les plus radicales qui aient été prises à Moscou en vue de relancer une agriculture désespérément défective et dont les résultats sont d'année en année de plus en plus décevants. L'arrêt du conseil des ministres indique qu'il ne s'agit pour l'instant que d'une expérience et laisse entendre qu'elle n'est applicable, dans l'immédiat, qu'aux exploitations du secteur collectif (sovkhozes et kolkhozes).

Selon l'agence Tass, les productions qui pourront être payées en devises sont celles qui représentent un excédent par rapport aux moyennes réalisées dans les années 1981-1985 pour les céréales, 1986-1988 pour les oléagineux. Si, par exemple, un kolkhoze a produit dans les années de référence 10 000 tonnes de froment dur et qu'il dispose en 1989 12 000 tonnes, les 2 000 tonnes supplémentaires lui seront payées par l'État en devises fortes, dont il aura la libre disposition. C'est la Banque pour l'économie extérieure qui sera chargée des transferts de fonds.

La réforme correspond à des suggestions avancées par certains députés réformateurs lors de la dernière session du Parlement soviétique. Elle vise à la fois à encourager les agriculteurs à accroître et à améliorer leur production — en vue de mieux alimenter le marché intérieur soviétique — et à économiser les devises dépensées chaque année pour de massives importations de céréales étrangères (38 millions de tonnes, selon les estimations américaines, pour la campagne qui s'est achevée en juin dernier). En effet, si la tonne de blé se vend approximativement 200 dollars sur le marché international, le prix proposé aux agriculteurs pour leurs productions qui seront payables en devises sera de 40 à 60 roubles la tonne selon la qualité, soit 64 à 96 dollars au cours officiel.

Acheter à l'étranger

La logique du système ainsi mis en place est de permettre aux kolkhozes et sovkhozes — demain, peut-être, aux exploitations dites « individuelles » — d'acquiescer des équipements de meilleure qualité (véhicules automobiles, machines

agricoles) que l'industrie soviétique ne produit pas en quantités suffisantes et qui existent sur les marchés étrangers. En outre, les économies réalisées sur les importations de céréales et d'oléagineux devraient autoriser l'État, au moins à terme, à se procurer à l'extérieur toute une série de produits de consommation qui font actuellement cruellement défaut en URSS.

En toute hypothèse, la réforme ainsi annoncée demandera des délais pour être appliquée et, en tout cas, pour porter ses fruits. Il faudra, par exemple, sans doute plusieurs campagnes pour que le matériel « performant » acquis à l'étranger permette aux agriculteurs d'améliorer sensiblement leurs résultats. Mais surtout la décision du conseil des

ministres laisse pratiquement entier l'un des maux essentiels dont souffre l'agriculture soviétique : celui des graves déficiences de la chaîne alimentaire, qui entraîne des pertes de proportions considérables entre le lieu de production et la table du consommateur. Ce gaspillage est consommé estimé à un cinquième de la production pour les céréales. Il existe des proportions encore plus considérables (un tiers ou plus) pour d'autres produits de première nécessité, comme les pommes de terre. La modernisation des systèmes de transports, de stockage et de traitement, nécessaire pour remédier à cette situation, prendra, selon une estimation avancée fin 1987, par M. Gorbatchev lui-même, entre cinq et sept ans.

A. J.

RFA : dans une ébauche de programme de gouvernement

Les sociaux-démocrates prévoient une réduction drastique du budget de la défense

S'il revient au pouvoir, le Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) envisage de pratiquer des coupes sombres dans le budget de la défense nationale de la RFA. Le vice-président du SPD, M. Oskar Lafontaine, devait présenter vendredi 11 août le projet de programme de gouvernement de son Parti, intitulé « Progrès 90 », dont il a supervisé la rédaction. Les prochaines élections générales auront lieu normalement en décembre 1990.

Comment ne pas s'attirer les sympathies des écolo-pacifistes avec un tel catalogue, fût-il provisoire ? L'infant président de la commission parlementaire du budget estime que 440 000 actifs sont excessifs pour les besoins de la défense de la RFA au moment où la détente Est-Ouest fait des progrès et il pense que les besoins défensifs du pays clé des stations actuelles environ 900 000 soldats — peuvent être raisonnablement couverts avec quelque 360 000 militaires.

Dans le même esprit d'ouverture à la sensibilité verte, le projet de programme prévoit la fermeture de plusieurs casernes et l'ouverture d'un fonds d'indemnisation (1 million de marks par an) pour les communes concernées. M^{me} Ingrid Matthaeus-Maier, membre du comité directeur du SPD et experte en matière de finances, a suggéré d'inscrire dans le programme définitif une réduction de 2,5 milliards de marks dans les dépenses courantes de la défense durant l'année qui suivrait le retour du SPD au pouvoir. Ces fonds serviraient à financer la lutte contre le chômage et la protection de l'environnement.

BONN

Le SPD sait qu'il n'a quasiment aucune chance de gagner aux élections de 1990 et cette idée fondamentale caractérise le programme de gouvernement dont le texte définitif devrait être publié après le congrès de Brême en décembre. Le texte actuel de « Progrès 90 » doit donc être lu à la lumière écologiste pour être déchiffré et la volonté de réduire de manière drastique le budget de la défense, qui en constitue l'épine dorsale, est interprétée comme un appel du pied, gauche s'entend, au parti écolo-pacifiste des Verts.

Sur le plan purement économique, le fait que le SPD ait confié la direction du projet à M. Lafontaine, certains responsables du parti ont déjà désigné comme le futur candidat-chancelier, est édifiant étant donné que le SPD pragmatique est la « bête noire » de la puissante centrale syndicale DBG. Son attachement à une forme de réalpolitik appliquée à la politique économique et sa conviction de radicaliser la protection de l'environnement lui ont en effet attiré à plusieurs reprises dans le passé les foudres syndicales.

Selon M. Rudi Walthers, président (SPD) de la commission parlementaire du budget, et de tendance plutôt « lafontainiste », il est tout à fait envisageable d'économiser jusqu'à 10 milliards de Deutschmarks dans le budget de la défense au cours des huit à dix prochaines années. Non seulement, le SPD ne veut rien entendre — ce qui n'est pas nouveau — de l'aviation de combat européenne Eurofighter, fruit d'une coopération germano-italo-britannique et principal rival du Rafale de Marcel Dassault, mais encore, toujours selon M. Walthers, la Bundeswehr doit dégraisser ses effectifs.

Contre les surgénératurs nucléaires

Comme les Verts le réclament depuis des lustres, le SPD demande la fermeture du surgénérateur de Kalkar et l'abandon du train expérimental à gazification magnétique et de sa voie d'essai. Dans la même optique d'une coalition « rouge-verte », « Progrès 90 » suggère le retrait de la RFA des projets spatiaux Hermès et Columbus et propose d'investir les fonds épargnés dans des « projets d'avenir » aux contours encore obscurs.

L'essentiel de la pensée économique de M. Lafontaine se résume dans le concept de « restructuration écologique de la société industrielle ». Pour tenir compte des servitudes de la protection de l'environnement, une idée qui n'est plus depuis longtemps l'apanage des Verts, le SPD veut, entre autres, élever le prix des produits énergétiques pour en diminuer la consommation et, partant, la pollution atmosphérique. Et pour ne pas scotcher les tendances inflationnistes, le SPD a conçu de contrebalancer la hausse de ces prix par une réduction équivalente de différentes taxes. « Nous ne pouvons promettre aux électeurs que ce que nous sommes sûrs de pouvoir réaliser », a déclaré M^{me} Matthaeus-Maier. — (Interim.)

« L'occidentalisation de l'URSS est superficielle et éphémère » déclare l'écrivain Alexandre Zinoviev

Dans la première interview donnée à un journal soviétique depuis son départ forcé d'URSS, en 1978, l'écrivain de langue russe, Alexandre Zinoviev, estime que « tôt ou tard » l'URSS reviendra à un régime « volontariste et stalinien ». « Ce régime », déclare-t-il, « est la seule alternative à la direction, quelle qu'en soit la composition, elle s'engage dans cette voie (...). Il n'existe tout simplement pas, dans la nature de la société communiste, d'autres moyens de surmonter la crise ».

Pour Alexandre Zinoviev, « l'occidentalisation superficielle et éphémère » à laquelle on assiste

actuellement en URSS ne fait que cacher un « processus plus profond », celui du passage d'un système bréjnévien à un régime « volontariste et stalinien ».

Anteur en particulier de l'« Homo Sovieticus » et de l'« Avenir radieux », description acerbe du monde soviétique, Alexandre Zinoviev, qui réside aujourd'hui en RFA, fait partie des auteurs dont les écrits peuvent être depuis peu introduits en URSS. La publication de ses œuvres en Occident, dans les années 70, lui avait valu les pires tracasseries, et il dut finalement se résoudre à quitter l'URSS. Il fut ensuite déchu de sa citoyenneté soviétique. — (AFP.)

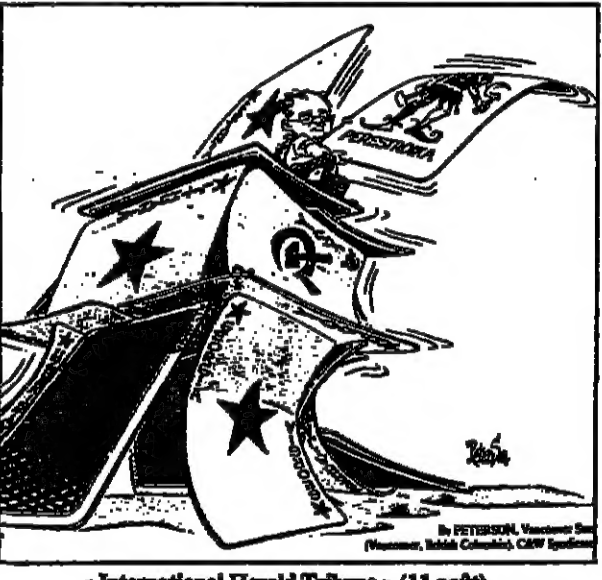
Les russophones d'Estonie en grève défient les autorités

Des activistes de la minorité russe d'Estonie ont annoncé, jeudi 10 août, qu'ils entendront poursuivre leur mouvement de grève en dépit de la décision prise la même jour par le président du Soviet Supérieur de cette République baltique d'interdire les débrayages qui affectaient une trentaine d'entreprises.

Les russophones d'Estonie, qui représentent 40 % de la population, protestent contre plusieurs lois adoptées par le parlement de la République qu'ils jugent discriminatoires à leur égard (le Monde du 11 août). La résolution du président, qui vise à mettre fin aux grèves, se fonde, selon l'agence Tass, sur

l'article 2 du projet de loi sur « le règlement des problèmes sociaux en Union soviétique », proposé au début du mois par le président des syndicats, M. Sulep Cheliov. Ce texte, qui envisageait pour la première fois les grèves en URSS, prévoyait aussi l'interdiction des arrêts de travail « menaçant la vie des gens ou leur santé » ou « ne garantissant pas une vie normale ».

Un des membres du comité de grève, M. Artur Kopitine, a cependant déclaré à Rente, jeudi soir : « Nous continuerons à nous battre contre les tentatives d'introduire un système d'apartheid en Estonie. La grève se poursuit ».



« International Herald Tribune » (11 août).

POLOGNE : politique et surréalisme

Le pouvoir est en butte à des pressions croissantes en vue de changements radicaux

M. Bronislaw Geremek, l'un des principaux collaborateurs de M. Lech Walesa, a déclaré jeudi 10 août à la télévision nationale, que Solidarité était prêt à former une coalition gouvernementale avec toutes les forces réformatrices du pays, « y compris les réformateurs du Parti communiste » (POUP). M. Geremek, ainsi que M. Adam Michalik, autre dirigeant du syndicat, participent à un colloque à Castiglione, où ils ont été reçus en audience privée par le pape Jean-Paul II.

VARSOVIE

Journalant les bâtiments du bureau d'information officiel Interpresse et la tombe du Soldat inconnu, le drapeau de Solidarnosc flotte bien haut sur la grande place de la Victoire de Varsovie. Le journal du syndicat, *Gazeta*, qui diffuse à plus de quatre cent mille exemplaires aujourd'hui, est vendu aux quatre coins de la ville, empli à même le trottoir par paquets impressionnants devant les vendeurs à la sauvette.

En ce mi-été chaud polonais où le régime manifestement n'en finit plus de s'accrocher à un pouvoir qui fut sien pendant quarante ans, l'avis prend parfois de s'essuyer qu'on ne rêve pas : « Il y a quelque chose de surréaliste », reconnaît le député Barbara Labuda, qui, il y a un an, au début des grandes grèves, voyait les agents de la police pénétrer dans son appartement de Wroclaw. Pour l'arrêter, elle, ainsi que Prasinink, l'un des dirigeants de Solidarnosc.

Le Parlement polonais, simple chambre d'enregistrement pendant des décennies, retrouve aujourd'hui droit de cité. « Le grand change-

ment de ces derniers mois c'est que pour la première fois le centre du pouvoir s'est déplacé au Parlement », affirme son nouveau président, M. Kozakiewicz, l'un des dirigeants du Parti paysan, un intellectuel respecté de tous bords. Depuis les élections du 18 juin, les premières semi-démocratiques de la Pologne contemporaine, les députés se sont montrés infiniment moins commodes que ne le prévoyait sans doute les dirigeants communistes. Le Parti démocrate et surtout le Parti paysan, relégués depuis la guerre au rang des accessoires de la « démocratie communiste », se sont bel et bien découverts des intérêts propres.

Divisé sur l'opportunité d'un changement d'alliance immédiat pour tenter sa chance avec Solidarnosc, le Parti paysan, dont un grand nombre de députés ont été réélus, tente de retrouver l'essieu qu'il avait avant la guerre lorsqu'il était une des grandes formations politiques du pays. « Le parti est dans un processus de changement », souligne M. Kozakiewicz. Il y aura un congrès extraordinaire d'ici à la fin de l'année. Il faut lui redonner une identité, un programme qui puisse être accepté par les paysans, la plus importante composante de son électorat. Il lui faut aussi démontrer son indépendance à la Diète, dans les communes, dans les voïvodies [régions].

Démontrer son indépendance ! Dans la Pologne de 1989, qui croit déjà voir la fin d'un régime détesté par la plupart et redouté de plus en plus à des compromis pour assurer une transition en douceur, les nouveaux députés paysans et démocrates prennent conscience qu'ils

seront jugés à l'aune de leur détachement par rapport au pouvoir communiste. D'où, pour beaucoup d'entre eux, une impatience qui se manifeste désormais publiquement lors des réunions de leurs groupes parlementaires respectifs.

Quarante ans d'emprise de l'État

Le surréalisme de cet été 89 à Varsovie, ce n'est pas seulement de voir députés et sénateurs de Solidarnosc réunis en séance ou arpenter les couloirs du Parlement avec leur badge Solidarnosc épinglé avec ostentation sur le poitrine, c'est aussi de voir les structures du pouvoir se déliter peu à peu sans que personne réalise très bien à quel moment le pas sera définitivement sauté ou non. La table ronde avait prévu au mois d'avril une phase de transition de quatre ans, au bout de laquelle le pouvoir s'était engagé à des élections totalement libres. On s'était mis d'accord aussi sur la plate-forme économique prévoyant dans le même temps le passage progressif de la planification centrale à une véritable économie de marché.

Devant la dégradation de la situation économique, les dirigeants communistes eux-mêmes avaient, il est vrai, sans attendre déjà cherché leur salut dans une ouverture vers le secteur privé. De nouvelles législations permettent désormais de créer librement des entreprises, de monter des opérations avec des partenaires extérieurs, de détenir des devises. Mais on n'efface pas quarante ans d'emprise totale de l'État sur l'économie par un coup de baguette magique.

Les structures, les hommes sont toujours en place. La libération d'un

coup, le 1^{er} août, des prix des produits alimentaires l'a bien montré. Le résultat a été une hausse vertigineuse des prix qui n'a pas été compensée par un meilleur approvisionnement des magasins. Si tant est que le marché finisse par jouer son rôle en trouvant un faux équilibre, il faut gérer d'ici là l'effet psychologique.

Dans les secteurs les moins protégés comme celui des services publics, les réactions ont été immédiates. Pour la première fois depuis l'installation du régime communiste, les cheminots se sont mis en grève. Au marché, la valse des étiquettes affolait les retraités qui ne comprennent plus rien à la situation. Le gouvernement a négocié d'urgence au début de la semaine avec Solidarnosc et les syndicats officiels de nouveaux accords salariaux dans les PTT et les transports pour éviter d'entrer dans un cycle de grèves incontrôlables. On s'était mis d'accord au préalable sur un généreux système d'indexation qui, sous la pression des syndicalistes de Solidarnosc, est censé compenser à 80 % la hausse du coût de la vie. Les cheminots, les postiers ont obtenu en plus une augmentation, doublant pratiquement pour certains d'entre eux leur salaire.

Engrainage

Les autorités polonaises sont engagées dans une situation dont personne ne semble bien capable aujourd'hui de prédire l'issue, tant au gouvernement que dans l'opposition. Les efforts économiques ont jusqu'à présent provoqué des délabrements sans contrepartie notable. Au contraire le fossé s'accroît entre les privilégiés qui ont accès aux dollars, soit environ 20 % de la population, et ceux qui sont soumis à une

inflation échappant de plus en plus à tout contrôle. L'espoir du général Jaruzelski de convaincre l'opposition d'accepter de former un front commun au sein d'un gouvernement d'union nationale était dans ces conditions probablement utopique. Le coup de ponce discret donné par la direction de Solidarnosc à l'élection du général à la présidence de la République au mois de juillet avait provoqué une véritable révolte à la base du syndicat. Le désengagement, le 2 août dernier, du général Kiszczak, comme premier ministre, a encore accru les pressions sur les dirigeants de Solidarnosc.

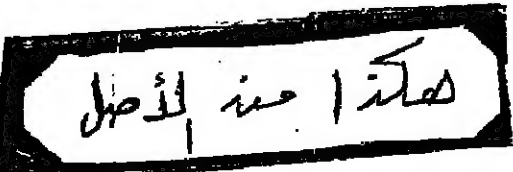
En tant que ministre de l'intérieur, le général Kiszczak avait en effet été responsable de l'application de l'état de guerre. Le nouveau premier ministre était-il le « troisième choix » du président de la République, comme certains l'affirment à Varsovie, où l'on croit savoir qu'un communiste réformateur comme M. Baka aurait refusé le poste ? Toujours est-il que l'élection de M. Kiszczak par la Diète a donné le sentiment à une large partie de la population que rien ne changerait décidément jamais, et fait monter d'un cran l'exaspération. La demande de changements radicaux pourrait dans ces conditions prendre rapidement le dessus à la rentrée prochaine. Si les grèves ont pu être évitées ce mois-ci, il n'est pas sûr que le front social puisse être contenu indéfiniment. « En septembre, il n'y aura ni bouffe ni fric et toujours Jaruzelski », souligne M^{me} Labuda.

La brusque montée au créneau de Lech Walesa, qui vient de proposer cette semaine la formation d'un gouvernement de coalition sans les communistes, permet-elle de réduire

la tension ? L'attitude du chef de Solidarnosc a suscité une certaine perplexité. Les dirigeants de Solidarnosc ne se sont pas montrés très pressés de fournir des explications à ce sujet. Solidarnosc, qui devra bien un jour choisir entre rester un syndicat ou devenir un parti politique à part entière, se trouve d'une certaine manière aujourd'hui à son tour au pied du mur. Obligé pour garder le contrôle de ses troupes de prendre ses distances à l'égard du parti communiste, il ne pouvait le faire qu'en proposant une alternative.

Personne ne croit encore vraiment actuellement que le moment soit venu pour le parti communiste de lâcher le pouvoir. Le président du Parlement, partisan d'une grande coalition, jugeait lundi l'hypothèse d'un gouvernement sans les communistes prématurée. Devant la fébrilité provoquée au Parlement par la proposition de Lech Walesa, il est cependant totalement impossible aujourd'hui d'exclure une telle hypothèse. Il est vrai que, parmi les communistes, pour ne pas être pris de vitesse par les événements, certains débattent eux-mêmes ouvertement aujourd'hui de l'opportunité de changer le nom de leur propre parti et de le transformer en un parti social-démocrate à la suédoise, en prévision de leur prochain congrès, prévu pour le début de 1990. « La question aujourd'hui n'est plus de savoir si on peut réformer le vieux système mais par quoi le remplacer », affirme un dirigeant du Parti comme M. Marcin Swiecicki, récemment nommé secrétaire du comité central chargé des questions économiques.

HENRI DE BRESSON.



Amériques

ÉTATS-UNIS : après l'accord de Tela

Les démocrates souhaitent que Washington aide les « contras » à se réinstaller au Nicaragua

WASHINGTON
correspondance

Jusqu'à nouvel ordre, l'accord de Tela n'a pas provoqué la violente réaction d'hostilité à laquelle on pouvait s'attendre de la part des éléments de l'aile droite républicaine. Même le *Wall Street Journal*, champion de toujours des « contras » nicaraguayens, s'est limité à souligner que Washington se déshonorait si l'entrée aux États-Unis était refusée aux antisandinistes démobilisés.

Les vacances parlementaires, une évidence lassante à l'égard d'un problème non résolu après huit ans de controverse, le manque d'intérêt du public, préoccupé par des questions plus immédiates, comme les otages du Proche-Orient, expliquent ce relatif détachement et l'absence de proposition rigoureuse contre la démobilisation des « contras » — assimilés jadis par le président Reagan aux « pères fondateurs » des États-Unis, à des « combattants de la liberté » en lutte contre le gouvernement de Managua, dont l'ex-président assaillit qu'il devrait un jour « jeter l'éponge ».

Néanmoins, les milieux officiels ne se limitent pas à faire contre mauvaise fortune bon cœur en se déclarant favorables à la démobilisation — ou, comme le secrétaire d'État, M. James Baker, a su le féliciter « des mesures prises par Managua pour établir un dialogue avec l'opposition ». Anticipant un nouvel affrontement avec le Congrès démocrate à la rentrée parlementaire de septembre, les porte-parole officiels ont souligné à plusieurs reprises le caractère essentiellement « volontaire » du processus de démobilisation, dont l'existence dépendra, aux termes mêmes de l'accord de Tela, de la volonté du Nicaragua d'assurer la démocratie et la sécurité de la réintégration des « contras ». Ainsi, dans l'optique américaine, les antisandinistes n'ont-ils pas l'obligation de déposer les armes. Et le gouvernement révolutionnaire de Managua, pour démontrer sa sincérité, devra aller encore plus loin sur la voie des réformes démocratiques : négocier avec les partis de l'opposition, par exemple, pour que les vainqueurs des élections accèdent au pouvoir deux mois seulement après la consultation (la Constitution prévoit un délai de dix mois).

On sait par ailleurs que les « contras » insistent pour traiter direct-

ment avec Managua, avant de songer à déposer leurs armes. En tout état de cause, on doute donc, ici, que la démobilisation puisse s'accomplir dans le délai de cent vingt jours prévu dans l'accord de Tela.

L'aide
« humanitaire »

Dans ce contexte, l'accord négocié au début de cette année entre la Maison Blanche et le Congrès risque d'être compromis si le gouvernement confirme son intention de demander (au moins jusqu'aux élections nicaraguayennes du 25 février) une prolongation de l'aide « humanitaire » (environ 50 millions de dollars) venant à expiration le 30 novembre. Mais déjà, le sénateur Christopher Dodd, président de la sous-commission pour les relations avec l'Amérique latine, exprimant le point de vue de la majorité des sénateurs démocrates, estime que le maintien de cette assistance ne pourrait qu'inciter les « contras » à rester dans leurs camps au Honduras. Une telle attitude, disent les démocrates, majoritaires au Congrès, irait à l'encontre de ce qu'on veut le 7 août les présidents de l'Amérique centrale. Mieux vaudrait, dès lors, que cette aide soit employée pour faciliter la réintégration des démobilisés, y compris chez eux, au Nicaragua. Ils rappellent, à cet égard, que le programme d'aide humanitaire approuvé en avril permettait l'attribution de crédits pour une « réinstallation volontaire » des « contras ». Mais, jusqu'à présent, l'administration s'est limitée à livrer des produits alimentaires, des vêtements et des fournitures diverses aux rebelles installés au Honduras.

Ainsi le gouvernement de Washington aura-t-il à faire un choix : céder aux pressions de l'aile droite des républicains, ou tenir compte de la volonté des présidents de l'Amérique centrale. Un autre choix embarrassant se posera à Washington lorsque la création d'un contingent international chargé de la supervision de l'accord de Tela devra être approuvée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Les États-Unis pourraient en effet mettre en jeu cette initiative ; mais ce serait au risque d'être accusés de saboter le processus de paix. Ainsi le problème des « contras » pourrait-il bien tourmenter le gouvernement américain.

HENRI PIERRE.

PANAMA

Spectaculaires manœuvres militaires américaines

Le « Commandement Sud » de l'armée américaine a procédé, jeudi 10 août, à des manœuvres militaires de grande envergure dans l'ancienne zone « du canal. Cette opération, baptisée Alicia, survient après une succession d'incidents avec les forces armées panaméennes depuis le début de la semaine. Cette situation a amené le Panama à saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, qui se réunissait vendredi 11 août. La démonstration de force américaine a mobilisé pendant deux heures un millier de soldats, une dizaine d'hélicoptères et sept bâtiments de la marine. Elle s'inscrit dans une stratégie de la tension de la part de Washington — même si les États-Unis ont cherché à dédramatiser la situation.

D'après le porte-parole du commandement Sud, cette opération avait pour but de « réaffirmer les droits accordés par le traité (Carter-Torrijos, de 1977) incluant la liberté de transit » dans toute la zone à leurs forces armées.

Cette interprétation est contestée par Panama qui souhaiterait voir limiter les mouvements de troupes des États-Unis à certains périmètres. Pour sa part, le général Noriega, homme fort du pays, dans Washington entend obtenir le départ, s'est déclaré prêt à résister « au droit de la force que prétendent faire valoir les barbares du Nord ».

L'opposition a critiqué l'opération Alicia, qui, dit-elle, fournit un alibi à Manuel Noriega pour préserver son pouvoir. Elle a, par ailleurs, organisé le 10 août une manifestation (la première depuis l'élection présidentielle du 7 mai) à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'ancien président Arnaldo Arias, destitué à plusieurs reprises par les militaires, la dernière fois le 11 octobre 1968 par le général Torrijos. Quelques milliers de personnes ont scandé des slogans hostiles au général Noriega. — (AFP, Reuters, UPL)

CHILI : la préparation des élections du 14 décembre

M. Buchi, « père du miracle économique » sera le candidat de la droite

SANTIAGO
de notre correspondant

Ancien ministre des finances du général Pinochet et considéré comme le « père du miracle économique chilien », M. Hernan Buchi sera le candidat unique du « centre-droit » — face au démocrate-chrétien M. Patricio Aylwin, lui aussi candidat unique, pour l'opposition, à l'élection présidentielle du 14 décembre : un jour avant la clôture de l'inscription des candidatures, son principal rival, M. Sergio Onofre Jarpa, ancien ministre de l'Intérieur, devenu plus critique du régime militaire, a finalement décidé de se retirer de la compétition. M. Buchi, dont l'entrée en lice à la mi-juillet, après un premier forfait en mai, avait jeté le trouble chez les partisans du régime, remporte à un succès ; mais il n'a pas de vraie raison de s'en grier.

Tout d'abord le parti de M. Jarpa, Rénovation nationale, ne lui a pas encore donné son appui. Réunie le 6 août en convention, la principale formation conservatrice du pays a, au contraire, donné libre cours à sa colère d'être en somme violée par M. Buchi et ses amis : « Derrière eux se trouve la droite économique, qui ne croit qu'en ses profits, et certainement pas en la démocratie », alla jusqu'à déclarer l'un de ses dirigeants devant une salle surchauffée. Le leader de Rénovation nationale obtint toutefois des délégués qu'ils le laissent seul juge de l'ultime décision.

Or M. Jarpa, mieux que le reste de son parti, sait que ses chances sont nulles dès lors que M. Buchi bénéficie du soutien de la dite « droite économique », c'est-à-dire des milieux d'affaires, ainsi d'ailleurs, que de celui des forces armées. La reddition du vieux lion est en tout cas honorable : plébiscité par ses troupes, fort de son image d'indépendant favorable au dialogue avec l'opposition, M. Onofre Jarpa sait que son parti sera, de loin, la première force de droite du futur Parlement.

M. Jarpa a fait savoir qu'il attendait de son cadet qu'il mette de l'eau dans son libéralisme économique, et reprenne à son compte un thème cher à Rénovation nationale : celui de l'amélioration du sort des plus défavorisés, notamment en matière de santé et d'éducation. Ceci revient implicitement à dire que le « bilan

social » de l'actuelle équipe gouvernementale — dont l'ancien grand argentier a été la figure emblématique — laisse gravement à désirer.

La mauvaise grâce de la classe politique conservatrice n'est pas la seule pierre sur le chemin de M. Buchi. Se réclamant du « centre-droit » mais chassant sur les mêmes terres que M. Buchi, se proclamant le défenseur des classes moyennes, bien qu'il soit lui-même l'un des hommes d'affaires les plus prospères du pays, M. Francisco Javier Errazuriz a acquis en quelques mois une popularité à laquelle ses adversaires ne s'attendaient pas. Jamais en panne d'arguments et ne manquant pas de gentillesse pour les exposer, « Fra-Fra » chausse volontiers les bottes du populisme. Il n'est pas tendre pour le « père du miracle économique » : il reproche à M. Buchi d'avoir « paupérisé les travailleurs et prolétarié la classe moyenne ».

Trouble-fête

Ce manque d'unité, les autorités le lui rendent bien. Ainsi, la banque de M. Errazuriz a été déclarée, il y a trois mois, en état de virtuelle faillite. Accusant le coup, le banquier-candidat a été victime d'un infarctus, qui sembla, un temps, compromettre ses ambitions présidentielles. Mais s'étant rétabli avec santé en un temps record, ayant pu trouver un acheteur pour sa banque, le trouble-fête est reparti de plus belle. Il est crédité par les sondages d'au moins 10 % d'intentions de vote.

Au demeurant, l'étoile de M. Buchi pâlit. La vaillance de l'ancien ministre, qui donne souvent l'impression d'être candidat malgré lui, déconcerte l'opinion de droite elle-même. Mal conseillé par son entourage, il multiplie les maladresses. Ne l'a-t-on pas vu, il y a peu, sur les écrans de télévision, remporter un concours d'équitation sur un cheval répondant au nom de... Oligarque ? Victime de plusieurs erreurs faciles, il l'est aussi des rumeurs concernant sa vie privée, qui serait plutôt tumultueuse. Rien d'étonnant, donc, à ce que le dernier sondage n'accorde à M. Buchi que 28 % d'intentions de vote — soit une chute de huit points en un mois et beaucoup moins que le score obtenu par le général Pinochet au plébiscite du 5 octobre dernier.

GILLES BAUDIN.

Diplomatie

Moscou s'inquiète de la demande d'adhésion de l'Autriche à la CEE

L'Union soviétique a fait part jeudi 10 août de sa « préoccupation » face à la demande d'adhésion de l'Autriche à la CEE, dans un document remis par l'ambassade soviétique à Vienne à la chancellerie.

« L'adhésion à la CEE d'un Etat ayant un statut de neutralité permanente prive ce pays de ses possibilités réelles d'exercer sa politique de neutralité », dit ce texte. L'argument n'est pas nouveau mais la démarche a surpris, l'URSS ayant laissé entendre depuis quelque mois

qu'elle ne ferait pas d'objection à la demande autrichienne.

Réagissant à ce document, le chancelier Vranitzky a déclaré : « La politique communautaire de l'Autriche est une affaire indépendante et de la seule compétence du pays ». Il a réaffirmé que l'Autriche n'avait pas l'intention de « dévier d'un pouce » de sa politique de neutralité.

C'est le 17 juillet dernier que Vienne a déposé sa candidature à Bruxelles où elle doit être examinée par la Commission. — (AFP.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk rencontrera le président Kaunda le 28 août en Zambie

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Après sa visite, le mois dernier, à Maputo (le Monde du 21 juillet), le successeur probable du président sud-africain Pieter Botha, M. Frederik De Klerk, effectuera le 28 août à Livingstone, en Zambie, sa deuxième visite officielle dans un pays africain pour y rencontrer le président Kenneth Kaunda. L'annonce en a été faite jeudi 10 août à Lusaka par M. Kaunda lui-même, à l'issue d'un sommet des six pays de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). Le président zambien a indiqué que sa rencontre avec le ministre sud-africain de l'éducation et nouveau chef du Parti national (NP, au pouvoir à Pretoria depuis 1948) avait été discutée durant le sommet. Il a aussi clairement laissé entendre que son projet n'avait pas été du goût de tous, puisqu'il a bien précisé qu'il rencontrerait M. De Klerk en tant que chef de l'État zambien, et non en tant que président en exercice des pays de la « ligne de front ».

La visite a été confirmée à Pretoria par un bref communiqué du ministre des affaires étrangères, M. P. Botha, qui accompagnera M. De Klerk à Livingstone, petite ville limitrophe des chutes Victoria, du Zimbabwe. M. Botha se contente de dire que la rencontre aura lieu en Zambie, sans plus de précisions, et qu'elle constituera le prolongement de discussions avec M. Kaunda, entamées par le président Pieter Botha. La formule ne

manque pas de piquant, car elle se réfère à une entrevue que M. Kaunda avait eue avec M. Pieter Botha, alors premier ministre, le 30 avril 1982, à la frontière entre le Botswana et l'Afrique du Sud.

Contrairement à sa visite à Maputo, qu'il avait sollicitée, M. De Klerk ne fait ici que répondre à une invitation du leader zambien, qui avait fait part, le 13 juin, de son désir de connaître ses intentions pour démanteler l'apartheid. Le 19 juillet, au moment même où le successeur désigné de M. Pieter Botha s'entretenait à Maputo avec le président Joaquim Chissano, M. Kaunda renouvelait son invitation de manière pressante en déclarant qu'il avait offert de le rencontrer le jour qui lui convenait.

Le leader zambien a expliqué, à l'issue du sommet de la « ligne de front », qu'il avait voulu cette rencontre avant les élections législatives du 6 septembre en Afrique du Sud, afin de juger du sérieux des promesses réformatrices de M. De Klerk. D'un point de vue de politique intérieure, l'annonce de cette visite ne peut que constituer un atout pour le NP et son chef, engagée dans une campagne électorale difficile. M. Kaunda n'a pas choisi Livingstone au hasard, puisque c'est là, aux chutes Victoria, qu'il avait rencontré en 1975 le premier ministre sud-africain de l'époque, John Vorster. Il s'agit, en l'occurrence, de la troisième rencontre de M. Kaunda avec un leader sud-africain. Les deux premières n'avaient eu aucun résultat notable. — (Interim.)

MAROC

Ralliement d'un dirigeant du Front Polisario

Les médias officiels marocains ont donné, jeudi 10 août, une large publicité à la défection, mercredi, de M. Omar Hadrami, présenté comme un « haut responsable » du Front Polisario. Dans une déclaration reproduite par l'agence marocaine MAP, M. Hadrami a affirmé qu'il était revenu au Maroc pour répondre à l'appel que le roi Hassan II avait lancé en novembre 1988, invitant les « égarés » du Front Polisario à « retourner dans leur pays et à y vivre en paix ».

De son vrai nom Mohamed Ali El-Admi, ce transfuge sahraoui avait notamment été membre du bureau politique du Front Polisario (1973-1974), membre du Comité exécutif (1974), responsable de l'administration des « camps de réfugiés » à Tindouf dans le sud-ouest algérien (1976), responsable des relations extérieures (1977-1980) et directeur de la sécurité militaire (1982-1988) avant de devenir, en 1989, représentant du Front en Amérique du Nord.

Il avait négocié, fin 1977, avec un envoyé spécial du Quai d'Orsay, M. Claude Chayet, la libération des « otages français de Zouerate ». Ces otages, prisonniers, dont une femme, avaient été capturés près de la mine mauritanienne par des guérilleros du Polisario, en représailles contre les interventions des avions « Jaguar » français en faveur de l'armée mauritanienne, alors en guerre contre les Sahraouis. Après avoir observé un bref mutisme, l'ambassade en Algérie de la Répu-

blique arabe sahraïenne démocratique (RASD) — proclamée par le Polisario en 1976 — a reconnu jeudi la défection du dirigeant sahraoui, en le qualifiant d'« agent infiltré ».

Cette affaire confirme les dissensions apparues au sein de la direction sahraouie lors du dernier congrès de ce mouvement à Tindouf (sud-ouest algérien), fin avril, selon les observateurs à Alger. Le secrétaire général du Polisario, M. Mohammed Abdelaziz, avait alors dénoncé le « déviationnisme » et le « tribalisme », et accusé un groupe de responsables, qu'il n'a pas nommés, de cultiver leurs « différences personnelles » auprès des réfugiés sahraouis des camps installés dans la région de Tindouf depuis 1975.

Ce congrès, qui s'était déroulé dans une ambiance tendue, selon des témoins, s'est finalement soldé par le départ de trois « historiques » des instances dirigeantes du Polisario et de la RASD. Outre M. Hadrami, M. Ibrahim Ghali perdait ses fonctions de ministre de la défense qu'il occupait depuis le déclenchement de la guerre contre le Maroc, en 1975, pour le commandement d'une importante région militaire face aux troupes marocaines. Pour sa part, M. Mohammed Saki, auprès des réfugiés sahraouis des portefeuilles de l'information et des affaires étrangères, quittait le gouvernement pour prendre la tête de la délégation sahraouie en Amérique latine. — (AFP.)

BURKINA

Une organisation de défense des opprimés dénonce la répression

GENÈVE
de notre correspondant

Malgré les mesures de clémence annoncées récemment au Burkina, les droits de l'homme restent bafoués dans ce pays, selon la Ligue internationale pour la défense de l'homme, organisation non gouvernementale (ONG) accréditée auprès de l'ONU. Cette organisation, qui s'intéresse aux populations opprimées, sans distinctions, a rendu public un document accusateur sur un sujet ne figurant pas à l'ordre du jour de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies qui siège au Palais des Nations depuis le 7 août, sous la présidence d'un Ethiopien.

Bien que le président Blaise Compaoré ait fait libérer une vingtaine de détenus politiques le 4 août, il reste encore dans les prisons du pays environ 30 internés politiques qui, en dépit de leurs protestations

d'innocence, ont été condamnés à de lourdes peines à la suite de procès « expéditifs » menés par des juridictions spéciales. Mais ce qui est plus grave, ce sont les condamnations à mort qui « se succèdent à un rythme inquiétant ». Ainsi, sept détenus jugés, le 28 décembre 1988 par une juridiction « légalement inexistante » auraient été exécutés le lendemain à l'aube sans qu'il ait été question d'un quelconque recours.

Peu de précisions sur le nombre de personnes portées disparues sont disponibles bien que l'on ait pu constater que la pratique des « disparitions » sévissait dans le pays. La Ligue cite cependant trois cas tragiques : celui de M. Seydou Rame, ancien membre du Front populaire, contraint de creuser sa propre tombe et exécuté d'une balle dans la tête, et celui de Sekou Traoré et Moussa Diallo, militaires, morts sous la torture fin décembre.

ISABELLE VICHNIAC.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : MONDOPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81BULLETTIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

921 MONOS

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)Changement d'adresse délégué ou
personnel : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande envoyée à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS BP

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

3 mois 365 F

6 mois 728 F

9 mois 1 039 F

1 an 1 300 F

MONDOPAR

3 mois 399 F

6 mois 762 F

9 mois 1 069 F

1 an 1 380 F

SUISSE

3 mois 504 F

6 mois 972 F

9 mois 1 404 F

1 an 1 800 F

AUTRES
PAYS
du monde

3 mois 700 F

6 mois 1 400 F

9 mois 2 040 F

1 an 2 600 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)Changement d'adresse délégué ou
personnel : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande envoyée à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS BP

921 MONOS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : MONDOPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81BULLETTIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

921 MONOS

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)Changement d'adresse délégué ou
personnel : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande envoyée à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS BP

921 MONOS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : MONDOPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81BULLETTIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

921 MONOS

Communication

M. Philippe Guillaume président d'Antenne 2 et de FR3

La décision surprise du CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a créé la surprise en désignant, jeudi 10 août, Philippe Guillaume à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR3. Le président de la Société française de production, qui l'a emporté par cinq voix contre quatre à

M. Georges Kiejman et qui passe pour un homme proche de l'opposition, faisait, en effet, figure d'outsider face à l'avocat parisien et à M. Hervé Bourges, présents tous les deux comme les favoris du pouvoir. Cette décision, qui constituait un test de

l'indépendance du CSA, est accueillie plutôt positivement aussi bien dans les milieux professionnels que dans les partis politiques, notamment à droite. Les conseils d'administration des chaînes doivent maintenant désigner les directeurs généraux d'Antenne 2 et de FR3.

« C'est une bonne décision », a déclaré sagement le président Boute, l'accent rocailleux et le sourire en coin. « La sagesse l'a emporté », a glissé Daisy de Galard avant de s'en aller. Igor Barrière, lui, ne s'est point retenu : « C'est la meilleure des solutions pour le service public, le remède dont il pouvait rêver. »

Aucune fausse note n'est donc venue gâcher, jeudi soir, l'annonce publique du CSA. Pas de rupture politique entre deux factions identifiées de l'institution : pas de délégitimation houleuse ou interminable ni de compromis honteux ; pas même le moindre scandale ou manœuvre de dernière heure (Jean-Edern Hallier, hospitalisé, a dû renoncer à déposer sa candidature destinée à démentir la « tartarification » du CSA). L'affaire a été menée rondement, au terme de cinq longues auditions des candidats présélectionnés, d'une discussion d'un peu moins de deux heures et d'un vote en trois tours et à bulletin secret. Pas ou peu d'états d'âme apparents : « La décision est collégiale, conclut Geneviève Guichene, et ne se commente pas. »

Tout juste le sentiment partagé que la rouquette du CSA l'avait sorti d'un piège. De quel faire taire les déceptions et ravaler l'amertume.

Car qui douterait qu'il y en eût ? Cinq voix contre quatre impliquent cinq vaincus et quatre vaincus ; cinq n'avaient, quatre n'avaient pas. Le match fut difficile et le fait qu'il oppose deux hommes au profil, aux expériences et même à l'engagement politique différents le rendait encore plus frappant. Kiejman — le flamboyant, l'avocat médiatique, l'homme de gauche — contre Guillaume — le modeste, gestionnaire du sérail, discret et homme de droite ? Quel curieux face-à-face ! Bonalix-lis seulement, pensait-on, dans la même catégorie ?

Leur prestation devant le CSA, rapporte un des membres, mit les pendules à l'heure. Le premier,

certes brillant, fit une belle plaidoirie mais sembla mal à l'aise, désarçonné par quelques questions trop précises sur l'avenir de FR3, dossier sur lequel il semblait trop fraîchement initié. Le second fut précis, voire « solide », exposant avec force détails un plan d'ensemble pour le service public, paraissant maîtriser toutes les facettes du métier. « C'est simple, résume Igor Barrière : Guillaume était à l'aise comme un poisson dans l'eau ; c'est un sérieux atout. »

Un atout dont a cruellement manqué l'éditeur Christian Bourgois (lui aussi présélectionné) pour convaincre comme l'ancien PDG du Loto, Michel Caste, actuel directeur des studios de Boulogne, pour être pris au sérieux (il ne remporta, jeudi, aucune voix). Ce n'est pas le cas d'Hervé Bourges, expert à la TV et attendu dans ces auditions comme la vedette américaine.

Un choix strictement professionnel

Ne le présente-t-on pas depuis des mois comme l'indéfectible candidat à n'importe quel poste d'importance dans l'audiovisuel, le seul, assurément certains, à pouvoir redonner foi, dynamisme et orgueil à un service public en déroute ? Las ! Candidat tardif malgré son intérêt immense pour la charge, Hervé Bourges présentait-il sa disgrâce ? Il l'aurait, avant même d'exposer ses projets. Sa réputation de redresseur d'audience, d'ordinaire si flatteuse se retourna violemment contre lui et certains ne virent plus en lui qu'un symbole du privé, obsédé d'Audimat, fanatique de parainage et de publicité. « C'est été introduire le loup dans la bergerie, dit un membre avec sévérité. Etienne Mougeotte n'a pas eu à bouleverser la grille de l'Union française de la télévision PDG de la Une publique avait pris les devants et l'avait adaptée à

la logique commerciale... » Quelques farouches inimitiés personnelles firent le reste. Hervé Bourges, hier encore favori, disparut à la trappe au terme du second tour.

Restaient donc au troisième tour, Georges Kiejman — le choix de Jacques Bouzet — et Philippe Guillaume, celui des membres nommés par le président du Sénat, préoccupés par les conséquences désas-



treuses sur l'image du CSA d'un choix apparemment moins justifié d'un point de vue professionnel et risquant d'être décrit comme une soumission politique. Mais les trois devinrent cinq et le vote final fut moins contre Georges Kiejman que pour Philippe Guillaume. « Un choix strictement professionnel, explique Igor Barrière (nommé par le président Mitterrand) ; l'aboutissement d'une réflexion. L'issue du vote était loin d'être jouée à l'avance. Philippe Guillaume est apparu comme l'homme de la situation. Il connaît parfaitement la télévision, la technique et les hommes,

le marché international des programmes, et les services publics étrangers. C'est un négociateur qui a su gérer des conflits sociaux, doublé d'un homme d'ouverture, de culture et de dialogue... Au diable la brillante, parlons de compétence ! Et au style bulldozer, préférons les profils plus discrets. Les projets sont pour les artistes et les gens de programmes, pas pour le président. »

Les déçus se montrent plus discrets, qui acceptent sans mot dire le verdict du vote. Avec une pensée pour M. Catherine Tassac, qui repart bien des coups pour sa fameuse réforme instituant la préséance unique sans pouvoir imaginer qu'un président choisi du temps du gouvernement Chirac pût occuper le poste... « C'est la loi du boom-rang », jubila jeudi soir un journaliste d'Antenne 2 en se rappelant les tirs de barrage venus de toutes parts y compris des rangs socialistes contre la nouvelle loi imposée à coups de 49/3.

Mais passée la surprise — et une déception certaine pour ceux qui espéraient un personnage capable d'électrochoc — les personnels des chaînes attendent fiévreusement la suite des événements : d'abord la nomination d'un directeur général d'administration (dans un délai d'un mois), a annoncé Philippe Guillaume dans son journal de 20 heures d'Antenne 2 ; et puis la mise en place d'un nouveau dispositif capable d'organiser une synergie des deux chaînes et faire en sorte, a ajouté le nouveau président, « que jamais leurs programmations ne se combattent l'une l'autre ». Ce n'est pas encore un programme, et il faudra que Philippe Guillaume fasse preuve de charisme pour pouvoir remonter les troupes d'un service public exsangue... et malheureux.

ANNICK COJEAN.

Une déclaration du nouveau PDG

Interrogé peu après son élection au journal de 20 heures d'Antenne 2, le nouveau PDG a déclaré qu'il était important « de faire tout ce qui pouvait concourir à assurer l'indépendance du CSA, l'autonomie du Conseil supérieur de l'audiovisuel ». Déplorant les spéculations qui ont été faites sur la question politique de tel ou tel candidat, M. Guillaume rejette celle de « candidat d'ouverture » qui lui a été attribuée. « Il est fondamental, dit-il, que nous sortions de ce monde d'exclusions. Il y a une autorité de régulation voulue clairement par le législateur. Elle doit être respectée. »

Les partants

● **M. Claude Contamine réintégrerait la Cour des comptes**

Nommé PDG d'Antenne 2 par la CNCL en décembre 1986, M. Claude Contamine devrait réintégrer la Cour des comptes où il avait été nommé directeur de la télévision de 1964 à 1967. Il fut nommé président de FR 3 de 1975 à 1981, intégra alors la Cour des comptes avant de revenir à l'audiovisuel en 1986, d'abord à la tête de TDF, puis à celle d'Antenne 2.

● **M. René Han entrerait au groupe Hersant**

Nommé PDG de FR 3 par la CNCL en décembre 1986, M. René Han n'est resté à la tête de FR 3, depuis trois mois, qu'à la demande de M. Tassac à laquelle il avait exprimé son désir de démissionner. Il devrait intégrer rapidement le groupe Hersant.

[Né en 1930, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques, M. René Han était entré à la RTF en 1952. Administrateur de la deuxième chaîne de l'ORTF en 1970, puis adjoint au directeur du service des départements et territoires d'outre-mer, il avait été nommé à FR 3 en janvier 1975 comme directeur délégué aux stations d'outre-mer, puis inspecteur général, directeur général délégué en 1986 et enfin président-directeur général.]

Les réactions dans les milieux politiques...

● **PS** : Vers « une véritable complémentarité des programmes d'Antenne 2 et de FR3 ». — Le Parti socialiste a sa tâche de la nomination, par le CSA — autorité administrative indépendante du gouvernement, — d'un président commun à Antenne 2 et de FR3, déclare le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, dans un communiqué. Cette nomination permettra, dit-il, sans citer le nom de M. Guillaume « de mettre en place rapidement une nouvelle organisation du secteur public dans laquelle l'autonomie de chaque société sera préservée. Les garanties légales des exigences constitutionnelles ayant été préservées, cette nomination ne mettra fin au climat d'attente qui règne dans ces entreprises et assurera une véritable complémentarité des programmes d'Antenne 2 et de FR3. »

● **UDF** : « Des critères exclusivement professionnels... » — « M. Guillaume a été retenu exclusivement en fonction de critères professionnels, ce qui est une bonne chose, estime M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF. Ce qui nous inquiète, c'est qu'il va être chargé d'appliquer une politique que personne ne connaît encore et qui risque de conduire, par la fusion d'Antenne 2 et de FR3, à la reconstruction du monstre colérique et ingouvernable qu'était l'ORTF. »

● **PC** : « Nous jugerons aux actes... » — « Nous nous sommes prononcés contre la loi sur l'audiovisuel qui a regroupé sous une même présidence Antenne 2 et FR3 parce que nous considérons que ce qu'il faut à la télévision, c'est plus de pluralisme, la démocratie et la diversité de programmes de qualité, affirme M. Jean-Claude Gayssat, membre du bureau politique du PCF. Nous allons continuer à réclamer du président qui

vient d'être désigné que la télévision du service public fasse droit à l'exigence d'indépendance, de pluralisme et de qualité. Nous jugerons aux actes. »

● **FN** : Le CSA « s'est sauvé lui-même ». — Le CSA « s'est sauvé lui-même en choisissant, pour sa compétence, Philippe Guillaume, le seul candidat non marqué à gauche », a déclaré M. Bruno Mégret, député général du Front national. « Il reste cependant à démontrer que la procédure pour le moins confuse et aléatoire de nomination est la bonne et que le CSA est bien capable d'assurer le contrôle impartial et compétent de l'audiovisuel français. »

● **CNI** : « Hommage au CSA ». — La décision du CSA « lui permet, en prouvant son indépendance, de gagner en crédibilité », écrit M. Yvon Briant, secrétaire général du CNI et député européen, dans un communiqué. « Ces deux vertus sont absolument indispensables à tout organe de régulation. Il restera au CSA à les préserver, à les développer toujours », conclut-il en rendant « hommage en son nom personnel et au nom de son mouvement au Conseil supérieur de l'audiovisuel. »

● **CDS** : « Ce choix honore le CSA ». — Le choix de Philippe Guillaume honore le CSA, déclare M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS. Le nouveau patron du service public de la télévision est un professionnel compétent, un esprit indépendant, un homme de culture et de caractère. Les Français peuvent lui faire confiance pour donner à la télévision publique le dynamisme et la qualité dont elle a besoin pour remplir sa mission. »

... et dans la presse

● **LIBERATION** : « Un président passe-muraille... » — « Presque exclusivement préoccupé d'échapper à la tentation Bourges/Kiejman, de fuir la compagnie aux événements commentés qu'aurait entraîné la nomination d'un de ces deux hommes, le CSA en a pris un troisième. Qui a pour lui d'offrir, politiquement, une surface polyvalente, rembourrée, où l'institution de la rue Jacob trouve son compte de « respectabilité ». Proche du RPR tendance Chaban-Delmas, mais sans d'aucune gauche socialiste modérée, libéral et homme de dialogue, Philippe Guillaume est assez caméléon pour ne heurter franchement aucun membre du Conseil. C'est le PDG unique passe-muraille idéal. »

● **LE FIGARO** : « Le contre-pied des pronostics... » — « Après la nomination inattendue de Jean Maheu comme PDG de Radio-France, en février dernier, les sages de la rue Jacob ont donc finalement choisi, une nouvelle fois, de établir la surprise, en prenant le contre-pied des pronostics. Ils préservent, du même coup, la marque de leur indépendance vis-à-vis des « suggestions » qui n'ont pas manqué, ces dernières semaines, de tisser autour d'eux un réseau subtil d'influences (...). »

● **LES ECHOS** : « La carte de l'ouverture ». — « Le CSA a finalement choisi la compétence professionnelle en jouant la carte de l'ouverture politique. »

● **LE QUOTIDIEN** : « La réussite de Mitterrand... » — « On ne peut que se satisfaire de l'existence d'une institution qui vient de prouver par deux fois son indépendance en dépit de toutes les pressions politiques qui ont pu peser sur elle (...). La réussite du CSA est aussi un peu celle de François Mitterrand. Avant d'avoir donné naissance à une institution qui méritait le respect ne peut que le servir politiquement. »

● **L'HUMANITE** : « Pour sauver la face du CSA... » — « En tant qu'homme de l'audiovisuel, Philippe Guillaume ne doit pas faire oublier son rôle joué à la SFP. Cette société lui doit d'avoir été vendue par petits morceaux, les capitaux privés ayant accaparé un peu moins de la moitié du capital de l'entreprise publique. De mauvais augure pour Antenne 2 et FR3, où on s'attend à une rentrée sociale agitée. »

● **QUEST-FRANCE** : « L'ouverture ». — « L'ouverture ne marche plus en politique mais fonctionne pour l'audiovisuel (...). Pour sa première grande décision, le CSA a réussi son entrée en scène. Toute manifestation d'indépendance doit être saluée. Celle-ci le mérite, même si elle doit être répétée. »

Le gardien de la forteresse

(Suite de la première page.) Là, il a su calmer les angoisses corporatistes des syndicats en défendant avec ténacité l'importante machine de la production lourde contre la concurrence des entreprises privées. Il n'a pas hésité à lancer Antenne 2, à envoyer des milliers à la Cinq pour assurer le flux régulier des commandes de programmes et garantir le plein-emploi sans pour autant parvenir à réduire le déficit structurel de la SFP.

C'est cette gestion ferme mais un peu conservatrice d'une situation explosive qui a sans doute séduit les membres du CSA. Obsédés par le sort de FR 3, tiraillés depuis toujours entre la régionalisation et la lourdeur de son appareil de production, les « sages » ont vu en M. Philippe Guillaume l'homme qui saurait, au-delà de l'unité d'Antenne 2 et de FR 3, rétablir la forte cohésion d'un pôle public de production et de diffusion. Cette nomination inquiète déjà ceux qui redoutaient une reconstitution de la forteresse ORTF et révélaient d'un service public plus émancipé de ses lourdes structures, plus ouvert à la diversité de la création privée. Le gouvernement, dans le rapport d'orientation qu'il a présenté au

Parlement au printemps, n'a pas su ou voulu trancher entre ces deux options. Il ne peut que s'en prendre à lui-même. Le CSA a choisi pour lui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

[Né le 30 mai 1942 à Paris, licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'Institut français de presse, docteur en économie et en histoire, M. Philippe Guillaume fonde et préside de 1967 à 1973 l'European Business School. Chroniqueur économique à France-Inter de 1969 à 1972, il entre à la SFR (Société française de radiodiffusion) en 1979 ; d'abord comme conseiller du président, M. Xavier Gouyon-Bouchamps, puis comme directeur général. De 1980 à 1981, il assure la vice-présidence de la Société internationale de radio et télévision, mais aussi plusieurs fonctions à la tête de T66-France International, de Celta International, et lance le projet T66-France USA.]

Secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises de 1983 à 1986, il est vice-président du Centre français du management, avant de devenir, en avril 1986, conseiller du président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas. Depuis le 5 janvier 1988, M. Guillaume occupe le poste de PDG de la SFP. Chevalier des Arts et Lettres, M. Guillaume est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Procédés de l'homme* (1977), *Le France somnambule* (1985), et de plusieurs biographies.]

Politique

« Il faut une pensée verte dans tous les partis »
déclare M. Rocard à « l'Express »

Interrogé, ainsi que le commandant Cousteau, dans l'Express daté 11-17 août, sur le thème « comment sauver la planète », M. Michel Rocard affirme qu'un « gouvernement lucide doit prendre (...) en charge » le fait que l'environnement de la planète est menacé, ce à quoi, selon lui, s'emploie le gouvernement français.

A propos du rôle respectif des différents acteurs en présence dans le combat pour l'environnement, le premier ministre répond : « Chacun a sa place. On n'avance dans le combat pour la protection de l'environnement que si le corps électoral dans sa majorité le comprend. Si les mandats donnés au législatif et à l'exécutif vont dans ce sens. Les gouvernements, les autorités locales, les militants, les partis verts ont leur sens et leur utilité. Mais la défense de l'écologie est

beaucoup trop grave pour être découpée en tranches. Je regrette l'affaiblissement général des puissances publiques par l'existence de partis verts qui prétendent monopoliser le combat pour l'écologie et diminuent d'autant tout le dispositif public. Il y a dans la montée des partis verts un risque pour l'écologie de se limiter à un groupe de pression, au lieu de devenir une nouvelle manière de penser la gestion publique. C'est dans tous les partis qu'il faut une pensée verte. »

M. Rocard note que « la défense de l'environnement va coûter très cher, estime que le gouvernement Pay-Bas a été le dernier », à tomber pour des raisons de financement de l'écologie et affirme : « Il va falloir organiser la fiscalité de l'écologie. »

M. Rocard souligne que « le mode de vie urbain doit retrouver le

contact avec la nature », et ajoute : « Tout cela ira doucement. Il faut simplement, d'un côté, une imagination sociale, industrielle, et de l'autre, un accompagnement financier et fiscal. Il faut que l'écologie colore la pensée industrielle, la pensée fiscale, la pensée commerciale. »

Le premier ministre continue en affirmant qu'« une lutte beaucoup plus ferme pour la protection de l'environnement amènera au moins une liberté : celle de faire à l'importe quel ». Selon lui, « (...) faut amputer la liberté des grands groupes industriels. Nous le faisons déjà », précise-t-il à propos des pots catalytiques pour les automobiles, avant d'indiquer : « Nous pourrions être conduits dans peu d'années à interdire la fabrication de voitures excessivement rapides. »

M. Rocard, qui va se rendre prochainement en Australie, affirme, à propos de la convention sur l'exploitation de l'Antarctique, qu'avec M. Bob Hawke, son homologue australien, ils allaient « travailler ensemble à la mise au point d'un mémorandum afin de la soumettre aux parties signataires du traité de l'Antarctique. »

Enfin, M. Rocard prend la défense de l'énergie nucléaire en observant que pour la sécurité de cette production d'énergie, la France paye « quatre fois plus que les Soviétiques, deux fois plus que les Américains », et conclut : « L'opinion ne veut plus de camouflage d'informations comme on en a connu après Tchernobyl. Nous devons tout savoir. L'écologie n'est ni un absolu ni un fanatisme, mais un bon dosage des techniques les moins nocives et des choix les plus intelligents. »

Enfin, le premier ministre, citant Ernest Renan, voit l'avenir de la planète avec « le pessimisme de l'intelligence, mais aussi (...) l'optimisme de la volonté ».

A. D.

Pour avoir tenté de brûler un drapeau tricolore deux indépendantistes réunionnais ont été condamnés à 2 000 F d'amende

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Deux jeunes indépendantistes réunionnais ont été condamnés, jeudi 10 août, à une amende de 2 000 F chacun par le tribunal correctionnel de Saint-Pierre-de-la-Réunion. MM. Expédit Vienne et Jean-Bernard Ivahy étaient accusés de « soustraction du drapeau national », « outrage par geste au représentant de l'Etat » et « rébellion à agents de la force publique ». Le 13 juillet dernier, à Saint-Pierre, pendant le défilé militaire, ils avaient décroché un drapeau tricolore installé sur le bâtiment de la recette des douanes et l'avaient imbibé de pétrole avant d'essayer d'y mettre le feu. Le vent les en avait empêchés. Ils avaient été immédiatement maîtrisés par les forces de police.

Devant le tribunal, ils ont expliqué leur geste comme l'expression d'un refus de la « situation colo-

niale » dans laquelle la France maintiendrait la Réunion : « Hier on nous interdisait d'être réunionnais. Aujourd'hui nous sommes français de troisième classe et demain nous serons européens. On ne nous écoute que quand on a besoin de nous. Le charpente de notre société est pourrie. Même si on lui donne un coup de peinture de temps en temps, elle ne tiendra pas. » Ils ont accusé l'Etat « d'exploiter » les Réunionnais, même s'il leur accorde, au besoin, « un peu de miel » pour rendre leur situation moins dure. Le président du tribunal, évoquant de manière allusive le RMI dont bénéficient les deux accusés, leur a répondu : « Pourrait vous marseillais de ce miel ? Vous recevez bien vous-même des subsides de l'Etat. » Ce commentaire a provoqué un violent incident entre le tribunal et une partie du public, singulièrement plusieurs indépendantistes qui étaient venus soutenir les deux prévenus.

Après la décision du cardinal Macharski de suspendre la construction du centre judéo-chrétien

Mgr Decourtray affirme que le transfert des carmélites d'Auschwitz ne peut être remis en cause

Le cardinal Albert Decourtray a fermement réagi, vendredi 11 août, à l'annonce, la veille, par le cardinal Franciszek Macharski, archevêque de Cracovie, de suspendre les travaux du centre judéo-chrétien d'Auschwitz. Dans un communiqué, l'archevêque de Lyon, qui fut le représentant de l'Eglise catholique, en 1987 à Genève lors des négociations avec la communauté juive, affirme : « Les décisions de Genève ne seront pas remises en cause. Un accord oblige ceux qui le signent. Une dépêche de presse ne reprend, ainsi qu'il a été dit, que l'essentiel. Elle ne peut pas être lue comme un ultimatum. Le cardinal Macharski a déclaré dans son communiqué que la réalisation du centre prévu doit être suspendue en raison du climat actuel. Des manifestations et des réactions regrettables ne peuvent entrer en ligne de compte en face de la cause que l'accord du 22 février 1987 entend défendre. Nous continuerons à tout faire pour que le dialogue inauguré sous le signe de l'accord de Genève se poursuive. Nous avons besoin de respect mutuel pour ne pas porter atteinte à la mémoire d'Auschwitz ».

La délégation juive « s'associe pleinement à l'appel du cardinal Decourtray au respect mutuel, dans la mémoire d'Auschwitz et de toutes les victimes juives ou non juives d'Auschwitz ».

L'édification du centre d'éducation et de recherche sur la Shoah, dont le cardinal Macharski veut arrêter la construction, faisait partie des accords signés le 22 février 1987 à Genève entre juifs et catholiques.

Ceux-ci prévoyaient que le départ des religieuses polonaises qui occupent le carmel joutant l'ancien camp de concentration d'Auschwitz aurait lieu au plus tard le 22 février 1989. Les retards accumulés dans les transactions pour l'achat des terrains et les diverses procédures administratives n'ont pas permis aux négociateurs catholiques de tenir les délais acceptés à Genève. En dépit d'un nouveau sursis de cinq mois, les carmélites n'avaient toujours pas quitté, le 22 juillet, l'ancien théâtre d'Auschwitz qu'elles occupent depuis

1984, et rien ne laissait présager un départ proche, le permis de construire du nouveau couvent n'ayant été délivré qu'en juin.

Ces attermoiements se sont accompagnés d'un regain de tension entre l'Eglise catholique et la communauté juive internationale. Le 14 juillet, des incidents violents ont eu lieu à la porte du carmel entre un groupe de sept manifestants juifs américains conduits par le rabbin new-yorkais Abraham Weiss, et des ouvriers travaillant dans le couvent. C'est de cet épisode et des manifestations qui ont suivi que le prélat polonais prend prétexte pour justifier l'arrêt des travaux du centre judéo-chrétien : « De tels actes et de tels comportements s'opposent à la poursuite de la construction du centre », a-t-il affirmé. Dans sa déclaration à l'agence de presse polonaise PAP, aussitôt relayée par Radio-Vatican, Mgr Macharski estime que « dans cette atmosphère de revendications agressives, il est impossible de veiller à l'aménagement d'un lieu de respect mutuel (...) La paix ne peut être édifiée que si l'on y aspire ».

Alors que les accords de Genève, en 1987, étaient porteurs d'un espoir de réconciliation entre juifs et catholiques, les deux parties se trouvent à nouveau au bord de la rupture. Et l'Eglise polonaise semble vouloir en faire porter la responsabilité à certains dignitaires de la communauté juive dont elle dénonce

« les passions ». Les réactions des organisations juives aux propos du cardinal-archevêque de Cracovie ne se sont pas fait attendre. Le Congrès juif mondial, qui a fait campagne pour le déménagement des religieuses d'Auschwitz, a estimé que la décision de Mgr Macharski est « un coup porté par ceux de nous, dans le monde juif et catholique, qui ont œuvré si longtemps au renforcement de la compréhension mutuelle et du respect ».

Secrétaire de la commission de l'épiscopat polonais chargée du dialogue avec les juifs, M. Stanislaw Musial a précisé que la décision de Mgr Macharski était « strictement personnelle, sans concertation, ni avec le Vatican ni avec les cardinaux ». A Jérusalem, la réaction du gouvernement israélien est très mesurée. Selon un porte-parole officiel, Israël, qui avait approuvé les résolutions de Genève, soutiendra le combat des communautés juives qui entendent en obtenir l'application.

A Bruxelles, en revanche, l'Union européenne des étudiants juifs a réagi violemment, estimant que « les nombreux siècles d'antisémitisme officiel de l'Eglise catholique influencent toujours les actes de la hiérarchie ». Formulé également chez les juifs de France : M. Jean Khan, président du CRIF, a dénoncé « le non-respect de la parole donnée ».

Alors que de nouvelles « lettres anonymes » sont publiées

La direction de la gendarmerie en appelle au « respect de l'institution »

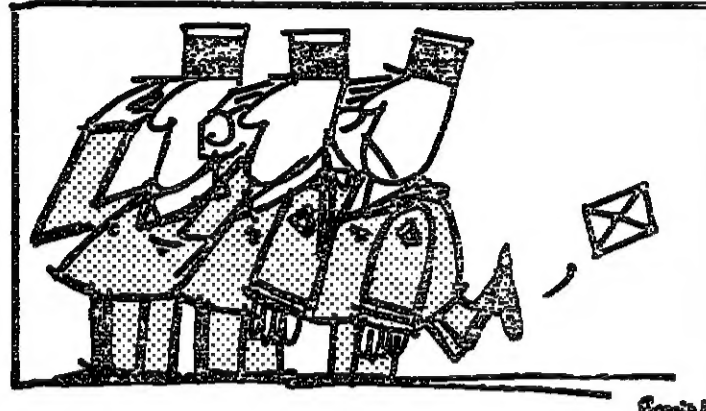
M. Régis Mourier, le directeur général de la gendarmerie nationale, a invité les gendarmes, jeudi 10 août, à respecter « les obligations du statut militaire ». C'est-à-dire leur devoir de réserve. Il leur a ainsi demandé d'observer « le respect de l'institution » et de ne plus faire paraître à la presse de « nouvelles lettres anonymes ». De tels textes ont déjà été rédigés par des gendarmes de Savoie, du Rhône, du Finistère, de l'Aube et de Bourgogne, dénonçant leurs conditions de travail.

M. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, s'est également élevé contre ce procédé des

critiques « formulées par les gendarmes » sont des problèmes que nous connaissons et sur lesquels nous travaillons ».

M. Charles Pasqua, l'ancien ministre (RPR) de l'intérieur, juge quant à lui que l'« effort » et le « dévouement » dont ont fait preuve les gendarmes, notamment « en luttant aux côtés des services de la police nationale contre les activités terroristes en 1986-1987, ne semblent pas avoir été pris en compte par le gouvernement ».

Ces déclarations sont intervenues alors qu'un nouveau groupe de gendarmes, du Finistère cette fois,



CORRESPONDANCES

Le dilemme de l'Eglise catholique

Pour bien montrer la caractéristique indélébile de ce massacre, les juifs nous demandent, à nous catholiques, de renoncer à tout geste qui pourrait ressembler à une appropriation. Ils nous demandent de reconnaître, dans cette affaire, qu'on ne peut pas être « modérément » de leur côté.

L'Eglise catholique est donc confrontée à un problème incontournable : ou bien elle est résolument de leur côté en ce qui concerne ce qui s'est passé voici un demi-siècle, et elle doit, sans tergiverser une seconde, la manifester en renonçant à ce carmel. Le fait qu'il s'agisse d'un lieu de pénitence n'est en rien une excuse : l'Evangile nous dit clairement ce qu'il faut penser des péchés trop éclatants :

« On bien elle persiste dans ses manœuvres dilatoires, mais alors, de fil en aiguille, elle sera conduite, pour justifier sa position, à minimiser les faits, à essayer de relativiser l'absolu, à rejoindre ceux qui prétendent oublier, et à rejeter enfin ceux qui ne réprouvent que modérément ».

JEAN MATHIEU (Paris)

Silence

Le silence requis est celui des amis de Job, irrépressibles tant qu'ils l'ont gardé.

Ce silence, mieux qu'aucune parole, unit les croyants comme les victimes au-delà de toutes les différences et particularités. Les juifs n'en demandent pas plus. C'est le silence du cimetière. Il suffit. A eux, aux autres.

Enfin, je sais et déplore que dans les pays de l'Est, sous prétexte qu'il ne faut pas faire de distinctions parmi les victimes — mais justement il y en eut, et c'est même le fondement de la différence entre « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » — on ait le plus souvent occulté, ignoré, effacé l'identité des victimes quand elles étaient juives. Témoins, entre autres, le mémorial de Babi-Yar à Kiev.

Dans le pays promis, la Terre sainte, aujourd'hui si contestée, Abraham et les siens eurent au moins droit à une sépulture en un terrain, dûment acquiescé, la caverne de Macpé à Hébron, encore honorée par les juifs et les musulmans. Aujourd'hui, même la terre brûlée, la cendre et la fumée des leurs leur est, leur serait refusée ? Comment, dans ces conditions, amener jamais juifs et Israéliens à faire confiance à ce qui leur demande, sur tout depuis l'Europe bien tranquille, de partager leur terre de vivants, de survivants ?

Tout ceci n'est sans doute pas le fait d'une volonté délibérée. Ce n'est que plus pernicieux. C'est un refouloi qui refait surface sous le masque d'un transfert qui s'ignore, une culpabilité et une honte qu'on veut ainsi effacer par ce « palimpseste » chrétien.

Il y a déjà quelques années que des chrétiens conscients que la shoah seule rejoint la croix et vestu Jésus à jamais à son peuple s'essayaient douloureusement à écrire une « théologie après la shoah ». Le carmel d'Auschwitz n'en fait pas partie...

PASTEUR ALAIN BLANCY (Lyon)

A la suite de la publication dans le Monde du 29 juillet des points de vue de Patrick-Pierre Kaltenbach et Emile Mallet, du rabbin Sirat et du Père Jean Dujardin à propos du carmel d'Auschwitz, nous avons reçu de nombreuses lettres dont nous donnons ici quelques extraits.

Seul l'Etat d'Israël

Dans le grand débat ouvert au sujet du carmel d'Auschwitz, à côté de tant de voix éminentes de théologiens, d'historiens, de philosophes et d'hommes politiques, il me semble utile de faire entendre la voix d'un ancien déporté d'Auschwitz, d'un simple déporté juif de « deuxième classe » (...).

Les négociations conduites — notamment avec des dignitaires de l'Eglise polonaise : y a-t-il eu une seule réaction de l'archevêque de Cracovie alors qu'on brûlait 20 000 cadavres par jour dans son diocèse ? — nous paraissent aberrantes : le terme même de « négociations » pour un tel sujet et avec de tels interlocuteurs est pour nous inacceptable.

La preuve est faite malheureusement, et c'est la seule chose qui vrait compte pour nous, que la leçon d'Auschwitz n'a pas été comprise. Rien n'est changé. Solitude se poursuit et tout est à nouveau possible.

Seule l'existence de l'Etat d'Israël peut, à mes yeux, constituer un rempart à de nouvelles folies.

RENE WEIL (Jérusalem)

Osons le dire, sans nuances

Je ne comprends pas du tout pourquoi Patrick-Pierre Kaltenbach et Emile Mallet paraissent tenir à réprimander de manière égale la partie catholique et la partie juive. L'affaire est pourtant simple, sans nuances. M. Thé Klein, ancien président du CRIF, a totalement raison. On lui a promis et on n'a pas tenu. Le catholicisme polonais, romain ou français, qu'importe, a totalement tort en cette affaire. Si l'on sait que l'on ne pourra pas, que l'on ne voudra pas tenir une promesse, on ne la fait pas, pour calmer les vagues. Ce serait bien si l'ensemble de l'épiscopat français envoyait une lettre ouverte publique de protestation et d'exhortation à l'ensemble de l'épiscopat polonais, et aussi au pape, sur cette triste affaire. L'a-t-il déjà faite ou va-t-il la faire ?

PASTEUR ANDRÉ DUMAS (Paris)

Les juifs et l'universalisme catholique

La vérité oblige à dire que ce ne sont pas les catholiques qui ont inauguré la conversion, désastreuse, à notre sens, d'Auschwitz, ou de la Shoah, en théologème. Bien avant Jean-Paul II, des penseurs juifs, disciples de Martin Buber et surtout de Franz Rosenzweig, étaient allés dans le même sens (...).

La Shoah devient ainsi une nouvelle arme de l'universalisme catholique, de l'éternelle prétention de l'Eglise à être le vrai Israël. Il ne suffit pas pour nos « juifs authentiques » de se prétendre les nouveaux prêtres d'une nouvelle

religion séculière, celle des « droits de l'homme », au nom de la « souffrance absolue », dont ils seraient les seuls détenteurs légitimes, pour échapper aux conséquences christologiques de leur pensée, dont ils s'indignent lorsqu'ils la voient se matérialiser au fil des canonisations et des érections de chapelles expiatoires. Ne proclamons pas trop hâtivement un « gel » des relations judéo-catholiques (ces dernières ne vont pas si mal depuis 1945, merci, et ont produit une remarquable période du judaïsme dans un champ intellectuel français, même laïque, qui ne lui avait pas fait la meilleure part jusqu'à là), alors qu'il faudrait d'abord balayer devant notre propre porte.

DANIEL LINDENBERG (Paris)

Le respect de la parole donnée

Quelle est cette remise des dos de chacun quand il s'agit d'affronter, chacun, la question, qui se représente à nous, aujourd'hui, par le biais du carmel et qui a pour nom Auschwitz ?

Que signifie l'argument renvoyant M. Klein au silence au nom du silence qu'il a demandé, lui, et chacun de ceux que cette question regarde ?

Si M. Klein intervient publiquement, n'est-ce pas au nom d'une parole donnée par quelques représentants de l'Eglise catholique qui s'étaient engagés pour qu'il le soit ?

La traditionnalisme, qui tiennent la Révolution pour une « imposture » et un « blasphème », s'apprent à manifester, le 15 août à Paris. Ils réunissent, jeudi 10 août, une conférence de presse dans la capitale pour expliquer le sens qu'ils donnent à ce « rassemblement national de la résistance catholique ».

Ils avaient prévu une messe d'expiation place de la Concorde, mais la préfecture de police ne l'a pas autorisée à cet endroit. Ils souhaitent défilé ensuite jusqu'à Notre-Dame, mais l'archevêché ne l'a pas voulu. Ils se voyaient « un million », puis se sont vus « cinq cent mille », et ils ne parlent plus aujourd'hui que de « plusieurs dizaines de milliers de personnes ». L'Association 15-Août-1989 et son journal, l'Anti-89, n'ont pas moins la foi contre-révolutionnaire chevillée au corps. Il le faut sans doute lorsque l'on veut redonner « au Christ-Roi (...) ses droits dans la Nation ».

La messe aura lieu, faite de mieux, place du Louvre. Ainsi en ont décidé les autorités qui, déclarent officiellement à la préfecture de police, n'ont permis aucun rassemblement politique ou religieux, cette année, place de la Concorde, « pas même pour SOS-Racisme ». Cette place avait pourtant pour les

déménagement du carmel le 22 juillet ?

La réponse de M. Klein, pensez-vous vraiment qu'elle soit brève médiatique ? (...)

Peu importe l'attitude irréprochable de Mgr Lustiger, de Mgr Decourtray et M. Dujardin. Une parole a été donnée qui n'a pas été respectée. SIMONE POUMET (Lyon)

Une nouvelle forme de falsification

Avec le carmel, nous rencontrons une nouvelle forme de falsification : le détournement de sépulture. (...) Dans le lien que le Père Dujardin tente de tracer entre la Shoah et le martyre polonais, il est dit : « L'intention qui a présidé à la fondation du Carmel était une intention droite ».

C'est tout le contraire.

En 1984, des carmélites soutenues par l'archevêque de Cracovie décident de s'installer dans les locaux où les nazis stockaient le gaz Zyklon B : l'ancien théâtre d'Auschwitz. En 1985, une organisation catholique belge collecte des fonds pour faire de ce carmel « un don au pape », « une forteresse spirituelle, un gage de conversion des frères égarés », le signe de la puissance victorieuse de la Croix de Jésus (...).

L'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz s'élève contre toute les falsifications de l'histoire et particulièrement contre celle qui consiste à dresser des croix sur la tombe de millions de juifs. Elle dénie à ceux qui, pendant deux millénaires, ont échoué à convertir les âmes, le droit de baptiser leurs cendres.

HENRI MORAUD, secrétaire général de l'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz.

Une messe et une procession le 15 août à Paris

Les « Anti-89 » se mobilisent

Les traditionnalistes, qui tiennent la Révolution pour une « imposture » et un « blasphème », s'apprent à manifester, le 15 août à Paris. Ils réunissent, jeudi 10 août, une conférence de presse dans la capitale pour expliquer le sens qu'ils donnent à ce « rassemblement national de la résistance catholique ».

Ils avaient prévu une messe d'expiation place de la Concorde, mais la préfecture de police ne l'a pas autorisée à cet endroit. Ils souhaitent défilé ensuite jusqu'à Notre-Dame, mais l'archevêché ne l'a pas voulu. Ils se voyaient « un million », puis se sont vus « cinq cent mille », et ils ne parlent plus aujourd'hui que de « plusieurs dizaines de milliers de personnes ». L'Association 15-Août-1989 et son journal, l'Anti-89, n'ont pas moins la foi contre-révolutionnaire chevillée au corps. Il le faut sans doute lorsque l'on veut redonner « au Christ-Roi (...) ses droits dans la Nation ».

La messe aura lieu, faite de mieux, place du Louvre. Ainsi en ont décidé les autorités qui, déclarent officiellement à la préfecture de police, n'ont permis aucun rassemblement politique ou religieux, cette année, place de la Concorde, « pas même pour SOS-Racisme ». Cette place avait pourtant pour les

réfractaires au Bicentenaire une valeur symbolique : c'est là que se dressait le « rasoir national », autrement dit la guillotine.

Notre-Dame était un autre symbole mais les organisateurs de la « procession » qui suivra la messe, tous liés à Mgr Marcel Lefebvre, le schismatique, ont compris qu'ils ne seraient pas les bienvenus. « Bandes religieuses » en tête, ils se contenteront d'une boucle qui, par la rue de Rivoli et celle du Quatre-Septembre, les ramènera place du Louvre.

« Pourriture »

Combien seront-ils ? Le président de l'Association 15-août-1989, M. François Triomphe, affirme que celle-ci groupe quatre-vingt-dix comités à Paris ou en province et plusieurs à l'étranger. Trois cent cinquante mille tracts auraient été distribués et deux cent cinquante mille affiches apposées pour assurer le succès de cette manifestation, la plus ambitieuse de celles organisées par ceux que réveille la célébration du Bicentenaire (Le Monde du 4 juillet).

En même temps, les catholiques traditionnalistes sont divisés, ce qui laisse à penser que la réussite de ce 15 août incertain. A l'origine de leur manifestation, on trouve les

abbés Paul Aulagnier et Louis Coache, des fidèles de Mgr Lefebvre, qu'un Bernard Antony, par exemple, a refusé de suivre dans son schisme. Dit Romain Marie, M. Antony, député européen du Front national, préside le Centre André-et-Henri-Charlier, dont les militants ont préféré rester fidèles au pape lors de l'excommunication de Mgr Lefebvre.

Pour surmonter ces divisions et tenter, malgré tout, de faire nombre, les organisateurs de la manifestation du 15 août se proclament « apolitiques ». Ils ne se veulent affiliés à aucune des fractions qui composent l'extrême droite catholique. Leurs mots d'ordre sont attrapés-tout, ce qui ne les empêche pas de dire ce qu'ils ont à dire, comme, par exemple, l'abbé Coache : « La Révolution fut et demeure l'une des entreprises les plus néfastes, et les plus longues dans le temps, menées contre Jésus et ses fidèles ».

Pour surmonter ces divisions et tenter, malgré tout, de faire nombre, les organisateurs de la manifestation du 15 août se proclament « apolitiques ». Ils ne se veulent affiliés à aucune des fractions qui composent l'extrême droite catholique. Leurs mots d'ordre sont attrapés-tout, ce qui ne les empêche pas de dire ce qu'ils ont à dire, comme, par exemple, l'abbé Coache : « La Révolution fut et demeure l'une des entreprises les plus néfastes, et les plus longues dans le temps, menées contre Jésus et ses fidèles ».

« Préparer sciemment et cyniquement de longue date (pensons à l'Encyclopédie des dits philosophes), elle a éclaté dans le sang, s'est poursuivie dans les massacres, et, après s'être apparemment assagie, a continué de corrompre le monde par son laïcisme et le désordre moral, quand ce n'est pas la pourriture ».

B. L. G.

La confiance des populations

Voici le message adressé par M. Régis Mourier, directeur général de la gendarmerie nationale et à l'ensemble de ses personnels :

« Des lettres anonymes auxquelles la presse a donné la plus large diffusion ont exprimé d'importants motifs d'insatisfaction. Les difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de vos missions, j'ai la conviction que vous les connaissez. Je connais notamment vos conditions de travail et ce qu'elles exigent de dévouement et d'esprit de service public. C'est pourquoi l'amélioration de ces conditions de travail et de la vie quotidienne dans la gendarmerie inspire l'ensemble des projets préparés par le ministère de la Défense depuis plusieurs semaines. L'adaptation du service intérieur, la formation des personnels sont notamment concernés par ces projets ».

« Vos aspirations, dont les auteurs de lettres anonymes ont mentionné la profondeur et l'urgence, ne sont donc pas méconnus. »

« Mais j'ai trop d'affection et de respect pour la gendarmerie depuis qu'en 1985 j'ai exercé auprès de vous les fonctions de juge d'instruction et de procureur de la République pour ne pas m'inquiéter du préjudice que porterait inutilement à la réputation de l'institution, de son histoire et de sa place dans la nation, la publication de nouvelles lettres ou interviews anonymes ».

« Or je sais que vous avez pour la gendarmerie le même affection et le même respect. »

« La gendarmerie, du fait de la qualité de ses personnels et de son esprit, a su gagner de très longue date la confiance des élus, des pouvoirs publics et de la population tout entière. Qu'elle, elle est profondément enracinée dans le tradition. »

« Aussi serait-il intolérable d'entamer la confiance qui lui est faite et plus grave d'altérer son image. »

« Chacun comprend donc que je n'appelle pas seulement au respect des obligations du statut militaire mais aussi au respect de l'institution, de son histoire et de sa place dans la nation. »

« C'est donc à chacun de vous personnellement qui contribuerez par votre action à la réputation de la gendarmerie, que ce message s'adresse. »

كنا من الامل

Société

Plus de trois cents réfugiés dans un camp militaire du Puy-de-Dôme

Village kurde en Auvergne

(Suite de la première page.)

Ils sont désormais heureux, disent-ils. Soudainement, au moindre silence, les enfants reconstruisent sur les pelouses prennent la parole pour raconter une nouvelle fois Mardin : les tentes en toile secouées par les vents, les chaleurs de ce deuxième été dans les camps, les files d'attente pour obtenir de l'eau et du pain. Aujourd'hui, même si certains ardues les laissent encore perplexes, ils se sentent presque chez eux : les montagnes d'Auvergne leur rappellent parfois le Kurdistan. Tous ont choisi de venir. Après la visite de M^{me} Danièle Mitterrand au camp de Mardin, en mai dernier, environ six cents lettres lui avaient été adressées par les réfugiés kurdes. Certains avaient indiqué dans quel pays européen ils souhaitaient être accueillis : trois cent trente-cinq désignaient précisément la France. Ils sont tous là.

Le gîte et le sourire

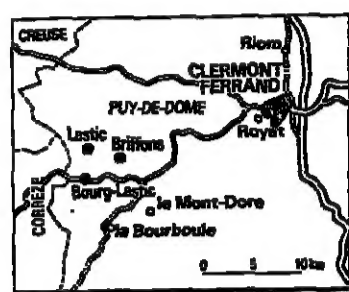
Dès leur arrivée, les quarante-neuf familles kurdes se sont réparties les chambres de vingt lits des bâtiments 60 et 61. En quelques jours, elles les ont faites leurs : les familles se sont groupées par villages, et les femmes ont pris en main la lessive et les jeunes enfants. Le linge sèche désormais aux fenêtres, et les bruits qui poussent autour des bâtiments sont couverts de vêtements mouillés étalés au soleil. Lorsque les militaires se lèvent, le matin, les familles sont déjà debout. Les enfants se réveillent dès l'aube, et tous patientent ensemble sur les pelouses en attendant l'heure du petit déjeuner.

Les militaires ont eu un jour, à peine, pour se préparer à l'arrivée de ces trois cent trente-cinq réfugiés. En vingt-quatre heures, le camp de Bourg-Lastic, qui accueillait, de temps à autre, des manœuvres de l'armée de terre, s'est ouvert aux familles kurdes. Elles y ont trouvé le gîte, le couvert... et le sourire. Les militaires ont exécuté quelques pas de danse pendant les chants traditionnels, et certains ont appris à compter aux enfants. « Depuis que je suis toute petite, chaque fois que je vois un soldat s'approcher, je cherche un trou pour me cacher, souligne une réfugiée. Pour une fois, je n'ai pas peur. Ils nous ont beaucoup aidés ».

Les premiers jours, les militaires ont fait appel aux rations musulmanes de combat fournies par l'armée de terre. Depuis, les cuisiniers du camp ont pris la relève, et l'intendance a augmenté ses com-

mandes de produits laitiers : les réfugiés kurdes consomment bien plus de lait, de fromage et de yaourt que les Français. Les responsables militaires souhaitent, dès maintenant, leur autonomie : des cuisines collectives seront donc installées rapidement dans les bâtiments désertés qui bordent la grande pelouse, et une épicerie permettra aux familles de s'approvisionner au sein même du camp.

Les réfugiés ont élu, dès leur arrivée, au terme d'un vote à bulletin secret de tous les adultes de plus de dix-huit ans — femmes et



hommes — un comité de huit membres chargé de l'organisation du camp. Certains s'occupent des problèmes de santé ; d'autres, de l'éducation ; d'autres, enfin, de la gestion des bâtiments. « Nous ne prenons aucune décision sans les consulter », précise le colonel Mourrut, l'adjoint chargé de la communication de la cinquième région militaire. Lorsque nous recevons des dons, ce sont eux qui les distribuent. Ce sont aussi eux qui gèrent les bâtiments et les animations organisées pour les enfants. Il s'agit de l'inverse d'une démarche militaire traditionnelle.

Une casserole de yaourt

L'administration, elle aussi, a un peu bousculé ses habitudes : le bureau des étrangers et de la nationalité de la préfecture de Clermont-Ferrand a déménagé au camp de Bourg-Lastic la semaine dernière. Une photocopieuse a été installée dans un coin du PC, et les tampons se sont entassés sur les bureaux de fortune devant lesquels défilent, tous les jours, les réfugiés du camp. La gendarmerie s'est chargée des photos d'identité : trois cent trente-cinq clichés couleur tirés en six exemplaires où l'on voit les réfugiés debout contre un mur, une ardoise dans les mains indiquant leurs nom, prénom, date de naissance et numéro de dossier. En quelques jours à peine, tous, ou

presque, ont obtenu leur récépissé rose : un titre provisoire de six mois correspondant à un dossier de demande de droit d'asile. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) devrait, ensuite, leur délivrer des certificats de réfugiés ouvrant droit à une carte de séjour de dix ans.

Les bilans de santé se sont succédés, et un cabinet dentaire ambulancier est arrivé au camp mercredi 9 août, dans la journée. Certains Kurdes sont toujours hospitalisés, d'autres sont rentrés à Bourg-Lastic après un court séjour au CHUR de Clermont-Ferrand. Comme cette vieille femme au visage plissé qui a refusé de s'installer dans les premiers jours. « Une partie de mon peuple est encore là-bas, sous la tente, dit-elle. Il est injuste que j'aie été sauvée, moi qui suis si vieille, alors que d'autres continuent à souffrir ».

Lorsqu'elle a fui son village, au mois d'août dernier, il n'y restait plus que huit familles. Une cinquantaine d'habitants qui refusaient de quitter leurs terres. Les bombardements ont eu raison de leur entêtement. Ils ont marché trois jours et trois nuits avant d'atteindre la frontière turque, où les attendaient des camions militaires. « Un jour, je suis partie de chez moi avec une casserole pleine de yaourt et des dolmas (1), et depuis, je ne suis plus jamais revenue », conclut-elle. Les premiers jours, elle ne cessait de pleurer.

Dans le bâtiment voisin, les enfants regardent la télévision. Des cassettes vidéo de Charlie Chaplin qui les font rire aux éclats dans la pénombre. Ce matin, cette pièce encombrée de tabourets servait de classe de dessin. Les feuilles sont encore entassées dans un coin, contre le mur. On y voit des chars de combat, canons en avant, des hélicoptères dessinés avec précision, des avions lâchant des bombes sur les montagnes. Des morts, du sang, Et, parfois, quelques arbres. « Je me demande comment ils ne sont pas tous devenus fous, raconte une mère de famille. Nous avons marché jour et nuit sous les bombes pour aller jusqu'à la frontière, et beaucoup sont tombés autour de nous. Il paraît que nos villages ont été rasés et nos sources empoisonnées. Il ne reste plus rien de notre pays ».

Ils veulent que la France soit leur nouveau pays. Ou plutôt celui de leurs enfants. Beaucoup rêvent pour eux de liberté, de santé, d'éducation, mais les adultes, eux, gardent toujours le souvenir de leur terre et de ceux qui sont restés « là-bas ». « Même ici, en France, je ne serai jamais tout à fait chez moi, souligne une femme. Pour moi, il est trop tard : j'ai eu des parents tués, mon village a été détruit, et je ne reverrai sans doute jamais mon pays. En France, je sais que je serai bien accueillie, mais ici ou ailleurs, je ne serai qu'à moitié libre à cause de cet « avant ».

ANNE CHEMIN.

(1) Feuilles de vigne farcies.

FAITS DIVERS

A Marseille

Un mort et un blessé grave dans une bataille rangée

Les auteurs présumés d'une vingtaine de coups de feu tirés lors d'une bataille rangée dans une cité marseillaise, au cours de laquelle un homme a été tué et un autre grièvement blessé, ont été interpellés, jeudi 10 août, et placés en garde à vue dans les locaux du SRPJ de Marseille. L'affrontement a eu lieu mercredi 9 août au soir. Il aurait opposé deux familles de la cité des Lilas (quartier nord de Marseille).

Les deux groupes antagonistes se sont d'abord battus avec des barres de fer, puis des coups de feu ont été tirés, et Pascal Lionel, vingt-deux ans, a été tué tandis qu'Antoine Gomez, cinquante ans, était grièvement atteint par une balle dans la poitrine. Les enquêteurs n'ont pu établir avec certitude les mobiles de la bagarre, qui a nécessité l'intervention de nombreuses forces de l'ordre.

Cependant le partage d'un petit butin provenant de vols serait à l'origine de cette violence : les deux familles, en mauvais termes depuis une semaine, se seraient accusées mutuellement de la disparition d'un autoradio, provoquant une discorde qui s'est transformée en rixe mortelle.

A. C.

Elevage, travaux des champs et sylviculture

Clermont-Ferrand de notre envoyé spécial

Que vont-ils devenir ? Les trois cent trente-cinq réfugiés kurdes arrivés la semaine dernière en France devraient passer deux mois dans le Bourg-Lastic, près de Clermont-Ferrand, afin de « préparer leur réinsertion ». Aucun d'entre eux ne parle français, et rares sont ceux qui peuvent s'exprimer en anglais. Les cent soixante-dix-neuf enfants de moins de seize ans se familiariseront avec la langue française, dans les semaines à venir, avec des animateurs du ministère de la jeunesse et des sports avant de suivre des cours d'alphabétisation. Les adultes devraient, eux aussi, bénéficier d'un enseignement dès la fin du mois d'août.

La réinsertion professionnelle sera sans doute plus difficile : le groupe compte plusieurs enseignants, une diplômée de sciences économiques, un infirmier, et des employés de bureau, mais la plupart étaient artisans ou agriculteurs : 70 % d'entre eux viennent du monde rural. Pour le moment, l'ANPE s'est contentée de recenser rapidement « ces cinquante-cinq demandeurs d'emploi potentiels ». « Aujourd'hui, nous procédons seulement à des inscriptions administratives », souligne M. Raymond Roche, responsable de l'ANPE de Chamalières. Rien de précis n'a encore été décidé. Nous attendons les directives de la direction départementale du travail.

Les responsables parlent, volontiers, de réinsertion agricole. Qu'il s'agisse d'élevage, de

travaux des champs, ou de sylviculture. On évoque ainsi la possibilité de trouver des villages totalement ou partiellement abandonnés afin de les y installer. Cette solution séduirait sans doute une partie des réfugiés, ceux qui viennent de la campagne et qui souhaitent rester ensemble, mais d'autres préféreraient partir en ville et trouver d'eux-mêmes un travail dès leur formation achevée.

Resteront-ils en Auvergne ? Le maire de Bourg-Lastic, M. Roger Béreud, est prêt à accueillir les enfants kurdes dans ses écoles, mais il craint que la région n'ait pas beaucoup d'emplois à leur offrir. En 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, le camp de Bourg-Lastic avait accueilli six mille harkis. Une seule famille réside encore dans la commune. « Il leur faut d'abord acquiescer une autonomie linguistique, professionnelle et culturelle », souligne M. Shewki, le directeur du service social de l'Institut kurde de Paris. « La réinsertion ne sera pas facile. Ils viennent de passer onze mois dans des camps et ils leur faut retourner maintenant à la vie « civile ». Nous avons prévu des sorties dans les villages et à Clermont-Ferrand pour qu'ils découvrent un peu « l'extérieur ». Il faut qu'ils fassent l'apprentissage de ce nouveau pays ».

L'apprentissage de la solidarité, mais aussi celle de la peur et de l'exclusion : quelques jours après leur arrivée au camp de Bourg-Lastic, un graffiti bien vite effacé proclamait : « Hier les Arabes, aujourd'hui les Kurdes. Et demain ? »

Informations « services »

PHILATÉLIE

La Brenne

La Poste mettra en vente générale, lundi 28 août, un timbre de 4 F consacré à la Brenne. Ce timbre est le deuxième grand format horizontal émis cette année après le château de Vaux-le-Vicomte. Il rappelle le très réussi *Côtes de Meuse* paru en 1987 par le même artiste, Jacques Jubert.

La Brenne est cette région marécageuse du bas Berry (Indre) à l'ouest de Châteauroux entre Creuse et Claise. La « Petite Sologne » se caractérise par ses sols siliceux couverts de forêts trouées de mille étangs.

Le timbre, au format horizontal 80 x 26 millimètres, est dessiné et gravé par Jacques Jubert et imprimé en taille-douce en bleu en feuilles de vingt.

★ Vente anticipée à Romay (Indre), les vendredis 25 et samedi 26 août, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert respectivement sous le drapeau du stand de la poste place du Champ-de-Foire et à la salle des fêtes ; le 25 août, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le 26 août de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Romay.

En filigrane

● Racine en URSS. — L'Union soviétique a émis le 16 juin un timbre à 15 kopecks pour le 350^e anniversaire de la naissance de Jean Racine. Tirage : deux millions d'exemplaires.



● L'œuvre de Czesław Stanisław obéissant de Mairau. Le château de Mairau, situé sur l'île du même nom sur le lac de Constance (Baden-Wurtemberg, RFA), accueille jusqu'au 12 novembre une exposition consacrée à Czesław Stanisław, graveur de plus de huit cents timbres pour le Danemark, Monaco, la Suède ou les Nations unies... A cette occasion, le comte Lennart Bernadotte, oncle de l'actuel souverain suédois et maître de Mairau, signe un ouvrage de macrophotographies destinées à présenter l'œuvre étonnante de Stanisław. Renseignements : Mairauverwaltung, Graf Lennart Bernadotte, Veranstaltungsbüro, D-7760 Insel Mairau, RFA.

● La Nouvelle-Zélande honore Chareot. — La Nouvelle-Zélande organise une exposition philatélique mondiale à Auckland du 24 août au 2 septembre 1989. Pour financer cette exposition, la comité d'organisation diffuse des blocs-souvenirs de vignettes sur le thème des explorateurs de l'Antarctique. Parmi eux, Jean Chareot et le *Pourquoi pas ?* (7,50 dollars néo-zélandais port inclus). Renseignements : New Zealand 1990, PO Box 4069, Auckland, Nouvelle-Zélande.

● Manifestations. — Le club philatélique des quatre vallées d'Albervilliers propose un souvenir philatélique émis à l'occasion du championnat du monde de vélo-trail, les 5 et 6 août derniers (12 F + env. timbrée auprès de P. Berthet, 74, avenue de Gaulle, 73200 Albertville).

Foire à la brocante et Bourse toutes collections à Cassagnes-Begonhès (Aveyron), le dimanche 20 août (renseignements : M. Cluzel, tél. : 65-46-74-95).

Rabais réalisés par la rédaction de *Le Monde* des philatélistes. 24, rue Chancellerie, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-85.

SUR MINITEL

Prévisions complètes

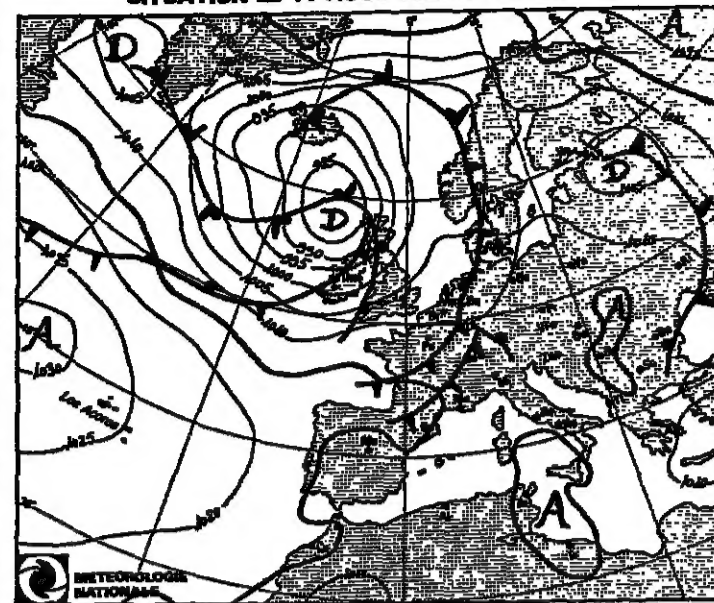
Météo marine

Temps observé Paris, province, étranger

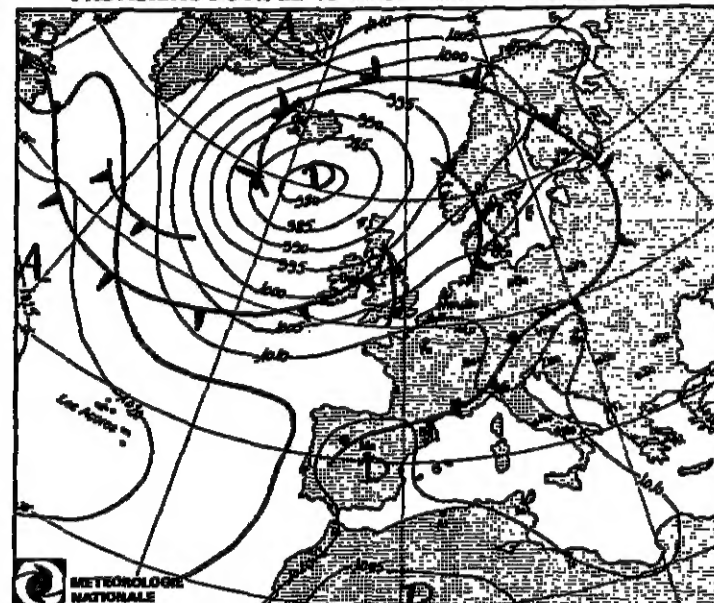
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 AOÛT 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 AOÛT 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 11 août à 0 heure et le dimanche 13 août à 24 heures TU.

En cette fin de semaine, la France sera soumise à un flux d'ouest, amenant de l'air océanique très doux, mais aussi très humide. Ainsi, il y aura beaucoup de nuages sur la plupart des régions (excepté le Midi), et même quelques gouttes sur le relief au sud. Dimanche, les nuages se feront plus discrets, et le soleil en profitera pour se montrer un peu plus.

Samedi : des nuages, sauf dans le Midi.

Sur la Côte d'Azur et en Corse, ce sera encore une belle journée d'été. Sur toutes les autres régions, les éclaircies seront rares et les nuages abondants, particulièrement sur les Pyrénées, le Sud-Ouest, le Massif Central, Rhône-Alpes et la Franche-Comté, où il tom-

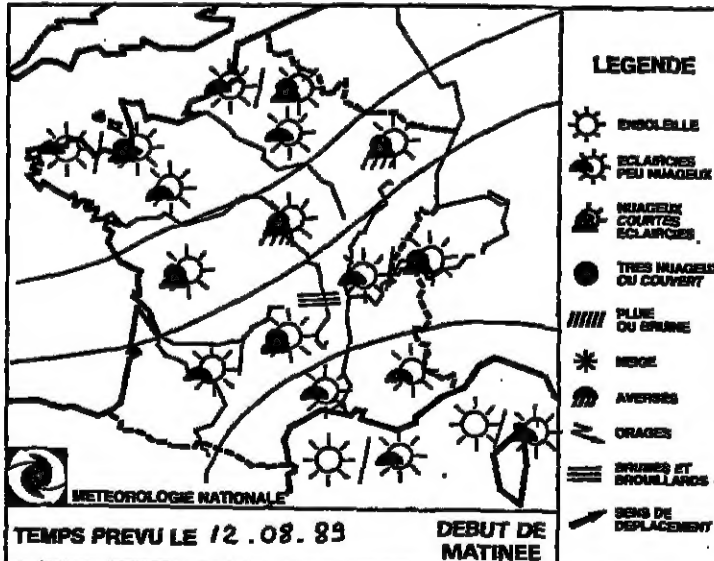
bera même quelques gouttes. Si l'on habite sur les côtes de Manche, il faudra s'attendre à une courte averse à un moment ou à un autre de la journée.

Le vent soufflera assez fort en Manche. Partout ailleurs, il soufflera modérément.

Dimanche : développement d'éclaircies.

Sur la Bretagne, la Normandie, l'ouest du Bassin parisien, la Picardie, le Nord, ainsi que l'ensemble de la côte atlantique, les nuages resteront abondants, et les éclaircies bien timides.

Sur toutes les autres régions, y compris dans le Midi, nuages et périodes d'éclaircies alternent. Le vent soufflera encore fort en Manche, en s'orientant au sud-ouest. Partout ailleurs, il sera plus modéré, venant soit de l'ouest, soit du sud-ouest.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-8-1989 à 6 heures TU et le 11-8-1989 à 6 heures TU

| FRANCE | | | | ÉTRANGER | | | |
|------------------|----|----|---|--------------|----|----|---|
| AMBOISE | 29 | 18 | D | ALGER | 42 | 34 | D |
| BARCELONE | 30 | 21 | C | AMSTERDAM | 34 | 14 | N |
| BREDA | 30 | 17 | N | ATHÈNES | 30 | 20 | D |
| BRESCIA | 27 | 14 | N | BANGKOK | 34 | 24 | F |
| BREST | 23 | 17 | F | BARCELONE | 30 | 20 | D |
| CAEN | 22 | 11 | C | BEIRUTH | 26 | 15 | D |
| CASABLANCA | 19 | 13 | D | BELGRADE | 25 | 15 | D |
| CLERMONT-FERRAND | 26 | 14 | N | BOMBAY | 25 | 15 | D |
| COLOGNE | 27 | 15 | N | BRAZILIA | 29 | 19 | N |
| DALLAS | 29 | 14 | N | BUENOS AIRES | 24 | 13 | D |
| LYON | 26 | 16 | C | CHICAGO | 24 | 13 | D |
| MARSEILLE | 28 | 19 | D | COPENHAGUE | 20 | 14 | C |
| MONTPELLIER | 27 | 16 | C | DAKAR | 30 | 25 | D |
| NANTES | 26 | 14 | N | DELHI | 37 | 28 | N |
| NICE | 27 | 21 | N | DURBAN | 34 | 24 | D |
| PARIS-MONTMARTRE | 27 | 14 | C | GENÈVE | 29 | 15 | N |
| PARIS-ORLY | 24 | 17 | D | HONGKONG | 33 | 28 | A |
| PERDREUX | 28 | 17 | D | INDIANAPOLIS | 29 | 21 | N |
| RENNES | 25 | 13 | N | JERUSALEM | 30 | 16 | D |
| STRASBOURG | 25 | 13 | N | LONDRES | 28 | 19 | D |
| TOULOUSE | 27 | 16 | A | LUXEMBOURG | 20 | 15 | P |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde SANS VISA

Malacca, détroit de légende
face à Sumatra et à Bornéo,
port et ville de Malaisie.
Trois grandes religions de l'Orient
s'y côtoient, trois grands
impérialismes s'y sont succédé.
Son nom signifie l'exotisme,
elle vit aujourd'hui dans la paix,
la multiplicité de ses races et de ses fois.



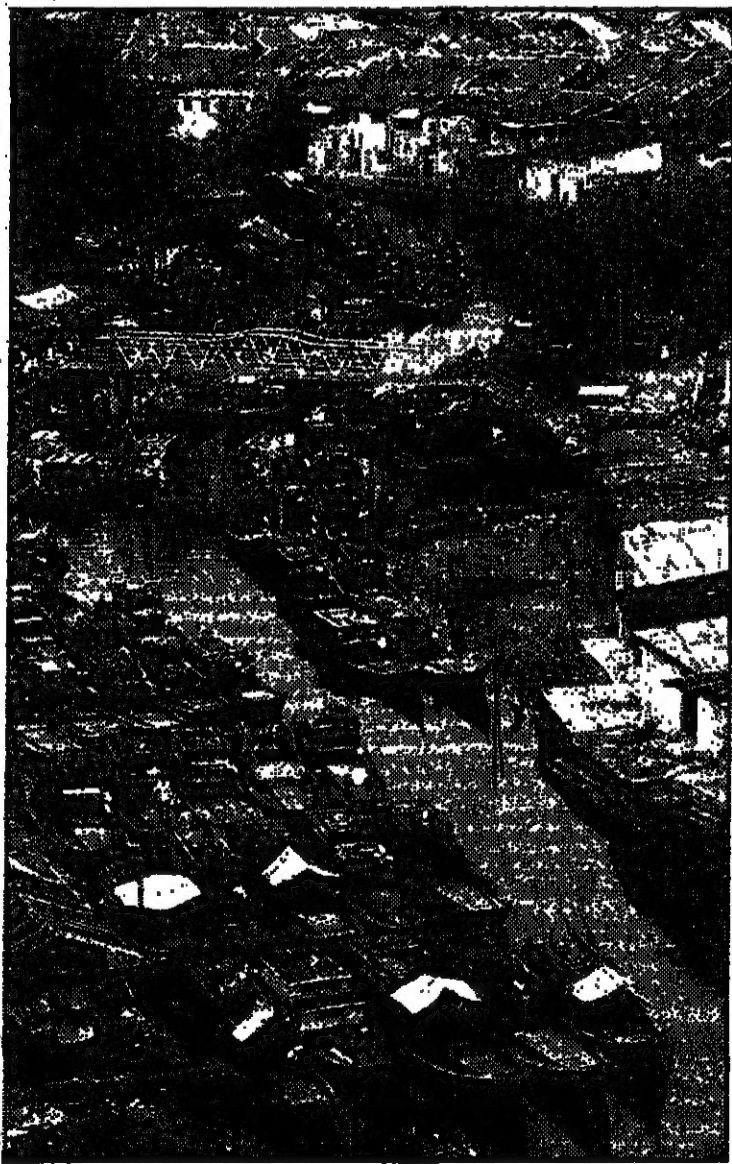
Malacca détroit de légende

par Olivier
Barrot

COMME Vancouver ou Syracuse, Malacca instille l'émotion des senteurs rares et des aïlures de rêve au seul énoncé des trois syllabes de son nom. « Passée Malacca, passée les Cébes, passée Macao, loin, très loin... », écrivait Kipling, comme tant d'autres sensible aux magies terribles de l'insolite. Tiers, triple ou troisième : de fait, c'est bien loin de notre monde d'alternative où règne la faculté de choisir que se retrouvera, au sens propre peut-être, le voyageur embarqué pour Malacca.

Sous le même vocable, trois lieux. Malacca désigne cette péninsule entre océan Indien et mer de Chine où s'inscrivent la Thaïlande, la Malaisie et Singapour ; c'est aussi le détroit de Malacca, que franchit pendant des siècles la route maritime de l'Orient, frontière large de dix lieues entre la presqu'île malaise et Sumatra l'indonésienne ; c'est avant tout le grand port de Malaisie occidentale où se succéda la triade des colonisateurs, Portugais, Hollandais, Britanniques. A l'instar d'Aden ou de Dantzig, Malacca reçut de la mer sa durable fortune, quand, chargés des poivres, des soieries, du gingembre négociés en Chine, relâchaient sur ses quais les navires en route vers Venise ou Anvers, croisant le long des chenaux les jonques chinoises, les « dhows » arabes, les « prahus » de Java.

Fondée en 1400 par Parameswara, prince hindou venu de Sumatra qui reçut bientôt la protection de l'empereur de Chine, Malacca la babélienne appartient à ce qui est aujourd'hui la Malaisie, cette fédération de Malaisie créée en 1963 et composée de trois entités dont se détacha très tôt Singapour, la rivale longtemps dominée et désormais triomphante de la cité du Détroit. Plus provinciale qu'autrefois, sans doute, et comme apaisée d'avoir inspiré la convoitise durant un demi-millénaire, Malacca n'en



continue pas moins d'exercer l'intense attrait des trop forts mélanges, réceptacle à mal autre égal de ce *Sorilège malais* qui envoya Joseph Conrad, Somerset Maugham, Henri Fauconnier... Mais prudence : pour un peu Malacca figurerait aussi le paragon imaginaire d'un exotisme prosaïque très entre-deux-guerres, qu'exaltait par exemple la *Dame de Malacca*, roman d'un Francis de Croisset déjà auteur d'une *Féerie cinghalaise*. Transposée au cinéma par Marc Allégret en

1937 dans des décors de Tranmer, la conquête d'André Greenwood par le prince malais Selim célébrait moins l'étrangeté des lieux que la grâce éprouvée du couple idéal Edwige Feuillère - Pierre Richard-Willm.

Dans Malacca l'équatoriale, la pluie lourde et chaude s'est installée en fin d'après-midi comme pour durer éternellement. Les contours s'estompent peu à peu dans la brume humide qui se confond bientôt avec la brune. Le long des rues ravivées par l'orage s'en retournent les vendeurs de

beignets sur leur tricycle qu'une pâle lanterne signale, les hommes d'âge à parapluie, les femmes musulmanes voilées. La langue malaise a assimilé l'idiome du dernier colonisateur, et là-bas, devant la « *stessenservice* » (station-service), les « *motokals* » (motos) et les « *baz sekolas* » (autobus scolaires) attendent leur tour. Il fait moite, il fait lourd, il fait nuit noire.

An matin, tout aura changé. Malacca la trois fois conquise, la trois fois pieuse, vibre encore un peu de son activité séculaire. Jusqu'à la conquête portugaise, l'or et l'argent chinois, l'ivoire siamois, les tapis indiens, les parfums arabes transitaient sans témoin d'Occident par le port, qui en reçut richesse et influence. Malacca fait du métissage et de la tolérance ses principes ; du bouddhisme, de l'hindouisme et de l'islam ses religions. Vinrent Alfonso d'Albuquerque pour le Portugal en 1511, Willemsoen Kartakoe pour les Provinces-Unies en 1641, William Farquhar pour les Britanniques en 1795 : l'Europe et le christianisme sont en Orient, Malacca change de tuteur tous les siècles et demi sans déchoir ni renoncer à sa grande vocation d'interprète.

De l'esprit de celle-ci, rien n'a changé. Les constructions humaines ont bien sûr péri, la Porte de Santiago permet à peine d'imaginer ce que fut la forteresse « *A Famosa* » que dressèrent, au lendemain de leur victoire, les Portugais face à la mer. Mais l'esprit du lieu, qu'évangélisa peu après la conquête le jésuite espagnol François-Xavier, demeure, tout comme, dit-on, au large du détroit et par combien de pieds de fond, l'épave de la *Flor de la Mar*, le navire amiral d'Albuquerque coulé en 1512 avec ses éléphants d'or grandeur nature et ses jargons de diamants évalués à une dizaine de milliards de dollars. Les recherches n'ont pas cessé, et les conversations de bistrot sur la place des Portugais roulent toujours sur cette mythique fortune des mers, dans ce dialecte lusitanien du seizième siècle dénommé

« *cristao* », que l'on parle aussi à Goa, à Macao, à Sulawesi.

Des austères conquérants bataves, l'imposante église du Christ marque l'orgueil. Sa teinte écarlate, rarissime pour un bâtiment public, atteste la fréquence certaine protestante d'être dans le vrai, ici comme en Afrique du Sud ou en Indonésie : le quartier hollandais, tout proche du cours d'eau que parcourent des barges couvertes de fleurs, est comme un hymne à la couleur du sang : hôtel de ville rose saumon, maisons de Dutch Square carminées. Dans le temple à l'admirable plafond de bois bleu foncé, la liste des pasteurs gravée au mur s'ouvre par des noms flamands : Lydterker, Gronwels, Hoogendorp ; s'ensuivent à partir de 1796 les Hughes, Dingley, Hackett, ces missionnaires britanniques de la religion réformée qui contribuèrent à faire de la Malaisie une nouvelle perle de la couronne. On y roule toujours à gauche, elle est demeurée naturellement membre du Commonwealth.

L'islam, aujourd'hui religion d'Etat, prévaut en Malaisie pour

tant, depuis que s'établirent à Malacca, au quinzième siècle, de riches marchands musulmans venus de Sumatra. Alors et parmi tant d'autres, passaient par la ville portuaire Perses et Tamouls, Bengalis et Javanais, Chinois et Thaïs, Birmans et Khmers. De l'autre côté de la rivière, ce sont justement les quartiers de l'Orient, avec cette « *rue de l'Harmonie* » ainsi baptisée par le plus célèbre guide local puisqu'y voisinent sans heurts, parmi les échoppes de la ville chinoise, les mosquées, les monuments hindous et les lieux de culte bouddhistes et taoïstes. Joailliers, antiquaires, vanniers, tous « *Straits born* » - nés au bord du Détroit - se retrouvent à l'occasion de cérémonies de culte d'autant plus troublantes que la mosquée de Kampong ressemble à une pagode, qu'en face du temple taoïste de Chang Hoon les fidèles peuvent acheter des répliques en carton, en bois, en papier, de lave-linge, de Mercedes, de maisons qu'ils brûleront sur la tombe de leurs proches disparus.

(Lire la suite page 10.)

TUNISIE CONTACT
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE DE CIRCUIT EN LAND ROVER
DANS LE SUD TUNISIEN**
A partir de 4 190 F tout compris Paris/Paris
(Possibilité de prolongation de séjour à Paris ou à Jerba)
Brochure complète Tunisie sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25.

سلا من الحاصل

GASTRONOMIE



LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française
Salle climatisée
38, rue du MONT-THABOR
(à l'opposé de la place Vendôme)
Réservation : 42-60-27-19
Parlez le dimanche

ASHOKA
Spécialité du Nord de l'Inde
5, rue J.-Clemenceau, 15^e
F/dim. et lundi midi.
Tél. : 45-32-96-48

LE CHALET des ILES
AU BOIS de BOULOGNE

Traversez en bar «au
Table de qualité
Cadre de charme
...et prix sages
DEJ. - DINERS TS LES JRS
Réservations 42.88.04.69



ZOMBI NELSON
Spécialités Antillaises
17, rue de la Ville Neuve
75002 PARIS
Réservation 42.33.76.57

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppte,
délégué en foudre de châteaux,
amateurisme, pour vous.
AMATEURS, profitez de nos cartes spéciales :
REDEMPTEUR (vins mill. 1983 et blanc de blanc)
Tél. sur demande
R.M. DUBOIS P & F (S), « Les Amateurs »
VENTEUIL, 51200 EPERNAY, 26-98-46-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en son et moelleux.
J. LABAT-LABONNETTE, 64116 JURANÇON.
Tél. sur demande.

RÉSIDENCES

VENISE
A LOUER
Appartements luxueusement aménagés.
SAN MARCO
SÉJOUR MINIMUM :
UNE SEMAINE.
Tél. : 193941/5228933
Téléfax : 193941/5283721.

LOUE
A FRÉJUS (Var)
DANS VILLA AVEC JARDIN
UN APPARTEMENT
POUR 4 PERSONNES
Juin, juillet, août, septembre
Tél. : 16-94-51-02-02.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur
06400 CANNES
HOTEL LIGURE *NN**
5, rue Jean-Jaures
Tél. : 93-39-03-11. Tél. 970275
A 150 mètres du Palais des congrès,
climatisé, luminosité, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Belle Villa ***NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-97-42-56. Tél. 479410.
Téléfax 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
téléphone direct, minibar.

Montagne
05380 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Village XVIII^e s.
Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.
Randonnée, pédestre.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard. Chambres, studios gd
confort de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo
en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

PROVENCE
MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Baux de Provence,
VAL-BAUSSAN, hôtel ***
Une grande maison provençale en pierre
des Baux vous ouvrira ses portes :
21 chambres (1 conf., grill, piscine, prome-
nades à cheval, golf et tennis).
122, avenue de la Vallée-des-Baux,
13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.
Tél. : 90-54-38-90.

Grande-Bretagne
68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 916228.
Téléfax 19-44-1-370-6570.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Tél. : 193941/52-03-721.

VERONE
NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Coste, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193941/56-90-22
Fax : 193941/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Suisse
CH. 1854 LEYSIN
HOTEL MONT-RIANT
Confort. Un accueil jeune et chaleureux.
Cuisine personnalisée faite par le patron.
Terrasses. Jardin. Jeux.
Pension complète, chambre à 2 lits, 292 F
(73 F) par personne, par jour, toutes
taxes comprises, demi-pension possible.
Jean-Marie et Brigitte RYHEN.
WINTER, dir. propr.
Tél. : 19-41/25-34-27-01.

TOURISME
ÉTÉ 1989
SÉJOURS ENFANTS
A LA MONTAGNE
(agréé Jeunesse et Sports)
Haut-Doubs. All. 900 M.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5
à 14 ans) dans ambiance très familiale
dans ancienne ferme XVII^e siècle, confort-
ablement restaurée, au milieu des péni-
nasses et des forêts. Accueil limité à
15 enfants. Activités proposées : tennis,
poney, jeux collectifs, découverte des
fleurs, milieu rural, peinture sur bois,
fabrication du pain...
Prix : 1650 F par semaine/enfant.
Tél. (16) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

NON, on n'a pas « jamais
aussi mal mangé en
France » comme l'affir-
mait récemment Jean Ferriot.
Mais il est sûr que la cuisine fran-
çaise est chaque jour agressive
sans que cela semble troubler
ceux qui sont le plus concernés :
ses consommateurs.

La cuisine française est mal
défendue : 1. par les jeunes cui-
sinières peu éduqués ; 2. par l'incon-
science des médias ; 3. par
l'ignorance du public ; 4. par la
négligence du législateur. De
sorte que nos casseroles sont deve-
nues les casseroles de l'à-peu-
près : sous vide à-peu-près frais,
congelé à-peu-près surgelé, vins à-
peu-près du terroir ou à-peu-près
chapitalisés, veaux à-peu-près
exempts d'hormones, œufs à-peu-
près extra-frais, volailles à-peu-
près bien élevées, fromages à-peu-
près au lait de chèvre, pâtisseries
à-peu-près au beurre, etc. (1).

J'ai souvent évoqué ici le rôle
que devrait jouer le législateur :
rôle d'information (combien de
ménagères encore ne regardent
pas, en achetant un yaourt, la
date du délai de consommation ou
même savent que ladite date
existe ?). Rôle aussi de dissuasion
en pénalisant fortement les frau-
deurs et surtout en faisant large
publicité à la sanction. Je von-
drais m'élever une fois encore
contre les appellations ridicules et
les fausses appellations des cartes.

J'ai récemment évoqué le res-
taurant de l'hôtel du Palais, de
Biarritz. On ne se lassait pas
d'évoquer Trissotin devant ces
« Dames de l'Aquitaine d'un
naturel gourmand » et ce « Fan-
dango autour du fronton ». Le
grave est que cette manie, qui
semble s'étendre un peu partout,
cache souvent des produits mal
définis, des produits d'à-peu-près.

Je lisais l'autre jour dans une
feuille de presse de gastronomie
l'éloge d'un restaurant proposant
« une cuisine sérieuse, simple et
sans prétention » (sic) et citant
pour exemple une « chiffonnade
de Parme ». Chiffonner autre
chose qu'une étoffe, il faut le
faire ! D'autant que froisser ainsi
une tranche de jambon gras ne
doit pas être facile... A moins que
ce ne soit, pour le restaurateur,
une façon de faire passer les
déchets de la découpe : un à-peu-
près qui rapporte, en quelque
sorte !

De plus en plus les cartes
deviennent ainsi des attrape-
pogons : l'appellation fait passer le
poison lorsque le chef propose une

« salade d'Epicure aux bâtonnets
de crabe d'Armor », alors qu'il
s'agit de cette saloperie japonaise
qu'est le « surimi », chair de pois-
son désincarnée, désodorisée,
dévitalisée dont personne, dans
aucune rubrique dite « gour-
mande », n'a parlé (à l'exception
de Jean-Pierre Coffe dans son
admirable *Bon Vivre*).

Démision du pouvoir ? Abdi-
cation du législateur ? Incon-
science du consommateur ? Si,
ainsi que dit le proverbe alle-

mand, nous sommes « ce que nous
mangeons », nous risquons de
devenir, avant peu, des à-peu-près
d'humains à-peu-près bien por-
tants !



Mais quittons la fantaisie des
appellations cache-misère. Après
tout, libre aux snobs et aux imbé-
ciles de se laisser bluffer par des
mots annonciateurs de maux.
Mais notons qu'il existe aussi des
appellations classiques, des plats
codifiés dont le client, s'il n'en sait
point le secret, n'ignore pas la suc-
culence. N'est-il pas alors
condamnables de lui servir un
vague à-peu-près ? Tromperie
venant quelquefois de l'impardon-
nable ignorance des jeunes cui-
sinières, mais, plus souvent encore,
née d'un esprit de lucre : l'à-peu-
près revient à moins cher que le
vrai s'il se compte, sur l'addition,
au même prix !

Lorsque l'on voit, dans un jour-
nal réputé sérieux, une jeune
chroniqueuse recommandant un
restaurant « remarquable » et
s'extasiant sur le plaisir d'y dégus-

ter de merveilleuses crêpes
Suzette flambées, on a envie
d'expliquer à la petite sotte
qu'elle se rend ici complice d'une
escroquerie. Car les crêpes
Suzette n'ont jamais été flambées
mais fourrées d'un beurre par-
fumé de jus de mandarine et de
curaçao. Imaginez alors que ce
beurre fin, au lait non pasteurisé,
bien sûr, les mandarines et la
liqueur célèbre reviendraient à
bien plus cher au restaurateur
malin que l'alcool de fantaisie
avec lequel il flambe faussement

public les crott bonnes ! Et la
sole normande, lorsqu'elle figure
aujourd'hui sur les cartes, sort des
casseroles de l'à-peu-près !

Un exemple frappant de cette
dégradation culinaire pouvant
atteindre l'impudence ? J'ai reçu
la « pub » d'un restaurant du dix-
septième arrondissement. N'ayant
point goûté sa cuisine, je ne le
nommerai pas. Mais, dans ce
texte, il est dit que le chef propose
une carte du répertoire Escoffier
traité « dans la plus pure tradi-
tion ». Et pour nous en convain-
cre, on cite le homard Thermidor
(sauce vin blanc sabayon mou-
tarde), alors que, dans sa recette,
Escoffier propose une sauce
crème à la moutarde anglaise.
Puis un homard Majestic nappé
d'une sauce américaine, addition-
née d'un sabayon truffé. Alors je
me précipite sur le « juge de
paix » qu'est le *Répertoire de la
Cuisine*, et trouve que ledit
homard Majestic doit être nappé
d'une Nantua et orné de lames de
truffes. Bon !

Voici maintenant l'étoile de
turbot rôti Alda assaisonnée de
paprika avec palourdes et sauce
vin blanc. Vite regardons, à
défaut d'Escoffier, le *Répertoire* :
il nous propose le turbot dressé
sur un lit d'épinards et nappé de
Mornay au paprika avant d'être
poudré de fromage et mie de pain.

Poursuivons. Voici le filet Ros-
sini accompagné ici de pleurottes
et haricots verts, alors qu'il doit
être assisté de belles lames de
truffes, et déglacé au madère, ce
qui ne va guère avec les infor-
tunés haricots... verts, comme le
deviendrait Rossini, j'imagine, à
retrouver son plat de prédilection
ainsi martyrisé ! De même la
volaille Alexandra, ici aux pâtes
fraîches et mousses truffées, est,
chez Escoffier, plus subtilement
— et richement ! — truffée (lan-
gue et truffe) et accompagnée de
tartelettes de pointes d'asperges.
Mais... bah ! quel client s'en
apercevra-t-il ? Pas même les
chroniqueurs, puisque Gault-
Millau s'extasie de voir ainsi
« modernisé avec grâce un plat
ancien », tandis qu'un autre parle
de « cuisine inventive ».

Les voilà bien les casseroles de
l'à-peu-près !

LA REYNIERE.

(1) Quelle surprise de voir une
camionnette de « Confid'ant » (la
fameuse omelette en tube), arrêtée pour
livraison devant les cuisines d'une pûis-
serie illustrée de la Madeleine, par exem-
ple !

Malacca détroit de légende

(Suite de la page 9.)

Ces biens, espèrent-ils, agré-
mentés de faux billets de la « Ban-
que de l'Enfer » d'une valeur de
cinq cents millions et de carnets
de chèques de la « Banque orien-
tale d'Hadès », donneront de
l'argent au séjour au pays des
morts. Inévitablement synchré-
tisme, cataclysme de civilisations
et de croyances : M. Yeo fabrique
toujours dans sa boutique de la
rue Haat Jebat, l'ancienne Jonker
Strat des Hollandais, les minus-
cules chaussettes de soie longues
de quinze centimètres à peine qui
portent encore quelques doynées
aux pieds contrainsts.

Somerset Maugham, qui avait
connu Malacca au début des
années 20, évoquait « l'attrait
nostalgique de la cité, celui de
toutes les villes autrefois impor-

tantes qui vivent sur le souvenir
de leur splendeur perdue. Ceux
qui viennent s'établir dans cette
ville engourdie perdent leur éme-
gie propre. Ils se laissent peu à
peu gagner par l'insouciance et la
langueur ambiantes ». Il est vrai
que l'on résiste mal aux évo-
cations de l'Angleterre coloniale,
quand, enfoncé dans les fauteuils
de cuir poli de l'hôtel Raffles de
Singapour ou de l'Eastern and
Oriental de Penang, on affecte de
se remémorer les confortables
paquebots de la Peninsular and
Oriental Company, orgueilleux
« liners » détenteurs de la péren-
nité victorienne. Mais de ce der-
nier avatar du passé Malacca n'a
cure : l'histoire y a commencé
bien plus tôt, et elle dure encore.

OLIVIER BARROT.

Carnet de route

● **Y ALLER**
Malacca (Malaka en malais) est
située à 150 kilomètres au sud de
Kuala-Lumpur, en Malaisie péninsu-
laire, et à 250 kilomètres au nord
de Singapour. Elle est très aisément
accessible par la route (taxis, auto-
cars, voitures de location).

La compagnie malaise Malaysia
Airlines (MAS, tél. : (1) 47-42-
28-00) assure deux vols hebdoma-
daires Paris-Kuala-Lumpur au tarif
aller-retour en classe économique
de 21 640 F. Un tarif « budget »
(séjours de dix à quarante-cinq
jours) est offert à 7 840 F. MAS
héberge provisoirement l'Office
malais du tourisme, qu'il faut
consulter.

UTA, compagnie française, inau-
gure en septembre un vol régulier
chaque semaine entre Paris et

Kuala-Lumpur, et dessert déjà Sin-
gapour (tél. : (1) 42-66-46-46).
Nouvelles Frontières (tél. : (1)
42-73-10-64) propose d'avanta-
geuses possibilités de voyage et de
séjour organisé.

La Malaisie est souvent offerte
comme extension à des voyages
organisés vers Singapour et l'Indo-
nésie. Parmi les voyageurs s'inté-
ressant à cette destination, Asia-
tours, Asia, Sortilèges malais, Go
Voyages.

● **A LIRE**
Sauf guide en français, le Guide
du routard Indonésie-Malaisie -
Singapour (Hachette, 1988, 57 F).
Les recueils de nouvelles de
Somerset Maugham, dont plusieurs
se déroulent en Malaisie : *Madame
la Colonelle*, les *Quatre Hollandais*
(Presses-Pocket).

SEMAINE GOURMANDE

Le Sarladais

Josette et Jean Tarrout ont
bien relevé cette petite suberge
provinciale au cœur de
Paris. Gardant le « ton » régi-
onal de l'enseigne, y apportent
des notes autres (il est breton,
le bon Tarrout !), comme de
temps en temps le beurre blanc,
et, arrosant sa soupe de melon
de pineau charentais, mûrissant
les algues de canard au
cliché par exemple. Mais cassou-
let, confit et fougasse sont pré-
sents aux dîneurs (à la carte,
compter 250/300 F), comme
aux diners. Et dans ce coin de
stationnement facile, retiré mais
tout près de l'animation, foison-
nante d'ailleurs, cette formule
du soir enchante les connois-
seurs : un dîner à 130 F com-
portant au choix entre cinq
entrées, cinq plats et autant de
desserts. Des vins sélectionnés
(chahs, madiran, pécharmant,
bordeaux) à prix honnête, un
service correct. Une bonne
adresse pour l'intimité tranquille
des diners gourmands.

● **LE SARLADAIS**
75008, 2, rue de Vienne.
Tél. : 45-22-23-62.
Fermé samedi midi et dimanche.
Parking : Bergson en face.
Carte bleue. Chiens acceptés.

● **LES PLATANES**
64200, 32, av. Basquaise.
Tél. : 59-23-13-68.
Fermé lundi et mardi midi.
Salon dix couverts.
Carte bleue. Chiens acceptés.

● **LE RELAIS**
à Biarritz

Une suberge (douze cham-
bres) aux habituels tranquilles,
et René Lacan, le patron, au
fourneau pour régaler les clients
venus d'ailleurs, appréciant le
calme de ce gentil cadre et sur-
tout une cuisine de sagesse, en
cuisinier attaché avant tout à la
fraîcheur et à la qualité des pro-
duits. Du toro à la raie beurre
noisette, de la fricassée de
pigeon rôti au tourmedos foie
gras, de l'œuf flambé au caprice
chocolat amer, avec d'erru-
sants apéritifs, quarante-cinq
vins à moins de 100 F et le
beurre d'Eschir sur table. Vous
ferez un repas parfait pour
200/250 F (menu rapide à
90 F).

● **LE RELAIS**
64200, 44, av. de la Marna.
Tél. : 59-24-85-90.
Carte bleue. Chiens acceptés.

L. R.

échecs

N° 1345

ET POURTANT...

(Mémorial Barrois, Deuil-la-Croix, 1989)
Blancs : GELFAND
Noirs : FINEKIN
Déroulé : Grandfield.

1. d4 C6 20. fxd5 Fxd5
2. c4 g5 21. Dd2 Fxd2+ (n)
3. g3 g6 22. Rb1 Fb5
4. e4 Cc6 23. Dg5+ Dg6 (n)
5. d4 Cc6 24. Dd7 Dd6+
6. b3 g5 25. Rg1 Dd3+
7. Cb3 (n) 26. Rb1 Dd6+
8. Td1 (n) 27. Rg1 Dd3+
9. Rf2 Cc6 (n) 28. Td2 (n) Fd3+
10. d5 29. Rxd2 Dd7
11. Cxd5 Fxd5 30. Td3 Dd6+
12. Dd2 31. Tg2 Rf7
13. Rf4 32. Td1 Rf7
14. e4 33. Fxd5 (n) Rf7
15. e4 (n) 34. Fg5+ Rf7
16. Rf2 Dd6 35. Rf7+ Rf7
17. Dd3 Td7 (n) 36. Td7+ Rf7
18. Rf3 Td7 (n) 37. Fd4 Abandon (n)

NOTES

a) On, comme dans la variante d'échange classique, 7. Fg4, Fg7; 8. Cc2.
b) 2. Fd2 et 8. Fd3 sont d'autres possibilités.
c) Sur 8... Cc6; 9. d5! Fxc3+; 10. Fd2, Fxd2+; 11. Dxd2 les Blancs prennent l'avantage. De même, si 8... Dd5; 9. Tb5, Dxc3+; 10. Fd2, Dd3; 11. Txc5, 0-0; 12. Dd3, Dxb3; 13. axb5.

d) Nous avons vu récemment dans la partie Chirov-Akopian (n° 1341) le sacrifice de pion résultant de la suite 9... Dd5; 10. 0-0; Dxd2; 11. Fg5! Cependant, les Noirs peuvent aussi proposer le sacrifice de pion 9... Fg4; par exemple, 10. Txb7, Cg6, 11. 0-0, gxd4; 12. gxd4, Fxf3; 13. Fxf3, Dg8; 14. Tb1, Cxd4 avec égalité. La sortie du C-D donne lieu à un débat théorique intéressant.
e) Après 10... Fxc3+; 11. Fd2, Fxd2+; 12. Dxd2, Ca5 (ou 12... Cc4); 13. Cxd4, gxd4; 14. Dxd4, Dd5+; 15. Dd2, Dxd2+; 16. Rxd2, Tg8; 17. Rf3 les Blancs ont un net avantage en finale - Kasparov-Nataf, Olympiade de 1980 - ou aussi 12... Cb8; 13. b4; 14. h5, Df6; 15. d5, Dg7; 16. h6, Dd8; 17. Fd4, exd5; 18. Dxd5, Cg6; 19. Th4, Ff6; 20. Dxc5, Tf4; en les Blancs sont mieux; 13. 0-0, Fg4; 14. e5, Fxf3; 15. Fxf3, Cg6; 16. Dd3, Cc4; 17. Txb7, Dd5; 18. e6 comme dans la partie Petrusen-Janus, 1985, (on envoie 13... b4, Fg4; 14. b5, Fxf3; 15. gxf3, d5; 16. hxc6, fxc6; 17. d6, Tf8); 18. Dd5+; Rb8; 19. Dd5, b6; 20. Td1, Cg6; 21. Dd5, Cc4; 22. e5, Tf3; 23. Txd4 (Novikov-Danilov, Moscou, 1985).
f) 12... 66; 13. f4, Fg7; (si 13... Fg7; 14. 0-0, exd5; 15. exd5, Tg8; 16. g4, Fd5; 17. Dc2, Ff3; 18. Fd3, Fxd3; 19. Dxd3, Dd7; 20. d6)

[Alexandria-Tchiburdanidze, match de 1981]; 14. d6, e5; 15. 0-0, exd4; 16. Dxf4 laisse aussi aux Blancs un jeu agréable (Salov-Terentiev, 1982).
h) On 15. Fd2, exd4; 16. Dxf4 avec un léger avantage aux Blancs.
i) On poursuivait jusqu'à par 15... exd4, continuation qui laissait le plus souvent un clair avantage aux Blancs; par exemple, 16. Dxf4, Fd4+; 17. Ff3, Fxe3+; 18. Dxe3, Dd7; 19. Df4, f6; 20. a4! (Epischin-Fiamnik, Belgrade, 1988) et les Noirs ont un jeu difficile. (On 16... Dd7; 19. e5, f6; 20. e6, f6; 21. Tf5, Td8 (si 21... Fd7; 22. d6, Dd7; 23. Fxb7, Dxb7; 24. Dd5 menaçant Tf6); 22. Dd5, Dd7; 23. Tb1, Dd7; 24. Dd7) On comprend que Fiamnik ait souhaité s'aventurer dans cette nouveauté quelque peu audacieuse.
j) Une énorme bataille s'engage autour des cases centrales.
k) Avec la menace 19... exd4, Fiamnik indique, après la partie, que la suite 18... fxc4; 19. Fxc4, Td7 était préférable car, sur 20. f5, gxf5; 21. Fxf5, 22. Dd3, Fxb2; 23. Txb2, Dd5, les Blancs ont la possibilité de passer la D en d6 (si 24. Dd5, Dd7).
l) Si 19... 64; 20. f6!
m) La position est favorable aux Blancs en raison de la faiblesse du pion f5 et de l'enfermement du Fg8. Les Noirs

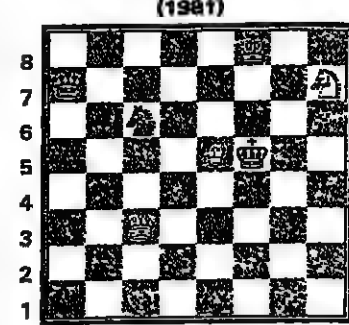
n'ont pas d'autre choix que de gagner le pion h2 et de rechercher un échec perpétuel.
n) Si 23... Tg7; 24. Fxd5, Dxd5; 25. Dd8+ Ld3; 26. Fg7; 27. Ff5, Si 23... Rh8; 24. Tb1, f6; 25. Fxf5, Tg8; 26. Dxd7, Dxd7; 27. Fxd5+, Tg7; 28. Fxd7, etc.
o) Refusant la nullité tout en sacrifiant la D!
p) Menaçant de gagner la T par 33... h4.
q) Exportant...
r) Si 34... Rf7; 35. Tf7+, Rf8; 36. Ff6+.
s) Une D de moins, une T en prise et un F à sacrifier mais le réseau de mat est là.
t) Si 37... Rh5; 38. Th7+, Dd6; 39. Tg5 mat.

g) D; 13. Df5+, Rg3!; 14. Cc4+, Rh2 mat.
Si 11... Rf5; 12. Rg6! et si 11... Cb6+; 12. Rg6, Cg8; 13. Rb7!

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1345

R. PAYE (1981)



a b c d e f g h
BLANCS (4) : Rf8, Dc3, Ff5, Cb7.
NOIRS (3) : Rf5, Dd7, Cc6.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1343

AU NOM DE MOISE

C'est peut-être en souvenir de l'Américain Moïse Junior que le déclarant argentin Monséguar a déclaré ce chelem avec sept atouts répartis 4-3 dans le match Argentine-Israël du Championnat du monde de Sao Paulo.
♠ 8
♥ D8732
♦ A642
♣ AR4
♠ A1052
♥ V1065
♦ D1087
♣ 102
♠ ARDV7
♥ A9
♦ V9
♣ DV76
Ouest ayant entamé le 7 de Carreau, comment Monséguar en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRETFLE contre une défense, les atouts adverses étant 4-2?
Réponse :
L'entame à Carreau, qui affirmait immédiatement une levée à

Carreau, semblait rendre le contrat infaisable puisqu'il y avait un Cœur perdant. Il restait cependant deux possibilités de donner seulement un Carreau et pas de Cœur :
1^{er} cas : Est a Roi Dame de Carreau et le Roi de Cœur ; après avoir éliminé les couleurs noires et réalisé ainsi l'As de Carreau, quatre Trèfles et cinq Piques, le déclarant jouera Carreau du mort pour mettre Est en main s'il a gardé le Roi de Cœur second et le Roi de Carreau sec. Mais les chances de gagner ainsi sont limitées car elles exigent tous les gros honneurs rouges en Est (puisque Ouest n'aurait pas entamé le 7 de Carreau avec Roi Dame) et aussi une reconstitution exacte de la distribution par le déclarant.
2^e cas : une des mains adverses a quatre Piques et quatre Trèfles : le déclarant pourra défausser les Carreaux du mort sur les Piques et couper un Carreau. C'est évidemment

cette ligne de jeu que Monséguar a adoptée. Ainsi, après avoir pris l'entame avec l'As de Carreau, il a tiré le Roi de Trèfle, puis A R D V de Pique sur lesquels il a jeté les trois petits Carreaux du mort; ensuite il a coupé le Valet de Carreau avec le 4 de Trèfle et a repris la main par l'As de Cœur. Il a enfin tiré Dame Valet de Trèfle (pour faire tomber les atouts d'Est) et il a joué le 7 de Pique maître, la douzième levée!
Il s'agit d'un bel exemple de la Manœuvre de Guillemard.
Précision contre l'uppercut
Si vous analysez rapidement cette donne, vous n'allez peut-être pas imaginer les péripéties qui peuvent accompagner le déroulement du coup.

♠ 1098
♥ 7542
♦ RDV
♣ RD10
♠ V76
♥ ARDV6
♦ 72
♣ A65
♠ 53
♥ 93
♦ 1098
♣ V98743
♠ ARD42
♥ 108
♦ A6543
♣ 2
Ann. : S. don. Tous vuln.
Sud Ouest Nord Est
1 ♠ 2 ♥ 3 ♠ passe
4 ♠ passe passe passe
Ouest a attaqué l'As de Cœur, puis le Roi de Cœur sur lesquels Est et Sud ont fourni. Comment Georges Versini propose-t-il de jouer pour faire chuter QUATRE PIQUES?
Note sur les enchères.
En Ouest certains joueurs préféreraient faire un contre d'appel sur

l'ouverture afin de montrer immédiatement une bonne main, mais ils risquent de ne plus pouvoir ensuite montrer la belle couleur à Cœur.
COURRIER DES LECTEURS
« Mon partenaire a ouvert de 2 Trèfles forcing de manche avec réponse à l'As, et j'ai dit 2 Carreaux. Il a alors sauté à 3 SA. Que signifie cette redemande ? » demande un lecteur.
Ce saut direct à la manche doit être considéré comme un arrêt. L'ouvreur indique : 1^{er} que le chelem est exclu (parce qu'il y a deux As dehors) ; 2^e qu'il désire jouer 3 SA (avec 9 levées de jeu grâce à une longue mineure). Sauf avec une distribution exceptionnelle (couleur de sept cartes... etc.), le répondant doit passer.
PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 360

DÉLICIES A 3

Tournoi de Gersac, 1987
Blancs : Smaek.
Noirs : Sudé.
Ouverture : Falses.

1. 34-29 17-22 21. 38-32 13-18
2. 48-34 (a) 11-17 22. 43-38 16-21 (j)
3. 35-40 6-11 23. 43-43 9-13
4. 31-26 (b) 24-25 (c) 24. 50-45 13-19 (k)
5. 25-30 (d) 19-23 25. 24-23 8-19
6. 40-35 14-38 26. 35-30 (l) 21-27 (m)
7. 32-21 (e) 23-23 26. 35-30 (l) 21-27 (m)
8. 37-38 16-21 27. 32-23 19-14
9. 41-37 11-16 28. 36-39 25-38
10. 37-32 27-31 29. 34-23 20-24 (n)
11. 32-21 30-29 30. 29-28 18-29
12. 44-40 9-14 31. 33-24 34-41 (o)
13. 30-24 4-9 32. 29-34 41-46 (p)
14. 28-23 (q) 7-11 33. 46-35 2-8
15. 46-41 1-7 34. 24-19 46-14
16. 41-37 27-31 (l) 35. 25-28 14-39
17. 36-27 22-31 36. 43-34 22-28 (q)
18. 33-28 31-36 37. 35-30 8-13
19. 38-33 11-16 38. 35-40 28-32
20. 42-38 18-22 (j) Abandon (r).

NOTES

a) La recherche du contrôle du centre mérite aussi une attention toute particulière : 2. 33-28 (11-17); 3. 37-32 (6-11, al); 4. 40-34 (1-6); 5. 45-40 (19-23); 6. 28-19 (14-23); 7. 42-37 (10-14); 8. 33-28 (23-32); 9. 37-28

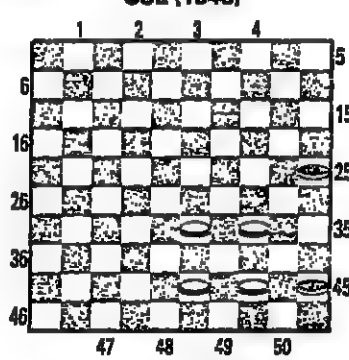
(16-21); 10. 41-37 (21-27); 11. 35-30 (20-25), etc. [WIRNY-DYBMAN, juillet 1987].
a) 3... (19-23); 4. 28-19 (14-24); 5. 40-29 (10-14); 6. 33-30 (20-25); 7. 30-24 (6-11); 8. 24-20 (15-24); 9. 29-20 (22-27); 10. 31-22 (17-37); 11. 41-32 (11-17); 12. 45-40 (7-11); 13. 20-15 (14-19); 14. 40-34 (5-10); 15. 46-41 (16-21); 16. 41-37 (1-6); 17. 33-28, etc. [DEEK-KLEIN, Bennekom, novembre 1987].
b) Et vivement conseillé 4. 50-45 (1-6); 5. 31-26 (16-21); 6. 32-28 (19-23); 7. 28-19 (14-23) puis 8. 29-24 [LIVESTROLNSEN, Gornel, octobre 1987] ou 8. 35-30 [POLMAN-LITH, championnat des Pays-Bas, féminin, 1986, SMINK-MOL, championnat des Pays-Bas, juniors, 1987].
c) On aussi la variante active : 4... (1-6); 5. 50-45 (16-21); 6. 32-28 (19-23); 7. 28-19 (14-23); 8. 37-32 (14-19); 9. 34-30 (20-25); 10. 29-20 (25-14); 11. 41-37 (9-13); 12. 33-29 (19-23); 13. 30-25 (23-34); 13.

40x29 (14-20); 14-25 (10x19), etc. [KLOOSTERMAN-SCHIPPERS, novembre 1987].
d) L'apparition des réelles difficultés devant lesquelles le bagage technique et les capacités imaginatives créent les petites différences souvent décisives après... plusieurs heures d'affrontement.
e) Epousant les avis de plusieurs experts.
f) Dans la logique des tendances actuelles ce point tactique.
g) Pénétration en raison de l'absence d'un pion à la case 4.
h) Conforme à la théorie des grands maîtres soviétiques et néerlandais pour un très progressif et éventuel affaiblissement de l'aile gauche adverse.
i) Il faut suivre pas à pas cette progression de l'infanterie vers cette aile gauche.
j) Un observateur attentif s'inquiète des menaces d'asphyxie qui guettent les Blancs confrontés à une insupportable stratégie d'encerclement et de neutralisation de leur aile gauche.

k) L'instinct créatif, les solides connaissances théoriques au service de l'imagination. Le « possible » pion à 3 : à surveiller de près.
l) Le début du passionnant calvaire des Blancs qui n'ont pu franchir le « top » du fameux tour d'horizon.
m) A ne pas dissocier de 24... (13-19) il, tenu de faute qui laisse muer d'admiration.
n) Le détonateur d'un effroyable et délicieux enchevêtrement de rafles.
o) Aux délices à la case 3, aux délices à 3, à la vue de cette fondroyante course du pion pivot, qui, comme une balle, transperce les Blancs, jusque dans leurs arrières.
p) Dame.
q) Les Noirs, avec un pion de plus après la prise de leur dame, demeurent en position de force.
r) Le plus raisonnable au niveau des maîtres néerlandais.

JEAN CHAZE.

PROBLÈME COE (1948)

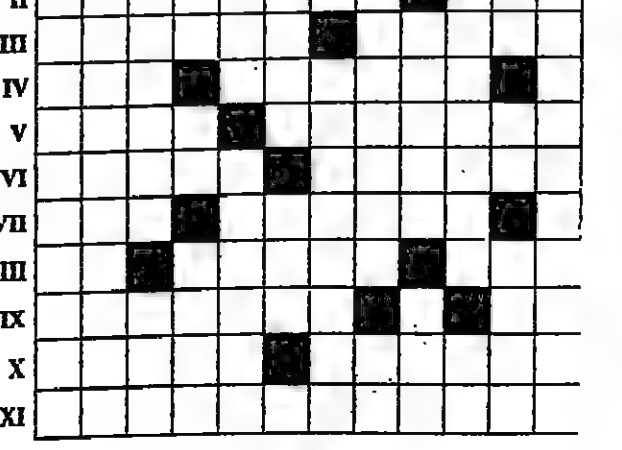


Les Blancs jouent et gagnent en 3 temps.
Il ne s'agit pas d'une plaisanterie comme pourrait le laisser supposer le nombre de temps, on ne peut plus limité. Ce mini-final s'apparente en réalité au génie : faire chercher les solutions sur trois temps seulement; c'est une facétie, une provocation.
SOLUTION : 44-40!! (45-50*) (ou 71-24-30!! [la sorcellerie] (25x45) 43-39!+ par enfilade.

mots croisés

n° 572

SOLUTION DU N° 571



Horizontalement
I. Elles ont connu une funeste nuit d'été. - II. Scie. A l'est, toujours du nouveau. - III. Point en jaune. S'exprime avec quelque pompe. - IV. Se doit d'être dégauché. Hétérocydes. - V. Ça passe mal. Vient-elle du cosmos ? - VI. Bien en main, ou difficile à prendre en main, selon l'accent. En un sens, il arrangeait bien. - VII. État. Prépara son plan. - VIII. Possessif. On y manque de hauteur. Peut-être le vôtre. - IX. Bien surpris. Phonétiquement, c'est salé. - X. On n'y a pas de haut.
Verticalement
1. Chânes sans chaînes... dit-on ! - 2. Réservé. - 3. Bon pour l'hôpital. Le prendre, c'est nécessaire. - 4. Fut le numéro un. Participe. Avance-t-elle toute seule ? - 5. Avancera vers le haut. S'apprécie au palais. - 6. Mettent à l'attache. Canton. - 7. Préposition. Le SOS s'impose. - 8. Action massive et détestable. Lien très ancien. - 9. On peut y voir de haut. Avec ça, ça se chante. - 10. N'est pas trop embrassée. Tranche phonétiquement. - 11. Crie quand il a son bon sens et au bon moment. En train. Sait cajoler. - 12. Il sait approfondir.
SOLUTION DU N° 571
Horizontalement
I. Politiologues. - II. Epilés. Bossa. - III. Réclies. Grl. - IV. Erre. Solon. - V. Serge. Lasers. - VI. Trilles. Ras. - VII. Ra. Tien. Tata. - VIII. Mitonne. In. - IX. Idem. Nierent. - X. Koré. Tente. - XI. Anesthésies.
Verticalement
1. Perestroika. - 2. Opéra. Don. - 3. Lièvre. Mère. - 4. Illegitim. - 5. Tel. Eil. St. - 6. Osés. Léon. - 7. Solennité. - 8. Ob. Las. Nées. - 9. Gogop. Terui. - 10. Usinera. Eté. - 11. Er. Ratinée. - 12. Salisantes.
FRANÇOIS DORLET.

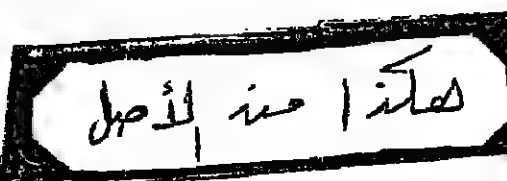
anacroisés

N° 574

Horizontalement
1. AEHMRS. - 2. ACELOPS. - 3. ACZOTV. - 4. AACILOST. - 5. DDENU (+1). - 6. EEILLORS (+1). - 7. EEIMNSU (+1). - 8. CEIPORUU. - 9. AEPISSV. - 10. EUPRSTU. - 11. AEEHIRT. - 12. ACCEBEIK. - 13. EEILNRS (+3). - 14. ACFINO (+1). - 15. EEFILNR. - 16. AEENPRV. - 17. AAEGBJR. - 18. AAEINRS (+1). - 19. DER. NORST. - 20. AENRSST (+1). - 21. ABEESTX. - 22. AEGILNSS (+2).
Verticalement
23. ACEHMNOU (+1). - 24. EEMNNP. - 25. AEERTUV. - 26. AEBLUX. - 27. AAAPSSV. - 28. ACERTU (+3). - 29. AILSTU (+2). - 30. AAILNT. - 31. AEILOU. - 32. EEEERSX. - 33. EELRRRU. - 34. DEEMNR. - 35. AEFLNKR. - 36. AAEINRS (+1). - 37. AAEINRS (+1). - 38. EELGLS (+3). - 39. ABEGLNR (+4). - 40. CEILNOS (+2). - 41. AEFLNPU. - 42. AENST (+3). - 43. EELNSSU.
SOLUTION DU N° 573
1. ENROBER. - 2. OCULISTE. - 3. PHRASER. - 4. UNIFOLIE. -

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.
Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implicites sur la grille.
Comme au Scrabble, on peut coquetter. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse Illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)
5. CLAUDEBOIE... craille. - 6. UNILORRE. - 7. RANCTES (CENTRAIS, etc.). - 8. TRESSAT (STARITES, STRATES). - 9. DEREGULA (DEGLUERA). - 10. REDOREE. - 11. RASSETTE (STATERE RETATES, TESTERA TETERAS). - 12. UTOPIE. - 13. INTIMER (INTERIM). - 14. ALUOFEE, mouvement d'un volier. - 15. ORATOIRE. - 16. ERGATIS, es grammatical. - 17. SABEENS. - 18. OSERAIRES. - 19. ELUCUBRA. - 20. DEUTONS (SOUDENT TONDUES). - 21. ARRENTER, donner ou prendre à rente (RENTIERA). - 22. RUINIIONS (URINIIONS NULIONS UNIRIONS). - 23. SER.

PETTE. - 24. BROCOLI. - 25. TROUSAI (SOUTIRAS SAUTOIRS). - 26. EPICENE (EPINCEE). - 27. LEMURES (MERULES MUSLER, RELUMES). - 28. HELEES. - 29. BATELER, faire le bateleur (ABLET BLATERE ETABLER RETABLE). - 30. CAMBISTE. - 31. REIFIAS (FIERAIS). - 32. LEMURIEN. - 33. DETENIR (DENTIER TENDRE). - 34. JRIDIES. - 35. SALETES (ALTESSE LESATES). - 36. CROMOIS. - 37. ERETIC (CRITERE, etc.). - 38. BEARNAIS.
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



FOOTBALL : championnat de France

Montpellier a-t-il investi à perte ?

Malgré l'arrivée des attaquants internationaux, Eric Cantona (Marseille), Stéphane Paille (Sochaux), vingt-quatre ans, sont arrivés moyennant une dépense totale de 15 millions de francs (le Monde du 10 juin). L'attaquant international du Paris Saint-Germain Daniel Xuereb, le milieu de terrain du Maitre Racing Guein et l'international néerlandais Wil-

bert Suvijs, ont également été enrôlés à grands frais. But de l'opération : se qualifier pour une coupe d'Europe sous la direction d'Alain Jacquet, l'ancien entraîneur des Girondins de Bordeaux.

L'entière responsabilité en revient aux dirigeants. Engager trois des plus brillants attaquants du pays ne sert strictement à rien si dans le même temps la défense n'est pas renforcée. Privé de l'excellent libéro brésilien Julio César, indisponible pour un mois, l'arrière-garde bordelaise semble bien fragile (sept buts en quatre rencontres). Avec énormément de retard, les dirigeants

Le groupe mis à la disposition de l'ancien bordelais n'a pas bien digéré la soudaine célébrité d'un club qui grandit sans doute trop vite. « Lorsque de grands joueurs arrivent dans un club, on attend toujours trop d'eux, analyse Jacquet. Les autres joueurs peuvent parfois être télescopés, presque complexés par un environnement et une pression à qui les bousculent dans leurs habitudes. »

L'arrivée du duo Paille-Cantona a fait basculer le club montpelliérain dans un star system qu'il n'était peut-être pas encore capable de maîtriser. Les deux jeunes gens, très proches dans la vie — ils ont consenti d'importants sacrifices financiers pour pouvoir évoluer sous le même maillot (Cantona a accepté des mensualités de 250 000 F, soit 150 000 F de moins qu'à Marseille) — sont réputés hommes de caractère. Le malaise que traverse l'équipe en ce début de saison se traduit chez eux par des caprices de stars mal perçus par le public local. Eric Cantona — que Michel Platini a appelé en équipe de France pour affronter la Suède en match amical, mercredi 16 août, après un an de suspension pour avoir insulté le sélectionneur précédent Henri Michel — se mure dans un silence complet.

Quant à Stéphane Paille, jadis considéré comme un joueur intelligent et avenant, il ne s'exprime plus en d'autres circonstances que dans les vestiaires, après les matches : « On a trop parlé, c'est fini. » Ces fantasmes de vedettes en devenir seront sans doute du goût du maire de la ville, M. Georges Frêche (PS) et du président du conseil général, M. Gérard Saumade (PS) qui ont largement contribué à l'achat de ces deux joueurs afin de promouvoir l'image d'une ville et d'une région (le club s'appelle désormais Montpellier Hérault) en plein développement ! La municipalité a accordé un prêt de quatre millions de francs en plus de la subvention habituelle de dix millions de francs et le conseil général a débloqué un autre prêt de cinq millions de francs. Quant à Louis Nicollin, patron d'une importante société de ramassage des ordures, il a personnellement déboursé quatre millions de francs.

Manque de cohésion

Deuxième explication aux débâcles des Montpelliérains : le manque de cohésion de l'équipe. Alors que des formations telles que Marseille ou Bordeaux, qui, elles aussi, se sont considérablement renouvelées, paraissent avoir plus ou moins trouvé leurs marques, Montpellier se cherche. Alain Jacquet, l'entraîneur, l'admet volontiers : « L'alignement ne s'est pas encore fait entre joueurs d'horizons différents. Le groupe ne trouvera son unité qu'à partir du moment où tous auront le même objectif. Jusqu'à présent cela n'a pas été le cas. A Paris, par exemple, ils ont manqué de sang-froid. Ils n'ont pas été assez exigeants avec eux-mêmes et se sont dispersés. »

PHILIPPE BROUSSARD.

ATHLÉTISME : championnats de France

Lessive et déballage

A la suite de la Coupe d'Europe des nations d'athlétisme, onze Français ont été sélectionnés pour participer en septembre à la Coupe du monde à Barcelone. C'est de bon augure à la veille des championnats nationaux, qui doivent avoir lieu à Tours du 12 au 14 août. Mais, au-delà des performances, ce sport conserve des problèmes de conscience avec le dopage.

La disqualification pour dopage du sprinter canadien Ben Johnson, convaincu, quelques jours après sa victoire dans le 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul, d'avoir utilisé des anabolisants, substances couramment appelées « engrais du muscle », a provoqué un choc dans le monde de l'athlétisme, qui n'en a pas encore mesuré toutes les conséquences.

Brisant la loi du silence qui entoure généralement ce genre de scandale, le champion déchu et son entourage ont fait devant une commission d'enquête canadienne des aveux effrayants. A tel point que la Fédération internationale, qui était restée longtemps d'une mollesse coupable à l'égard de ce problème, n'a pu faire autrement que de réagir brutalement.

Privé de sa médaille d'or et du record du monde qui allait avec à Séoul, Ben Johnson sera également rayé des tablettes pour ses performances aux championnats du monde 1987 de Rome : la Fédération internationale reconnaît désormais aux athlètes la même valeur qu'aux résultats des analyses médi-

cales, qui avaient été négatives en l'occurrence pour le Canadien.

Ces contrôles antidopage restent cependant la principale arme sur laquelle s'appuie la Fédération internationale pour réprimer le fléau. Elle a d'ailleurs décidé de les intensifier à l'occasion des compétitions de haut niveau, mais aussi de façon inopinée lors des périodes d'entraînement.

Dans ce contexte, depuis le début de la saison, quatre athlètes nationaux ont été déclarés positifs (le Monde du 3 août). Et deux d'entre eux ont

été particulièrement remarqués : Chantal Beaugnot et William Motti.

Les deux « coupables » ont en effet plusieurs points communs : ils sont des spécialistes des épreuves combinées, l'heptathlon pour la première, qui débute le record de France (6 702 points), et décathlon pour le second, qui avait terminé à la cinquième place aux Jeux de Los Angeles ; l'analyse de leurs urines a révélé l'usage de nandrolone, un anabolisant prescrit normalement aux personnes âgées ; et ils ont protesté de leur innocence en affirmant

qu'ils étaient victimes de « coups montés ».

La thèse du complot — qui avait d'ailleurs été celle de Ben Johnson à Séoul — est encore développée par leur entraîneur commun, Carmen Rodas. Exilé roumain, celui-ci a été mis en cause (l'Équipe Magazine du 10 octobre 1987) par une de ses anciennes athlètes, Christiane De Lages, qui l'accusait de l'avoir incité à accepter des piqûres de « vitamines ». Depuis elle a été suspendue du poste d'entraîneur national qu'elle occupait alors. Mais si le recordman de France du décathlon, Christian Plaziat, a aussitôt décidé de rompre avec elle, Carmen Rodas a gardé la confiance de la plupart des sportifs qu'elle encadre, notamment Nadine Debois, Valérie Tasimaki et Odile Lesage.

Aux termes de la nouvelle réglementation, Chantal Beaugnot et William Motti ont été automatiquement suspendus pour deux ans. Mais la vivacité de leurs dénégations a pu créer un doute sur leur culpabilité. Dans l'état actuel des contrôles, il n'est pas possible, en effet, de déterminer si la prise du produit interdit incriminé a été accidentelle ou régulière.

Comment lever définitivement le doute ? Les Canadiens ont sans doute montré la voie en organisant des auditions publiques sous serment des champions suspects. L'athlétisme prouverait ainsi la fermeté du dopage beaucoup plus sûrement qu'en se livrant à ce qui ressemble un peu trop à une chasse aux sorcières.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME : avant le Grand Prix de Hongrie

Les préqualifications en question

Deux écuries françaises, AGS et Larousse, qui n'ont pu se classer parmi les treize meilleures de la première moitié du championnat du monde de formule 1 automobile doivent désormais disputer les séances de préqualification qui précèdent, le vendredi, les essais des grands prix. Un exercice d'une heure qui soumet à rude épreuve les nerfs des pilotes et de leurs ingénieurs et grève dangereusement le budget des écuries.

BOUSCULADÉ dans le box de l'écurie Larousse. Les deux pilotes, Philippe Alliot et Michele Alboreto, manifestent un bonheur plus rayonnant que celui d'Ayrton Senna ou d'Alain Prost sur un podium. Accolades et tapes amicales se succèdent. « De la folie, dit Gérard Larousse. Je vais vieillir dix ans tous les vendredis. » A quelques pas de là, Yannick Dalmas, écarté de cette écurie trois semaines plus tôt, essaie des larmes de dépit. Le jour de son vingt-huitième anniversaire, il vient, au volant de son AGS, de se faire souffler la quatrième place des préqualifications du Grand Prix d'Allemagne par Michele Alboreto, à cinq minutes de la fin de la séance, et pour un millième de seconde. Un écart qui se traduit par une différence inférieure à sept centimètres sur ce circuit de 6 799 mètres.

La scène se passait vendredi 28 juillet à Hockenheim, à l'issue de la première des séances de préqualification qui réuniront jusqu'à la fin de la saison les écuries AGS, Coloni, Eurobrun, Onyx, Osella et Zakspeed, soit treize voitures pour quatre places en essais et en qualification. Les éliminés n'avaient plus qu'à prier bagages avant même l'arrivée des premiers spectateurs dans les tribunes.

« Lorsque on voit tout le travail exigé par la préparation d'une formule 1 et l'argent investi, le système actuel des préqualifications est une aberration, estime Gérard Ducrouge, le directeur technique de l'écurie Larousse. Tout se joue sur un tour lancé, ce qui exclut la moindre petite faute des pilotes et les soumet à une pression insoutenable. »

Deux propositions

Le retour aux moteurs atmosphériques a provoqué cette saison une pléthore d'engagements aux championnats du monde de formule 1 : trente-neuf voitures représentant vingt écuries. Au sein de ces dernières, nul ne conteste la nécessité d'une sélection afin d'éviter les embouteillages en grand prix, mais les opinions divergent sur les modalités à retenir et tout le monde s'accorde pour dénoncer la caricature trop aléatoire et présumée de la formule choisie par la Fédération internationale du sport automobile (FISA).

Exiger qu'une écurie ou un pilote démontre sa supériorité le vendredi matin entre 8 h et 9 h sur une piste sale qui manque d'adhérence, avec un châssis encore mal réglé et des rapports de vitesse inadaptés, relève en effet de la roulette russe. Même les meilleurs ne sont pas à l'abri du plus petit incident. Tous reviennent le droit aux deux tranches d'essais d'une heure et demie les vendredis et samedis, et aux deux séances de qualification d'une heure qui les suivent avant d'être éventuellement écartés du grand prix s'ils ne figurent pas dans les vingt-six meilleurs temps.

Deux solutions préconisées par certains paraissent plus justes que le système des préqualifications.

La première est celle retenue en formule 3000. Les trente-neuf voitures seraient réparties en deux groupes qui disputeraient séparément les quatre séances d'essais et de qualification. Les vingt-six meilleurs temps seraient retenus. Avec bien sûr un risque d'injustice si le temps ou le revêtement de la piste évoluent entre le passage des deux groupes.

La seconde solution, plus judicieuse, est celle défendue par Enzo Osella. Les écuries qui ont marqué des points (en terminant dans les six premiers d'un grand prix) dans le Championnat du monde précédent, aligneraient deux voitures. Les autres, qui disposent le plus souvent des budgets les plus modestes, auraient droit à une place. Avec ce système, il y aurait cette année trente voitures en formule 1.

Ces deux solutions garantiraient plus d'équité sportive, mais éviteraient aussi aux écuries concernées de grever leur budget par des dépenses supplémentaires. La recherche de la performance maximale se fait au détriment de la fiabilité pour tous les organes qui composent la formule 1.

A chacune des séances de préqualification, chaque voiture use deux trains de pneus facturés 2 500 francs l'unité. Cette dépense atteint donc 40 000 francs. Les pièces de suspension, de transmission et les moteurs doivent aussi être renouvelés plus fréquemment. Quarante ou cinquante moteurs supplémentaires doivent être prévus pour une saison. Or, à titre d'exemple, l'achat et l'entretien pendant un an de quinze moteurs Ford Cosworth DFR coûtent quelque 20 millions de francs.

Afin de gagner de précieuses secondes le vendredi matin, des écuries comme AGS et Larousse procèdent avant d'embarquer leurs voitures à destination des circuits à des séances de roulage pour vérifier que les moteurs ou les boîtes de vitesse fonctionnent bien. AGS dispose au Lac (Var) de sa propre piste inaugurée début juillet, mais Larousse doit louer l'autodrome de Montlhéry (Eure-et-Loire).

De plus, comme l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA) ne prend pas à sa charge les frais de transport des écuries préqualifiables pour les grands prix disputés hors d'Europe, ces dernières devront payer 400 000 francs pour les déplacements au Japon et en Australie, où la majorité d'entre elles ne pourra pas disputer les courses.

Défection des commanditaires

A ces charges inévitables peuvent s'ajouter des manques à gagner auprès des sponsors. Ces derniers ne sont pas intéressés par des écuries dont les opérations risquent de se limiter à des séances de préqualification sans public et sans télévision.

« Le travail de relations publiques devient impossible avec des écuries obligées de passer par les préqualifications, estime Elio Marchia, le responsable en France de la promotion de Camel, un groupe dont l'investissement en formule 1 avec une écurie de onze pilotes portant ses couleurs dépasse annuellement 100 millions de francs. C'est surtout dramatique pour les petits sponsors qui n'ont qu'une écurie et ne peuvent plus prévoir d'opération de communication avec des invités sur les grands prix. »

Cette situation est préoccupante pour l'écurie Larousse dont l'équilibre financier est tributaire des ressources apportées par un « club forcé » qui propose diverses opérations de relations publiques à des entreprises commerciales ou industrielles. « Il est important pour nous, dit Gérard Larousse, de rassurer très vite ces clients pour leur montrer que nous pouvons nous qualifier régulièrement, mais nous savons que ce ne sera pas toujours possible. »

Les défections de commanditaires pour les écuries désormais astreintes aux préqualifications sont surtout liées à des changements de pilotes. C'est le cas d'industriels variés et de la Confédération française de l'encadrement CGC qui soutient l'écurie Larousse lorsque Yannick Dalmas en faisait partie mais se sont retirés depuis son départ. Plus alarmante est en revanche la situation de l'écurie italienne Coloni dont le directeur technique, le Français Christian Vanderpleyn, a annoncé son départ à Ockheim. La survie de l'écurie cette saison serait désormais liée à une aide de la FOCA.

GÉRARD ALBOUY.

● **SKI ALPIN** : Coupe du monde — Première épreuve de la Coupe du monde masculine 1989-1990, le slalom géant disputé le vendredi 11 août à Thredbo, en Australie, a été gagné par le Suédois Lars-Erik Eriksson, qui a précédé le Norvégien Ole Kristian Furuseth et l'Autrichien Günther Mader. Le meilleur Français a été Christian Gaidet, classé septième à 83 centièmes de seconde.

● **TENNIS** : Tournoi féminin de Los Angeles. La Française Nathalie Tauziat s'est qualifiée, jeudi 10 août, pour les quarts de finale du tournoi de Los Angeles, disputé à Manhattan Beach (Californie) en battant la Canadienne Helen Kolesil (6-2, 2-6, 6-2). La prochaine adversaire de la Tropicane, tête de série numéro 12, sera l'Américaine Zina Garrison, tête de série numéro 2, qui a éliminé la Britannique Monique Javer (6-1, 6-2).

● **VOLE** : Admiraal's Cup. — Officier Championnat du monde de la course au large, l'Admiraal's Cup, dont le sixième et dernier manche était la course du Fastnet (le Monde du 10 juillet), a été finalement remporté pour la neuvième fois en dix-sept éditions par l'équipe de Grande-Bretagne avec le 40 pieds Jamarilla (Gordon McGuire), le 35 pieds Juno (McIntyre) et le 30 pieds Indulgence (Eddy Warden Owen). L'équipe de France, qui terminait quatrième grâce à CGI (Mae-Pacé) Corem-89 (Briend) et Xeryus (Pillot), n'avait pas été aussi bien classée depuis 1967.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats de France. — Jusqu'au lundi 14 août à Tours. (A 2, dimanche 13 août à 18 heures).

Automobilisme

Grand Prix de Hongrie de formule 1. — Dimanche 13 août à Budapest (TF 1 à 14 heures).

Football

Championnats de France. — Cinquième journée, samedi 12 août.

Golf

Tournoi de l'USPGA. — Jusqu'au dimanche 13 août (Canal + le 13 à 0 h 30 puis à 22 h 20).

Motocyclisme

Grand Prix de Suède de vitesse. — Le 13 août à Anderstorp (Canal + à 16 h 30).

Natation

Championnats d'Europe. — Jusqu'au dimanche 20 août à Bonn.

Sports équestres

Championnats d'Europe de sauts d'obstacle à Rotterdam (Pays-Bas) à partir du 16 août.

Voile

Course de l'Europe. — Arrivées samedi 12 août à Toulon. Course du « Figaro ». — Jusqu'au mardi 15 août.

CINÉMA

1939, l'année magique

Une rétrospective organisée au Musée d'art moderne de New-York rappelle que 1939, année terrible en Europe, marque le triomphe de l'isolationnisme et du « système des studios » aux États-Unis. C'était l'année la plus extraordinaire du cinéma hollywoodien. En France, ce n'était pas mal non plus.

Mussolini vient d'envahir l'Albanie, mais le soubir qui pousse Hollywood est de soulagement : Darryl Zanuck a enfin acquis les droits de l'Oiseau bleu, de Maurice Maeterlinck, pour Shirley Temple. Les nuages noirs s'amontonnent au-dessus de l'Europe, mais Hollywood tourne à plein pot et en Technicolor. « L'année la plus extraordinaire de toute l'histoire du cinéma », clamait-on à l'époque. Elle l'est encore aujourd'hui ; aucune autre n'a produit autant de grands classiques.

En 1939, dix films concourent à l'Oscar du meilleur film : *Autant en emporte le vent* (Clark Gable, Vivien Leigh, Victor Fleming) et quelques autres, dont *George Cukor* : la Chevauchée fantastique (John Wayne, John Ford) ; *Dark Victory* (Bette Davis, Edmund Gwinn) ; *Goodbye, Mr. Chips* (Robert Donat, Greer Garson, Sam Wood) ; *Les Hauts de Hurlevent* (Laurence Olivier, Merle Oberon, William Wyler) ; *Love Affair* (Irene Dunne, Charles Boyer, Leo McCarey) ; *Le Magicien d'Oz* (Judy Garland, Victor Fleming et King Vidor) ; *Mr. Smith au Sénat* (James Stewart, Frank Capra) ; *Ninotchka* (Greta Garbo, Billy Wilder) et *Des souris et des hommes* (Lon Chaney, Leo McCarey).

Dix, choisis de préférence à *Beau gosse* (Gary Cooper) ; *William Wellman* : *Femina ou démon* (James Stewart, Marlene Dietrich, George Marshall) ; *Sur la piste du Mohawk* (Henry Fonda, Claudette Colbert, John Ford) ; *Golden Boy* (Barbara Stanwyck, Ronald Reagan) ; *Intermezzo* (Ingrid Bergman, Gregory Ratoff) ; *Jesse James* (Tyronne Power, Henry Fonda, Henry King) ; *Juarez* (Paul Muni, William Dieterle) ; *La Mousmène* (Tyronne Power, Myrna Loy, Clarence Brown) ; *Notre-Dame de Paris* (Charles Langhorne, William Dieterle) ; *Seuls les anges ont des ailes* (Cary Grant, Howard Hawks) ; *Young Mr. Lincoln* (Henry Fonda, John Ford).

Il n'est guère étonnant que Stephen Harvey, directeur associé du Musée d'art moderne de New-York, ait eu du mal à limiter cette rétrospective à trente-cinq films. Il s'efforce de ne pas tourner le dos aux chefs-d'œuvre (souvent repris en salle ou à la télévision) mais, non sans perversité cinématographique, pioche également dans les films difficiles à trouver parce que mineurs — *First Love* avec Deanna Durbin (son premier film semi-adulte), *Invitation au bonheur* avec Irene Dunne (muséiforme quatre-épisodes), westerns, films de série B, *Dr Kildare* et autres Tarzans. Des films qui, parfois plus que les « Liste-A », ont vraiment fait aimer le cinéma.

Cette année-là, les réalisateurs de Hollywood peuvent presque à juste titre se tenir pour des héros, sinon pour les maîtres du monde. Selon les

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Prés de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

loisir vont au cinéma.

« Les films reflètent souvent les tensions sociopolitiques du monde dont ils sont issus », dit-on. L'Europe, c'est loin, et l'Amérique n'envisage absolument pas d'entrer dans un conflit dont elle a à peine conscience. Son isolationnisme la confortant dans son sentiment de sécurité, elle réagit au pessimisme européen par une réévaluation — vers l'optimisme — de l'Amérique.

Cet époque du cinéma américain tient non seulement à l'abondance de talents et de ressources mais aussi à la stabilité, à l'efficacité et à la productivité du système hollywoodien. Les « Moguls » se trompent plus souvent qu'à leur tour, mais le triomphe d'un produit comble le déficit d'un autre ; l'important est que l'usine tourne à plein. La clé de voûte de ce système : l'intégration

verticale. Les grands studios possèdent la chaîne entière : manufature, gros et détail (production, distribution, salles). Ces « majors intégrées » ne contrôlent qu'un sixième du parc total (près de trois mille écrans), mais toutes les salles de première exclusivité, gigantesques palais contenant plusieurs milliers de fauteuils et ne projetant que des films haut de gamme.

L'argent qui rentre permet aux studios, travaillant à pleine capacité, de sortir environ un film par semaine. Mais, le double programme aidant, cela devient un surfit. Aux cinq grandes — MGM, Paramount, Warner, Twentieth Century Fox et RKO — viennent s'ajouter trois compagnies de deuxième rang : Universal, Columbia (cinquante et un films chacune en 1939) et United Artists (distributeur pour les rares producteurs indépendants). En 1939, ce cartel des huit domine entièrement l'industrie du cinéma.

Dix ans plus tard, l'industrie est en déconfiture : la loi antitrust est à démanteler l'organisation ; ses studios perdent de l'argent ; ses membres les plus éminents commencent à être taxés de communisme ; la télévision mord à belles dents dans son territoire. Hollywood, qui a jusqu'alors accueilli les nouveaux venus (de William Faulkner à Alfred Hitchcock) va traverser une crise de moralité et bientôt éjecter quiconque fera le moindre vagabondage : Charlie Chaplin, Ingrid Bergman, Orson Welles.

Selon la légende, dix ans après *Autant en emporte le vent*, David O. Selznick se serait tenu à l'aube au milieu d'une rue déserte de Hollywood et aurait comparé la capitale du cinéma à l'Égypte : « Rien que des pyramides branlantes... C'est fini, ça commence de s'écrouler jusqu'à ce que le vent disperse jusqu'au dernier accessoire au fin fond du désert. » Il a sa part de responsabilité : premier blockbuster « indépendant », *Autant en emporte le vent* — alors l'exception — deviendra la règle. Ce qui était une industrie parfaitement rodée qu'avait mis dix ans à trouver un équilibre entre tradition et innovation se transforme en une sorte de casino où tout se joue au quito ou double.

Cinquante ans plus tard, tandis que de gigantesques fusions s'opèrent à coups de milliards de dollars, la loi antitrust (toujours en vigueur) est plus sévère qu'un gruyère ; les nouveaux groupes de production et de distribution rachètent discrètement (mais ouvertement) les circuits de salles. Déjà certains, forts des centaines de millions que rapportent les *Batman* et autres *Ghostbusters*, prédisent un nouvel âge d'or. Vœux pieux ? A Hollywood, rien n'est impossible... HENRI BEHAR.



Marlene Dietrich dans Femina ou Démon

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Prés de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

loisir vont au cinéma.

Cet époque du cinéma américain tient non seulement à l'abondance de talents et de ressources mais aussi à la stabilité, à l'efficacité et à la productivité du système hollywoodien. Les « Moguls » se trompent plus souvent qu'à leur tour, mais le triomphe d'un produit comble le déficit d'un autre ; l'important est que l'usine tourne à plein. La clé de voûte de ce système : l'intégration

Le cartel des huit

En France, tout va très bien

Isolationnistes sans complex, les Américains ont célébré l'année 1939 dans les nostalgies romantiques de *Beau Geste*, les épopées du western, les sophistication de la comédie, les fastes féériques d'*Autant en emporte le vent*, du *Magicien d'Oz*, avec Judy Garland, qui, dans *Place au rythme*, de Busby Berkeley, chantait que son pays était heureux en paix et que ce qui se passait en Europe ne le concernait pas.

En France, on était forcément plus sensible aux événements. Pourtant, dans la dernière partie — celle qui se passe à la fin de 1938 — des *Trois Vies*, de Ludwig Berger, où Pierre Fresnay donne la réplique à Yvonne Printemps, il n'y a qu'une seule phrase pour signifier que les amours contrariées n'étaient pas ce qu'il y avait de pis du côté de l'Europe centrale. Ray Ventura, avec son big band, chantait *Tout va très bien Madame la marquise*, tournait *Faux de joie* et *Tourbillon de Paris*, Charles Trenet faisait ses débuts au cinéma dans *Je chante*. Il y a eu également *Luise*, d'après Charpentier, par Abel Gance, avec Grace Moore, qui avait au moins le mérite d'être somnolente, passablement sinistre. Mais ce n'était pas dû à l'époque.

Après *Frit-Frac*, le couple infernal Arletty (gigolo) et Michel Simon (accroche-cœur) et Michel Simon se retrouvait dans *Circostances* atténuantes, de Jean Boyer, dont ils ont fait un succès énorme. Et intemporel en dépit d'un argot très intemporel, on a pu le vérifier récemment sur Canal Plus. Souvent, les films d'acteurs traversent les modes, et on a assez dit qu'ils ont fait la gloire du cinéma de l'entre-deux-guerres. On avait d'ailleurs des distributions farfelues, de gens formés au théâtre de boulevard, capables « d'emporter » une



Marcel Dalio, Mira Parély, Jean Renoir dans la Règle du jeu

scène avec un panache éblouissant. Quelques jours de tournage leur suffisent.

Une société déclinante

D'où, depuis *Carnet de bal*, la vogue des films à sketches. *Derrière la façade*, de Georges Lacombe, rassemblait tout le gossier — y compris von Stroheim, dont la scène a été coupée sur ordre allemand, pendant l'Occupation. On reconstruisait la méchanceté signée d'Yves Mirande, auteur du scénario, dans cette histoire assez solide qui, à l'occasion d'une enquête policière, dévoilait les tares cachées de bourgeois riches, stéréotypes d'une société qui allait se dégrader. Cette forme de comédie de mœurs tout juste assez grinçante ne peut plus figurer que dans

les anthologies, comme les mélos fondés sur le mythe de la fille facile mais innocente, d'ailleurs contrainte au vice par la pauvreté, victime de sa beauté, mais régénérée par l'amour — toutes des Marguerite Gautier, prêtes à s'effacer, à se sacrifier : l'*Entraîneuse* avec Michèle Morgan, *Sans lendemain* avec Edwige Fenech. On admirait le courage des deux grandes dames qui n'hésitaient pas à jouer les courtisanes, alors que la pute de service, Vivienne Romance, devenait une femme convenable dans *La Tradition de minuit* de Roger Riché.

On était bien loin des Bette Davis et autres garces à l'américaine, à l'exception du *Dernier Tourment* de Pierre Chenal, adaptation du *Facteur* somme toujours deux fois (alors que la *Série Noire* était encore dans les limbes), où Corinne Luchaire, brune pour la ci-

constance (les méchantes le sont toujours) et les lèvres exagérément pulpeuses, poussait Fernand Grévy au meurtre de Michel Simon. *Piège*, avec Marie Dae, Pierre Renoir, et Maurice Chevalier — peu crédible dans un rôle d'ambiguïté — essayait également le style suspense. Mais c'était nettement la classe en dessous.

En 1939, on a eu droit aussi aux coorcoires de circonstance : *Trois de Saint-Cyr*, avec Jean Chevrier et Jacques Mercanton, exaltait, comme le titre l'indique, l'honneur d'un corps d'élite. *Entente cordiale* dressait un tableau des difficiles relations entre la France et l'Angleterre, glorifiant l'idylle nouvelle des deux pays. Gaby Morlay y jouait la reine Victoria vieillie, et les journaux spécialisés, de *Pour vous* à *Ciné revue*, ne tarissaient pas d'éloges sur le courage de la parigote-type qui avait pris le pari d'incarner la plus anglaise des reines et s'était horriblement vieillie avec force coton dans les joues et fausses poches sous les yeux. Quand même, sur son lit de mort, elle revivait son amour avec Albert (Victor Francen), et on la voyait jeune qui chantait tandis qu'il l'accompagnait au piano.

Mais tous ces films, plus ou moins réussis, plus ou moins nostalgiques, et qui racontent l'inconscience ne feront pas oublier que 1939 est l'année de deux chefs-d'œuvre, *La Joie au lieu de Marcel Carné*, la *Règle du jeu* de Jean Renoir. Ces films ont plongé au cœur de leur époque parce qu'ils ont plongé avec sensibilité, avec intelligence et talent, au cœur des âmes humaines.

COLETTE GODARD
et JACQUES SICLIER

« Manolo », de Fernando Trueba

On ne badine pas avec le sexe

Manolo a quinze ans, un regard en dessous à la James Dean et une jolie figure. Il accompagne son petit frère dans un préventorium où les infirmières, comme la directrice, sont jeunes et jolies. En principe, les enfants de plus de douze ans ne sont pas admis, mais Manolo a obtenu une dispense grâce à son frère, héros de la guerre. La guerre qui vient de se terminer en Espagne par la victoire de Franco.

Il n'y a pas si longtemps, l'angoisse et les recettes allaient vers des films américains racontant, sur le mode farce, l'initiation sexuelle d'adolescents boutonneux, la grande libération des années 50, surprises-parties et perron dans des bagnoles chromées. Mais en dépit d'une similitude de sujet, de péripéties, de préoccupations — on peut tout à fait parler d'obsession, car Manolo ne pense qu'à ça — le film de Fernando Trueba, *Manolo*, est aux antipodes des « kid movies » semi-pornos, mais aux dialogues franchement obscènes.

Là aussi, on appelle les choses par leur nom, mais *Manolo*, c'est l'Espagne, c'est l'Eglise, et la rudesse flamboyante d'une existence sans confort, entièrement dominée par la fascination du péché. Le film n'est ni réaliste ni psychologique. Fernando Trueba rassemble ses souvenirs et ses fantasmes, les pousse jusqu'aux

limites de la fureur et du grotesque.

Les personnages sont fortement dessinés, stéréotypés — le curé sans complexe qui tire sur les pelombes dans son église et élève, en la faisant passer pour sa nièce, la fille qui, d'ailleurs, ne souffre nullement de sa bizarre situation. La directrice du préventorium, belle et frustrée, qui viole pratiquement Manolo et puis va s'enfermer en pleurant. Le vieil anar qui a vu Paris et lit Montaigne. Sa femme, une mégère. La détestable méritante phalangiste, gardienne de l'ordre moral. La fille de la campagne plutôt dénuée... Le comportement altimour des films est certainement l'une des causes principales des obsessions de Manolo...

Il interdit, s'interdit, se punissent. Ils vont, se surveillent, s'approchent, avec autant de maladresse que de conviction. Les paysages sont magnifiquement austères, et le film, en dépit de son langage, d'une grande pudeur d'émotion. On s'attendait, on rit beaucoup, et brutalement on retombe dans la réalité triviale, dans la souffrance, le déchirement, dans un drame bref, brûlant, sans suite. Empêcher les enfants de s'aimer est un crime.

C. G.

La difficile conservation du patrimoine cinématographique

M. Frantz Schmidt quitte la direction du service des archives

Le prochain départ de M. Frantz Schmidt de la direction du Service des archives du film suscite une incontestable émotion dans certains milieux cinématographiques. M. Schmidt, qui dirigeait le service depuis sa création en 1967, devrait se voir proposer un autre poste à la direction générale du Centre national de la cinématographie. La procédure d'appel à candidatures pour pourvoir à son remplacement sera très prochainement ouverte, annonce-t-on à la direction du CNC.

Le service des archives est chargé « d'assurer la conservation des films qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Depuis 1977, il reçoit les films au titre du dépôt égal. Installé à Bois-d'Arcy et à Saint-Cyr, dans d'anciens locaux militaires, il abrite, en tout, 661 000 bobines de film. Mais la modicité des crédits font que le traitement des bandes nitrate (hautement inflammables) a pris un retard important. Le 4 juillet dernier, un incendie a touché un local abritant des bobines de chutes et de doubles, de toute façon en instance de destruction, mais le problème de la sécurité des installations a été souvent évoqué.

Même si personne ne conteste la nécessité de réformer la procédure de dépôt et de conservation (un audit a été demandé à ce sujet), la

mesure dont fait l'objet Frantz Schmidt, qui souhaiterait demeurer à son poste, est essentiellement motivée par la dégradation des rapports humains et sociaux au sein du service, explique-t-on à la direction du CNC, tout en précisant qu'il ne faut y voir aucun caractère disciplinaire. La démarche d'une partie des personnels qui sont intervenus en faveur du soutien de M. Schmidt est interprétée comme la manifestation du durcissement des positions au sein du service.

Le cinéaste Jean Dréville a adressé au ministre de la culture une lettre de protestation à laquelle se sont associés, entre autres, Marcel Carné, Jean Delannoy, Jean Marais et Roland Laffaille, ainsi que l'historien du cinéma Charles Ford. Certains rapprochent cette décision de la publication prochaine du rapport demandé à M. Christian Bourgeois sur la conservation du patrimoine audiovisuel. Mais le CNC affirme que le rapport Bourgeois ne concerne pas le fonctionnement quotidien des archives du film et que la mutation de M. Schmidt était devenue nécessaire pour assurer la bonne marche du service, quel que soit le statut de celui-ci dans le cadre d'une éventuelle réorganisation générale de la conservation de l'image en France.

THOMAS SOTINEL

THÉÂTRE

La saison 1989-1990 au TNP de Villeurbanne

Dix-neuf spectacles seront présentés, l'année prochaine, au Théâtre national populaire de Villeurbanne. La grande salle accueillera tout d'abord *L'affaire de la rue de Lourcine*, d'Eugène Labiche, mis en scène, en allemand, par Klaus Michael Gruber (les 10 et 11 octobre). Le metteur en scène allemand participera au Festival d'automne en créant la *Mort de Danton*, de Georg Büchner (du 7 au 19 novembre). Du 17 au 22 octobre, Matthias Langhoff montera *la Mission*, de Heiner Müller, suivi du *Perroquet vert*, d'Arthur Schnitzler (le spectacle sera ensuite présenté au Théâtre de la Ville), et il dirigera *Mme Julie*, d'August Strindberg (du 20 au 25 février 1990). *Monstre aimé*, de Javier Tomeo, sera mis en scène par Jacques Nichet (du 29 novembre au 2 décembre). Catherine Anne réalisera son propre texte, *Eclats* (du 5 au 10 décembre). Après Lille et la Maison des arts de Créteil, les *Fausse Confidences*, de Marivaux, mis en scène par Gilles Bourdet, s'arrêteront au TNP (du 12 au 17 décembre). La comédie musicale *Sarafina!*, interprétée par le Lincoln Center Theater de New-York et le Committed Artists Johannesburg, sous la direction de son auteur Mbongeni Ngema, y fera escale (du 8 au 14 janvier 1990).

La troupe de la Criée de Marseille lui succèdera avec *Jock*, de

Jean-Claude Bourdon, monté par Marcel Maréchal (du 25 au 27 janvier 1990). Place ensuite à *Shakespeare*. La grande salle accueillera tout d'abord *L'affaire de la rue de Lourcine*, d'Eugène Labiche, mis en scène, en allemand, par Klaus Michael Gruber (les 10 et 11 octobre). Le metteur en scène allemand participera au Festival d'automne en créant la *Mort de Danton*, de Georg Büchner (du 7 au 19 novembre). Du 17 au 22 octobre, Matthias Langhoff montera *la Mission*, de Heiner Müller, suivi du *Perroquet vert*, d'Arthur Schnitzler (le spectacle sera ensuite présenté au Théâtre de la Ville), et il dirigera *Mme Julie*, d'August Strindberg (du 20 au 25 février 1990). *Monstre aimé*, de Javier Tomeo, sera mis en scène par Jacques Nichet (du 29 novembre au 2 décembre). Catherine Anne réalisera son propre texte, *Eclats* (du 5 au 10 décembre). Après Lille et la Maison des arts de Créteil, les *Fausse Confidences*, de Marivaux, mis en scène par Gilles Bourdet, s'arrêteront au TNP (du 12 au 17 décembre). La comédie musicale *Sarafina!*, interprétée par le Lincoln Center Theater de New-York et le Committed Artists Johannesburg, sous la direction de son auteur Mbongeni Ngema, y fera escale (du 8 au 14 janvier 1990).

Deux spectacles sont prévus dans la petite salle : *Tir et Tir*, de Marie Redonnet, mis en scène par Alain Françon (du 13 au 21 octobre), et le *Poisson-Scorpion*, de Nicolas Bouvier, réalisé par Martine Paschoud (du 1^{er} au 25 février 1990).

Le TNP proposera également des lectures : *Élie*, de Jean Genet (le 25 novembre) ; *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès, dit par Michel Piccoli (le 19 janvier 1990) ; le 17 mai 1990, Jean-Christophe Bailly lira son propre texte *Bonnes Feuilles de Bhopal*.

* Renseignements : 78-03-30-40.

لكن من أجل

Économie

SOMMAIRE

■ L'OCDE lance un avertissement à la Grande-Bretagne: son économie est en état de surchauffe (lire ci-dessous). ■ Le rejet, par le

Conseil d'Etat, du décret limitant les hausses de loyers dans la région parisienne a pris de court le gouvernement (lire ci-contre).

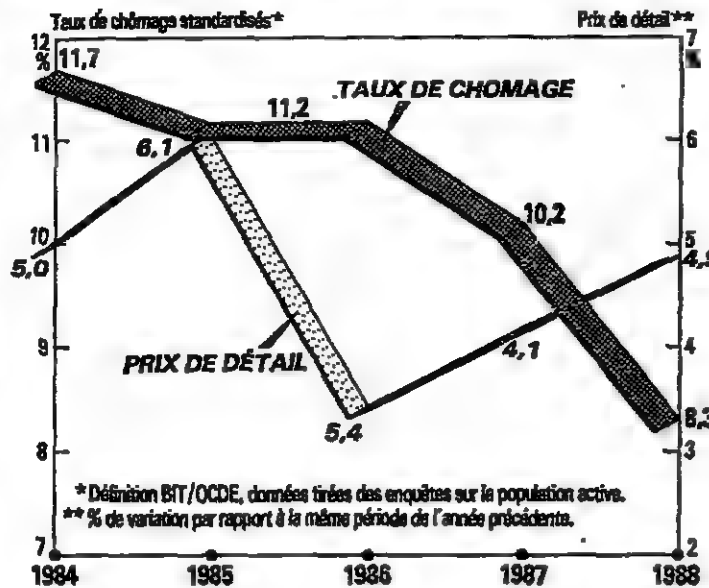
■ Accompagner le développement local: telle est la mission que se donne une nouvelle race de cadres (lire page 17).

Le Royaume-Uni doit mener une politique fiscale plus dure estime l'OCDE

Il y a tout juste un an, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) louait les performances d'une économie britannique en pleine expansion. Dans leur dernière livraison, consacrée au Royaume-Uni et publiée vendredi 11 août à Paris, les experts du château de la Muette crient casse-cou: « L'économie est en état de surchauffe », tirent-ils, tout en qualifiant les perspectives de « très incertaines ». L'OCDE presse les autorités britanniques d'utiliser la fiscalité pour venir à bout de l'inflation.

« Le net durcissement de la politique économique britannique depuis le milieu de 1988 commence à porter ses fruits », écrivent les experts de l'OCDE, constatant, au premier semestre 1989, un ralentissement sensible de l'activité outre-Manche. Pas moins de dix relevements successifs de taux d'intérêt (1) auront donc été nécessaires pour contenir une demande intérieure particulièrement vigoureuse (+ 6 % en volume en 1988), principal moteur de la forte expansion enregistrée par le Royaume-Uni l'année dernière (+ 3,7 % en volume). Le doublement des taux en l'espace d'un an n'est pas parvenu pour autant à « casser » la dérive des prix de détail (ceux-ci ont augmenté de 8,3 % en rythme annuel au premier semestre 1989, soit le niveau le plus élevé depuis sept ans).

En 1988, relève l'OCDE, la demande intérieure a augmenté deux fois plus rapidement que la production potentielle, sous l'effet conjugué d'une consommation élevée des ménages (+ 6,5 % en volume en 1988) et de l'investissement soutenu des entreprises (+ 17,9 %). Cette croissance infla-



tionnisme a provoqué deux dérapages majeurs. Entraînant à plein régime l'appareil de production britannique, elle a avivé les tensions inflationnistes déjà signalées par l'organisme de prévision dans son étude réalisée en 1987.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, par exemple, poussée à la hausse les salaires (ceux-ci ont augmenté en moyenne de 8,4 % dans l'industrie et de + 10 % dans les services publics). Ce haut niveau d'activité a également contribué à creuser le déficit de la balance des paiements courants (- 14,9 milliards de livres en 1988 contre - 2,9 milliards en 1987, une livre vaut un peu plus de 10 F) alimentant un fort courant d'importations (les achats de produits manufacturés à l'étranger - essentiellement concernés par les biens d'équipement et les biens de consommation

- ont progressé de 13,5 % en volume) alors que les exportations se contractaient. Trop sollicité, l'appareil de production n'a pu servir la demande extérieure, indiquent les experts. Mais l'OCDE met également en cause l'utilisation trop systématique du relèvement des taux d'intérêt pour freiner l'activité. L'appréciation de la livre qui en a découlé a pesé lourd sur la compétitivité des entreprises.

Des effets bénéfiques

L'emballage de la machine économique britannique a quand même eu des effets bénéfiques: le chômage - plaie ouverte dans la Grande-Bretagne des années 80 - n'est sensiblement réduit, touchant 7,5 % de la population active au début de 1989 (soit un demi-million

de sans-emploi en moins par rapport au début de 1988).

Les sources de création d'emplois semblent s'être diversifiées et ne concernent plus uniquement les services à temps partiel et les services. Fait remarquable: les effectifs salariés ont même progressé dans l'industrie (+ 1,3 % en 1988). La lutte contre l'inflation reste la priorité des priorités au Royaume-Uni, le problème consistant à imprimer un coup de frein suffisant sans pour autant provoquer une récession. D'accord sur l'objectif, autorités britanniques et OCDE se séparent sur les moyens d'y parvenir. L'organisation se montre assez critique quant au seul relèvement des taux d'intérêt pour refroidir la conjoncture. « On ne peut trop demander à la politique monétaire », affirment les experts. L'arme des taux perd de la crédibilité au fil des relèvements. La fiscalité, dont les répercussions sur la consommation des ménages sont immédiates, peut se révéler plus appropriée. Le budget 1989, présenté en mars dernier, a devancé les recommandations de l'organisation économique puisque l'excédent prévu des finances publiques ne devrait pas être redistribué sous forme de diminution d'impôt.

Reste que la réduction de la pression fiscale est l'un des principaux chevaux de bataille de M. Thatcher: en ce domaine plus qu'en tout autre elle ne paraît guère disposée à faire machine arrière. Croissance ralentie (l'activité ne devrait pas croître de plus de 2 % en termes réels) et prix à la consommation au-dessus de 5 %: au vu des prévisions de l'OCDE, l'économie britannique pourrait bien livrer les années 90 comme elle a achevé les années 70, en situation caractérisée de stagnation.

(1) Les taux d'intérêt sont passés de 7,5 % en mai 1988 à 14 % en mai 1989.

Démission du président et fondateur de Norsk Data

Quelques jours après la démission de M. Frederick Wang, fils du fondateur et président de la société d'informatique Wang (*le Monde* du 10 août 1989), c'est au tour du président-fondateur du groupe Norsk Data, M. Rolf Skar, de démissionner.

Après plus d'un siècle de croissance, le constructeur norvégien de mini-ordinateurs connaît des jours bien sombres. Le lourd bilan de 1988 - 271 millions de couronnes (249 millions de francs) de pertes, 750 personnes licenciées, 4 % de baisse des commandes - s'est aggravé en 1989. Norsk Data, ancien fleuron norvégien, n'arrive plus à redresser la situation.

La nomination à la tête de la société de M. Eric Engeström, directeur de Norsk Data, s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration mis sur pied pour sortir la société du marasme dans lequel elle s'enlise. En janvier 1989, le conseil d'administration avait approuvé le

plan de redressement de M. Rolf Skar. En vain, semble-t-il, puisque la société prévoit, pour le premier semestre 1989, une perte de 240 millions de couronnes (220 millions de francs) contre 136 millions de couronnes (125 millions de francs) en 1988, à périmètre comparable. Ces difficultés financières sont en partie expliquées par la période d'austérité que traverse actuellement l'ensemble de l'informatique.

● Nouveau plan de lutte contre l'inflation au Brésil. - Privatisation de quatorze entreprises publiques, cession de huit mille bâtiments appartenant à l'Etat, suppression des postes administratifs non pourvus et réduction des taxes sur les entrées de capitaux: telles sont les principales mesures économiques qui seront bientôt soumises au Parlement brésilien dans le cadre de la lutte contre l'inflation (la hausse des

La Banque d'Angleterre persiste et signe

Le net resserrement de la politique monétaire depuis l'été 1988 se révèle être une arme efficace contre l'inflation, constate la Banque d'Angleterre dans son bulletin trimestriel publié le jeudi 10 août.

L'institut d'émission se félicite du coup de frein donné à la demande au fil des relèvements de taux d'intérêt (le dernier en date, le 24 mai, a porté le taux d'escompte à 14 %) et n'attend pas relâcher son emprise sur le crédit. L'utilisation systématique du relèvement des taux pour lutter contre l'inflation ne semble pas devoir être

reniée en question, alors même que l'OCDE en souligne les effets pervers pour l'économie britannique. La Banque d'Angleterre n'exclut pas de nouvelles hausses de taux en cas de « faiblesse significative » de la livre. Préoccupée par la hausse des salaires, les autorités monétaires britanniques restent prudentes quant aux prévisions concernant l'inflation tout en indiquant qu'il est probable que les prix aient atteint leur plafond et commencent à refluer à l'automne.

● Progression des ventes de détail en RFA. - Le chiffre d'affaires réalisé par le commerce de détail en RFA a progressé de 3,6 % en termes réels, en juin, par rapport à la même période de l'année précédente. En mai, la hausse avait été limitée à 0,6 %. L'office fédéral des statistiques a souligné le dynamisme des ventes, en juin, dans les secteurs de l'automobile (+ 9 %) et des meubles (+ 8 %).

Le projet de budget 1990

M. Bérégovoy propose au premier ministre des allègements fiscaux

Dernière mise au point avant le congé de l'été et le déplacement de l'été aux antipodes, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Rocard devaient se rencontrer, le vendredi 11 août au matin, afin de discuter du projet de budget qui doit être présenté au Parlement à l'automne.

Les grandes masses budgétaires sont déjà connues (*le Monde* du 3 août), et M. Bérégovoy devait présenter vendredi au premier ministre ses propositions en matière de recettes fiscales. Les arbitrages du premier ministre s'interviendront pas avant la fin du mois. Parmi les allègements acquis figurent l'autorisation des SICAV de capitalisation. Une diminution de 27 % à 15 % du prélèvement sur les revenus des obligations devrait par ailleurs intervenir à partir de janvier ou juillet prochain. Pour le reste, M. Bérégovoy qui avait déclaré le mercredi 9 août sur RTL qu'il s'attacherait à compenser la croissance plus rapide des revenus salariaux que celle des revenus salariaux, a montré son attachement, jeudi sur Antenne 2, à la réforme de la fiscalité du patrimoine. Le relèvement de la tranche supérieure de l'impôt de solidarité sur la fortune (actuellement 1,1 %

au-delà de 20 millions de francs) est loin d'être encore acquis, et M. Bérégovoy a déclaré à ce sujet « examiner toutes les hypothèses ». Il a évoqué en revanche la remise en cause des avantages fiscaux accordés aux remboursements de prêts immobiliers pour les personnes à hauts revenus. Selon lui, « l'argent du logement social est dévoré par la rente foncière », et il faut donc réfléchir à la réforme de la fiscalité foncière. M. Bérégovoy a également annoncé son intention de proposer à Michel Rocard, avec l'accord du ministre du budget, M. Michel Charasse, la diminution de la taxe d'habitation versée aux communes, pour les revenus modestes. Dernier volet des allègements fiscaux, la diminution de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA); M. Bérégovoy devrait proposer une baisse du taux majoré (actuellement 28 %) sur certains produits, comme l'automobile.

Le premier ministre devra également se prononcer sur la diminution de l'impôt sur les sociétés (actuellement 42 % sur les bénéfices distribués et 39 % sur les profits retenus), dont le CNPF réclame qu'il soit uniformément abaissé à 33 %.

Malgré l'avis du Conseil d'Etat

Le gouvernement ne renonce pas à contrôler les loyers

(Suite de la première page.)

Inspiré par la nouvelle loi sur le logement, votée en juin, le projet de décret contesté concerne les hausses de loyers applicables lors des renouvellements de baux (tous les trois ou six ans) et lors des nouvelles locations de logements lorsque ceux-ci ne font pas l'objet de travaux importants - équivalant à un an de loyers - de la part du propriétaire. Sont tenus à l'écart du champ d'application du texte les loyers des logements neufs et de ceux ayant reçu d'importantes améliorations au cours des six derniers mois.

Principe d'égalité

C'est probablement au nom du principe d'égalité des citoyens devant la loi que le Conseil d'Etat s'est prononcé contre le projet de décret gouvernemental. A y regarder de près, le texte introduit en effet une série de distinctions entre propriétaires de l'agglomération parisienne et les autres; entre propriétaires d'un logement neuf ou non. Sans oublier que depuis la loi du 23 décembre 1986, les deux tiers au moins des baux ont déjà été renouvelés sous le régime de la liberté des loyers. Peut-on sans transgresser l'esprit de la loi infliger des restrictions aux retardataires?

Un autre point de droit a dû attirer l'attention des conseillers d'Etat: l'article 18 de la récente loi sur le logement prévoit que la limitation des hausses de loyers interviendra par voie réglementaire si un constat est « une situation anormale de loyers ». Il n'existe pas à ce jour de constat effectif en application de la loi de juin. La seule référence sur laquelle s'appuie le gouvernement est une observation des loyers pratiqués pendant les deux années qui ont suivi le vote de la loi Méhaignerie de décembre 1986.

Enfin, il est apparu aux conseillers d'Etat que les mesures très générales prises par décret ne laissent pas assez de place aux exceptions. A peine rendue publique la position du Conseil d'Etat, la Confédération nationale du logement

(CNL) s'est tenue du « mauvais coup porté à des dizaines de milliers de locataires », craignant pour ces derniers « une dégradation supplémentaire du pouvoir d'achat » liée à une « hausse abusive » de leurs loyers. « Ce n'est pas en replaçant la loi Méhaignerie que le gouvernement combattra efficacement l'inflation qu'est le coût des loyers, mais en abrogeant purement et simplement cette loi », a ajouté la CNL.

La principale question qui reste posée concerne l'attitude qu'adoptera le gouvernement. « Il doit choisir entre deux attitudes, estimait la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) et l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), passer outre l'avis du Conseil d'Etat et mettre en œuvre une réglementation non conforme à la loi et aux principes généraux du droit, ou engager un véritable dialogue ».

Si le gouvernement ne modifie pas son texte, il l'exposera à coup sûr à un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, mené par une association de propriétaires. La CNAB a déjà annoncé la couleur. Dans une telle hypothèse, la haute juridiction ne serait plus conseiller mais juge. M. Bérégovoy et le ministre délégué au logement, M. Louis Besson, prendront-ils le risque d'un nouveau désaveu, même si la décision finale du Conseil n'intervient pas avant plusieurs années? « Nous travaillons sur deux avis, indiquent-ils, le 11 août, au ministère de l'équipement et du logement: le premier, favorable, émanant de la Commission nationale de concertation et le second, défavorable, provenant du Conseil d'Etat. » Au cabinet de M. Besson, on qualifie l'avis du Conseil d'Etat de « non-événement qui se produit très souvent dès lors qu'on se soumet à ce type de procédure ». Le gouvernement est décidé à « réfléchir aux vœux » de l'institution du Palais-Royal, comme on le précisait vendredi matin au ministère du logement.

ERIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSI 1973

Banca della Svizzera Italiana

SITUATION A FIN DU PREMIER SEMESTRE 1989

Au terme du premier semestre, le total du bilan de la BSI (Banca della Svizzera Italiana) a frôlé le seuil des 9 milliards de francs, atteignant 8 988 millions de francs, ce qui représente une augmentation, par rapport à fin 1988, de 1 065 millions, soit 13,4 %. Cette progression notable est due principalement au volume accru des prêts accordés à la clientèle, qui ont atteint 5 269 millions de francs (+ 691 millions, soit 15,1 %). Les dépôts des clients totalisent 5 185 millions de francs (+ 3,7 %). Cette évolution favorable est à attribuer à l'augmentation des comptes courants créanciers, qui a ainsi largement compensé la diminution des fonds d'épargne, trouvant son origine dans la situation particulière des taux d'intérêt sur le franc suisse. En tenant compte des dépôts fiduciaires, le total des fonds de la clientèle se chiffre à 10,7 milliards de francs (+ 14 %).

A la suite de l'augmentation du capital social, décidée par l'Assemblée générale des actionnaires du mois d'avril de cette année, les fonds propres de la BSI ont atteint 713,9 millions de francs.

Le compte d'exploitation enregistre également une évolution positive: les résultats obtenus par la BSI pendant le premier semestre sont en effet nettement supérieurs tant à ceux enregistrés au cours de la période correspondante de l'année dernière, qu'aux prévisions budgétaires. L'augmentation des frais, due au développement des sièges de Genève, Zurich et New York, a été plus que compensée par la croissance satisfaisante des produits dérivant du compte d'intérêts et des commissions.

Sauf événements imprévus, ces résultats permettent à la BSI d'envisager avec optimisme les perspectives pour l'ensemble de l'année 1989.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

| | |
|---|---|
| appartements ventes | locations non meublées demandes |
| 14 ^e arrdt | Région parisienne |
| EXPERTISE GRATUITE | EN recherche 2 pces à louer, meublé 2 500 F CC. Tél. : 42-04-24-02. |
| ETUDE DUVERNET 48-41-11-00. | |
| bureaux | propriétés |
| Locations | Goussier, Calv. 10 ^e St. Quin-Pont. Maison de maître, en L. rest. sur 500 m ² terrain, pierre, piscine, garage, grand sous-sol, 120 m ² hab. 8 pces, bois, rev. chauff. électr., dalle isol., gar., terr., dépend., 100 m ² jard. arb., chéne, pèche, tennis, villa, golf, équit., tout TGV, hab. de suite, belle prestation. Prix : 450 000 F justifié. (01) 30-70-00-13 Alain Seltz, heures bureau. |
| VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS | |
| Consultation de sociétés et tous services 43-55-17-30. | |
| 9 CHAUSSEE D'ANTIN 90 m ² de bureaux, sanitaire, réfect. neuf, asc. standing 10 000 F 40-20-02-15. | |

Économie

SOCIAL

Un nouveau métier pour accompagner les projets d'aménagement

Les « hussards » du développement

Chargé de l'aménagement autour du point fixe du tunnel sous la Manche, M. Michel Guillot veut créer une équipe permanente de spécialistes pour accompagner les opérations de développement local. Son institut intéressé des cadres, volontaires, mais aussi de grands groupes industriels et, bien sûr, les collectivités locales et les pouvoirs publics.

« Ils seront les hussards du développement », « l'équivalent des avant-gardes bretonnes recrutées dans une équipe de football ». Pour commencer de son projet, M. Michel Guillot ne laisse sur aucune formule choc. Dans son futur institut permanent des développeurs (IPD), en période de lancement et qui pourrait occuper des locaux à la Défense, il rassemblera une équipe de gens capables d'accompagner un programme donné, du grand chantier à l'opération de reconversion pour un bassin d'emplois en difficulté.

Séduits, une douzaine de grands groupes, dont Saint-Gobain, Renault, Bouygues ou Unisov, sont disposés à participer à l'opération. Appelés à devenir membres fondateurs, ils prêteront certains de leurs cadres, qui mèneront ces actions sur le terrain pour le compte de commanditaires et qui, ensuite, réintégreront leur société d'origine.

L'idée, « l'affaire de ma vie », dit M. Guillot, lui est venue de sa propre expérience, exemplaire de ces parcours professionnels que peuvent avoir ceux qu'il appelle « des marginaux actifs ». Aujourd'hui, entre Calais et Dunkerque, ce cadre de direction détaché d'EDF est coordinateur de « grand chantier d'aménagement » pour la réalisation du tunnel sous la Manche en même temps qu'il dirige l'opération de l'industrialisation de Dunkerque, depuis la fermeture de la NOR-MED.

Il acquit une grande réputation dès les années 70, avec le chantier de la centrale nucléaire de Chinon. Là, pour la première fois, il fit appel, dans la proportion de 75 %, à la main-d'œuvre locale, que l'on forma. Il associa des entreprises sous-traitantes du cru et se chargea aussi de gérer l'après-chantier, pour éviter les traumatismes économiques et sociaux dus à sa fermeture. Résultat, Chinon fut réalisé sans grève, ou presque, la productivité y fut exceptionnelle et le chantier donna naissance à un type de développement local. « Avant, j'ai été le premier patron de centrale nucléaire syndiqué à la CFDT », s'exclame M. Guillot, qui, « tombé amoureux des grands chantiers », fait figure maintenant de maître à penser dans le petit milieu des « nomades du développement ».

Dans l'esprit de M. Guillot, ces connaissances et ce « réseau » peuvent servir de multiples occasions, dès qu'un projet nécessite l'intervention d'un « homme de terrain », capable de coordonner les actions et d'inventer à chaque fois de nouveaux processus. Selon que l'on veut utiliser la présence d'un grand chantier pour redynamiser l'économie locale, comme dans le Nord avec TransManche, ou qu'une collectivité locale, pourquoi pas un groupe industriel ? cherche soit à provoquer une dynamique de revitalisation d'une zone pour créer des emplois, soit à compenser le futur

départ de l'une de ses unités, les missions peuvent être différentes.

Pour ce faire, il faut donc constituer un « corps » renouvelé de « développeurs » susceptibles de répondre à ces diverses commandes et qui peuvent « rester sur un seul dossier pendant un mois, un an ou trois ans ». Avantages et garanties supplémentaires : l'indépendance du « hussard », tout comme son efficacité, tient dans le fait que, son action étant limitée dans le temps, il ne concurrencera pas durablement le donneur d'ordre — du local, pouvoir public ou employeur — qui récoltera les seuls fruits de l'opération.

Mais où trouver de tels personnages et quel profil doivent-ils avoir ? Certains existent déjà, qui travaillent dans des sociétés de conversion des houillères ou de la sidérurgie. En raison de son passé de bâtisseur, l'IDF en possède aussi quelques-uns, comme M. Guillot, « le voyou préféré » de M. Delaporte, le PDG, ou comme M. Jean-Pierre Genin, qui vient de le rejoindre. Mais il y en a d'autres, inconnus, qui vivent dans les entreprises où ils font parfois figure de « dévants postifs », tant leur personnalité ne correspond pas à la culture ambiante. Ceux-là ne demanderaient qu'à exprimer leurs talents cachés et à faire parler leur tempérament.

Aux uns et aux autres, « nous ne demandons pas qu'ils soient bons partout, mais qu'ils soient excellents dans un domaine, au moins », commente M. Guillot. S'étant chargé de les repérer dans leur entreprise, l'IPD assurera leur formation complémentaire entre deux missions. « A chaque fois, nous ferons appel à des spécialistes », ajoute le promoteur du projet, soucieux, ainsi, de rassurer « les concurrents », c'est-à-dire les universités qui s'apprêtent à créer des diplômes de développeurs ou les organismes de formation.

« Mieux que les stages commandés »

Sur ce schéma, M. Guillot est parvenu à convaincre plusieurs grands groupes. Même si, à terme, la loi sur le mécénat favorise ce genre d'investissement, l'entreprise se donne à bon compte l'image de participer à des opérations d'intérêt collectif. En son sein, elle détecte ainsi de nouvelles compétences, dont elle pourra profiter ultérieurement, que sa grille, « pas plus que celle de l'école », note M^{me} Anne Deland, ingénieure agronome de formation convertie au projet, ne permet pas de détecter. « Pour motiver, c'est tout de même mieux que les stages commandés et les sauts avec un élastique », ironise M. Guillot.

Les membres fondateurs se sont engagés à fournir les moyens nécessaires à une première année de fonctionnement de l'IPD, appelée ensuite à devenir solvable et financièrement neutre, l'égard des pouvoirs publics, qui disposeront là d'un « vivier » efficace, comme l'espère M. Jacques Chirac, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire. En acceptant le détachement de l'un de ses cadres, l'entreprise s'engage à la réembaucher et à tenir compte de ses acquis professionnels pour définir le poste qu'il aura à son retour, « bonifié ».

Le « développeur » sera pris en charge par le maître d'ouvrage pen-

dant la seule durée de sa mission. Structure souple d'une demi-douzaine de salariés, l'IPD se fera pour sa part rémunérer comme un chasseur de têtes pour la fourniture du « développeur » demandé. Déjà, une dizaine de propositions ont été enregistrées, dont Eurodisneyland pour le compte du Val-de-Marne, le pont de Normandie, le téléport de Roubaix, les Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone et l'Exposition internationale de Séville.

Dans un premier temps, à la rentrée, l'IPD se lancera avec quinze « développeurs », mais ces derniers devraient vite atteindre la trentaine en raison de la préfiguration, dont les statuts viennent d'être déposés, s'installera à Dunkerque, un peu par commodité, beaucoup pour satisfaire son maître, M. Michel Delaporte. Elle aura pour fonction de repérer les premiers candidats, de faire une typologie des demandes des collectivités locales et d'établir un programme pédagogique individualisé pour la formation.

Débordé par le succès de son initiative, M. Michel Guillot découvre que celle-ci correspond à un besoin très présent dans l'air du temps, mais il résume vivement l'opinion selon laquelle il serait en train de créer « une DATAR privée ». Cependant, il se montre prudent.

Parce que l'on touche à la gestion de dossiers très politiques, « il faut avoir une déontologie dans ce type de métier », (...) poursuit-il. « Il faut recruter des gens qui ne soient pas serviles et qui soient en même temps très mobiles », poursuit-il. C'est-à-dire « ni des héros ni des fustiles ».

A leur tour emportés par le charisme de l'inventeur de l'IPD, M^{me} Deland et M. Genin présentent qu'un mouvement de « reconnaissance mutuelle » se manifeste parmi ceux qui sont attirés par le projet et se découvrent potentiellement « développeurs ». « Les candidats qui se révèlent le font par auto-proclamation », disent-ils, persuadés de voir émerger des vocations enfouies dans les entreprises.

Mais les dirigeants de Framatome ont par avance répondu au risque de fuite. « Si vous nous permettez de diriger des tempéraments chez nous, on ne vous les donnera pas », ont-ils répliqué par boutade. Ces trésors inestimables, les « marginaux actifs » chers à M. Guillot, intéressent aussi les entreprises qui, dans certains cas, hésitent à les laisser partir dans la troupe des « hussards » de l'IPD.

ALAIN LEBEAURE.
★ IPD, adresse provisoire : 16, rue Française, 62100 Calais. Tél. : 21-34-30-28.

AUTOMOBILE

Du 12 au 20 août à Val-d'Isère

Le sixième Salon du tout terrain

Le sixième Salon du tout terrain s'ouvre à Val-d'Isère le 12 août. Ce rendez-vous, où l'on attend cinquante mille visiteurs, témoigne de l'engouement du marché pour ce type de véhicules, symbole pour certains d'évasion et d'aventure. Pour-tant près de 50 % des immatriculations relevées en 1988 (quarante-quatre mille) en France concernent... la région parisienne.

Trois cents véhicules seront exposés à Val-d'Isère parmi lesquels les nouvelles frangines, dirigées par Renault, et la Terrano (Nissan), qui acquies récemment un turbo Diesel en plus du 2, 4 litres à essence et d'un six cylindres de 3 litres, déjà connus.

Sur l'Espace Killy, les visiteurs pourront essayer « en situation » les

modèles mis à la disposition des amateurs de sensations. Entre 2 500 mètres et 3 000 mètres d'altitude en effet et sur 2 000 hectares, des pistes sont ouvertes qui réclament néanmoins de la part des conducteurs une certaine expérience.

En marge du Salon, qui fermera le 20 août, plusieurs événements sportifs auront lieu, et se tiendra le Festival du film tout terrain.

Le premier festival du film « routier » se déroulera du 2 au 24 septembre à Bourg-en-Bresse. Cette manifestation aura lieu au cours du championnat international des conducteurs routiers.

EN BREF

● **Olympic Airways** : un déficit qui s'accroît. — Le déficit de la compagnie nationale aérienne grecque Olympic Airways au cours du premier semestre 1989 s'est élevé à 820 millions de francs, c'est-à-dire qu'il a doublé par rapport à la même période de 1988, a annoncé, le 10 août, le nouveau président de la compagnie, M. Vassilis Filas. « La compagnie se trouve dans un état de complète désorganisation et de complet abandon », a précisé au cours d'une conférence de presse M. Filas. — (AFP.)

● **Hôtellerie** : concentration aux Etats-Unis. — Le groupe d'investissements Reliance Group Holdings, qui avait acquis en 1984 les hôtels américains Days Inns Corp., a décidé de revendre cette chaîne à Tolman-Hendley Hotels, a annoncé le groupe le 10 août. Tolman-Hendley, qui exploitait déjà en franchise les hôtels Days Inns, paiera 90 millions de dollars (580 millions de francs) au comptant et prendra à sa charge les 675 millions de dollars (4,4 milliards de francs) de dettes de Days Inns. — (AFP.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— Yves LAMY
Otilie GARAUD,
ont la joie de faire part de la naissance de

Marie,
à Paris, le 29 juillet 1989.
13, rue de la Lancette,
75012 Paris.

— Sophie et Pierre SERVENT,
partagent avec
Laurine, Dominique et Clémence
la joie d'annoncer la naissance de

Marine
le 9 août 1989.
22, rue Charlot,
78000 Versailles.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de
M^{me} Marie-Christine de LAMBERTYE
avocat à la cour
et de
M. André AUTRAND,
ancien élève
de l'Ecole nationale d'administration,

le 19 août 1989, en l'église de Couture-sur-Loir.
24, rue Bréha,
75014 Paris.

— Dakar, Nantou.

Le pharmacien-chimiste en chef
Ludovic JAN
et M^{me} n^{de} Monique Prand,
M. André FOURMOND,
et M^{me} n^{de} Christiane Bohin,
sont heureux de faire part du mariage de

M^{me} Gwendoline JAN
avec
M. Nicolas FOURMOND,
élève officier à l'Ecole spéciale militaire
de Saint-Cyr,
qui sera célébré le samedi 19 août 1989,
à 16 heures, en l'église de l'Île-Tudy
(Finistère).

— Dominique GUILLEMET
et Frank SYLVAIN,
ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 8 août 1989.
3, cité Griot,
75011 Paris.

— M^{me} Bernard Abeil,
n^{de} Anne-Marie Bouvier,
M. et M^{me} Pierre Abeil
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Luc Abeil,
M. et M^{me} Roland Baillet,
M^{me} Florence Abeil,
M^{me} Marie Louette,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard ABEIL,
conseiller pour les affaires sociales
près l'ambassade de Rome,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre du Mérite,
survenu le 1^{er} août 1989, à l'âge de
soixante et un ans.

Les obèques religieuses et l'inhumation

ont lieu à Val-d'Isère (Gard).
Via Sforza-Pallavicini,
Rome,
30360 Val-d'Isère.

— Françoise Bernard,
les familles Bernard et Thuilot-
Vincent.
Ainsi que les intimes,
font part du décès de

M^{me} Marie-Jeanne BERNARD,
dans la nuit du 8 au 9 août 1989.

Ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obèques officielles.

Ultérieurement, un service religieux sera célébré à sa mémoire et annoncé par voie de presse.

— M^{me} Paul Bonan,
son épouse,
M^{me} Jean-Louis Bonan,
M. le docteur Henri Bodelet
et M^{me} n^{de} Annie Bonan,
ses enfants,
Fénelon Bodelet,
Ludovic Bodelet,
Paul-Victor Bonan,
ses petits-enfants,
M^{me} Aurélie Marok,
n^{de} Bonan,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BONAN,
avocat titulaire
au barreau de Marseille,
officier de réserve honoraire,
survenu le 8 août 1989, à Marseille.

Selon la volonté du défunt, ses obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 10 août.

127, rue de Rome,
13006 Marseille.

— Le Cercle des arts et techniques de la coiffure française,
l'Ecole de coiffure de Paris,
La Confédération nationale de la coiffure,
La Confédération mondiale de la coiffure,
Le Festival mondial de la coiffure,
ont la douleur de faire part du décès de leur cher président

M. François MAGNIEN,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre de la Couronne de Belgique,
officier de l'Ordre des Palmes académiques,

survenu le 9 août 1989, en son domicile,
à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne).

Priez pour lui.

Une chapelle ardente sera dressée au 29, rue des Pyramides, Paris-1^{er}, le lundi 14 août, à partir de 14 heures.

La cérémonie religieuse célébrée le mercredi 16 août, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Hippolyte, Paris-1^{er}, à 14 heures, sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise à Paris, dans le caveau de famille.

On se réunira à l'église.

Des registres à signatures tiendront lieu de condoléances.

Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime). Lyon (Rhône). Paris (Seine).

Amick Husson,
Cyrille Séverin, Chloé et Perrine,
M. et M^{me} Camille Husson,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} André Duthoit,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Leurs familles et leurs amis,
font part du décès de

Michel HUSSON,
survenu à Sardibres, le 8 août 1989.

La messe d'inhumation sera célébrée le samedi 12 août, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Médicorde de Mont-Saint-Aignan.

1, rue du Ronnois,
76130 Mont-Saint-Aignan.

— M. et M^{me} Jean Fourquin,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Jean-François Marin,
M. et M^{me} Louis Marin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Bruno Marin
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Philippe Marin,
M^{me} Bernard Delage de Lugel,
n^{de} Louise Maracloie,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Joseph Marin
et ses enfants,
Les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-septième année, muni des sacrements de l'Eglise, de

M^{me} Xavier MARIN,
n^{de} Madeleine-Rose Maracloie,
survenu à Sèvres (Hauts-de-Seine), le 9 août 1989.

Les obèques seront célébrées en l'église de Lugo-de-Venaco (Hauts-Corse), le lundi 14 août, à 10 heures.

26, rue Georges-Bonafons,
92310 Sèvres.

— On nous prie de faire part du décès survenu le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Pierre MATISSE,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
chevalier des Arts et Lettres.

De la part de son épouse,
M^{me} Pierre Matisse,
n^{de} Marie-Gaëtan van Sprei,
de ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Jacqueline Monnier,
Robert, Catherine, Antoine, Nicolas,
M. et M^{me} Paul Matisse,
Georges, Michel, Robert, Sophie,
Alexandre, Nicolas,
M. et M^{me} Pierre Noël Matisse,
Alexine,
de sa belle-sœur,
M^{me} Jean Matisse,
de ses neveux,
M. et M^{me} Claude Duthoit,
M. et M^{me} Gérard Matisse,
Anne-Maxence, Jean-Mathieu.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa La Punta,
9, avenue Jean-Mermoz,
06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat,
167 East 64 Street,
New-York 1 0021.

— M^{me} Jean Picard,
Gervaise, Lionel Van Gaver,
Armelie, Mathilde, Cécile, Pierre-
Amédée et Thodoré,
Jean-Noël, Catherine Picard,
et Stéphane,
Bernadette, Jean-François Robin,
Sylvain, Noël, Hannah,
font part du décès de leur époux, père et grand-père,

Alfred-Jean PICARD,
ingénieur agronome,
ingénieur général GREF (H),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,
officier des Palmes académiques,
survenu le 10 août 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue de Missy,
17000 La Rochelle.

— M. et M^{me} Claude Degrasat,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Claude Prieur,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Donat,
leurs enfants et petits-enfants,
M. le doyen et M^{me} Michel Prieur
et leurs enfants,
M. et M^{me} Maurice Papon,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri PRIEUR,
n^{de} Denyse Papon,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

survenu à Paris, le 8 août 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité en l'église de Tournan-en-Brie, suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Léon-Suzart,
87000 Limoges.
50, rue Baignère,
51000 Reims.
12, avenue du Clos-Toutain,
92420 Vaucresson.
5, rue du Général-Cérez,
87000 Limoges.
42, avenue Eugène,
75116 Paris.

Remerciements

— M^{me} Ellette von Karajan,
Ses filles Isabel et Arabel,
très touchées des innombrables marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Herbert von KARAJAN,
remercient tout ceux qui ont partagé leur immense peine et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

— M^{me} Nicole Bréant
demande à tous ceux qui ont connu et aimé

N.T.C.F. Pierre BRÉANT

d'évoquer son souvenir pour le cinquième anniversaire de son passage à l'O.E.

Le projet de budget 1990

proposé au premier ministre

des allègements fiscaux

Le projet de budget 1990, présenté au premier ministre, prévoit une série d'allègements fiscaux destinés à soutenir l'investissement et le développement des entreprises. Ces mesures s'inscrivent dans une stratégie globale de relance économique et de soutien à la compétitivité française. Les allègements concernent notamment les sociétés nouvelles, les PME et les entreprises innovantes. Ils visent à réduire la charge fiscale et à encourager la création d'emplois et la croissance. Le gouvernement s'engage à poursuivre ces efforts tout au long de la législature, afin de créer un environnement fiscal favorable à l'activité économique.

Mais l'avis de la Cour des Comptes

ne renonce pas à contrôler les loyers

Malgré l'avis de la Cour des Comptes, le gouvernement ne renonce pas à contrôler les loyers. Cette décision reflète la détermination du pouvoir exécutif à lutter contre l'inflation et à protéger les consommateurs. La Cour des Comptes, chargée de contrôler la gestion des finances publiques, a exprimé des réserves sur certaines mesures de contrôle des loyers, estimant qu'elles pourraient avoir des effets pervers sur le marché immobilier. Cependant, le gouvernement considère que ces mesures sont nécessaires pour maintenir la stabilité économique et sociale. Il s'engage à évaluer régulièrement l'impact de ces contrôles et à ajuster sa politique en conséquence.

Le projet de loi relatif à la réforme de la justice

présenté au conseil des ministres

Le projet de loi relatif à la réforme de la justice a été présenté au conseil des ministres. Cette réforme vise à moderniser le système judiciaire, à améliorer l'efficacité des procédures et à réduire les délais de jugement. Les mesures proposées concernent la réorganisation des tribunaux, la création de nouvelles instances et la simplification des règles de procédure. Le gouvernement s'engage à mettre en œuvre cette réforme de manière progressive, afin d'assurer la continuité du service public de la justice. L'objectif est de renforcer la confiance des citoyens dans le système judiciaire et de garantir l'accès à la justice pour tous.

La loi relative à la réforme de la justice

adoptée par l'Assemblée nationale

La loi relative à la réforme de la justice a été adoptée par l'Assemblée nationale. Cette victoire marque un tournant décisif dans la mise en œuvre de la réforme judiciaire. L'Assemblée nationale a validé les propositions du gouvernement, malgré certaines réserves exprimées lors des débats. Cette adoption permet au gouvernement de passer à l'étape suivante, qui consiste à promulguer la loi et à mettre en œuvre les mesures prévues. Le gouvernement s'engage à poursuivre ses efforts pour garantir la réussite de cette réforme, en veillant à ce que les nouvelles dispositions soient appliquées de manière cohérente et efficace. L'objectif reste de créer un système judiciaire plus performant et plus accessible.

Le projet de loi relatif à la réforme de la justice

présenté au conseil des ministres

Le projet de loi relatif à la réforme de la justice a été présenté au conseil des ministres. Cette réforme vise à moderniser le système judiciaire, à améliorer l'efficacité des procédures et à réduire les délais de jugement. Les mesures proposées concernent la réorganisation des tribunaux, la création de nouvelles instances et la simplification des règles de procédure. Le gouvernement s'engage à mettre en œuvre cette réforme de manière progressive, afin d'assurer la continuité du service public de la justice. L'objectif est de renforcer la confiance des citoyens dans le système judiciaire et de garantir l'accès à la justice pour tous.

Marchés financiers

Du mieux chez Philips, mais...

Stationnaire durant les trois premiers mois de l'année, l'état de santé de Philips, le géant mondial de l'électronique, s'améliore lentement.

Le groupe néerlandais annonce en effet pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 235 millions de florins (700 millions de francs), en hausse de 34 % par rapport à la période correspondante de 1988, en très large partie dû, indique-t-on au siège de l'entreprise, à la baisse des coûts financiers. Il est vrai que le résultat du deuxième trimestre de 1988 n'avait pas été brillant (115 millions de florins, soit environ 340 millions de francs), justifiant ainsi cette forte augmentation.

Reste que la firme d'Eindhoven commence à recueillir lentement les fruits de sa restructuration et du douloureux plan de réduction des effectifs lancé il y a plus d'un an.

Néanmoins, Philips a encore du chemin à parcourir pour retrouver une bonne rentabilité. Pour le premier semestre, si le bénéfice net augmente de 36 %, le résultat d'exploitation (1 124 millions de florins, soit 4,4 milliards de francs) a, lui, diminué de plus de 17 %, malgré

une timide progression (+ 3 %) du chiffre d'affaires (29,2 milliards de florins, soit 87,6 milliards de francs).

D'après M. G.H. Goris, un membre de la direction de Philips, la division «appareils et systèmes professionnels», qui a pâti d'une forte concurrence, a fourni de mauvais résultats. En outre, le groupe a dû constituer d'importantes réserves (entre 900 millions et 1 milliard de francs) pour la restructuration de la branche micro-ordinateurs.

D'une façon générale, l'optimisme est de rigueur chez Philips, où l'on confirme que les niveaux de profit pour l'exercice 1989 en entier remonteront très fort.

A la Bourse d'Amsterdam, les investisseurs sont toutefois assez sceptiques sur la relative confiance affichée par la direction de la firme d'Eindhoven. On y fait remarquer notamment que les responsables du groupe, prétendant par manque de temps, n'ont pas soulevé mot, au cours de leur conférence de presse, des charges financières et des résultats consolidés. Faut-il voir là quelque malice ?

Le fisc belge fait du zèle

145 milliards de francs belges (soit 23 milliards de francs français) ont été récupérés par le fisc belge pour l'exercice 1986-1987. Cette somme représente 10 % du budget de l'Etat pour 1990 et plus du double de celui de la défense nationale.

La courtoisie exercée par les six mille cinq cents agents du fisc belge auprès des contribuables indépendants et des professions libérales a ainsi rapporté 41,5 milliards de francs belges (6,5 milliards de francs français), les redressements fiscaux des sociétés 44,7 milliards de francs belges (7 milliards de francs français) dans les caisses de l'Etat... et plus de 32 milliards de francs belges (5,2 milliards de francs français) ont été réclamés à des contribuables qui avaient oublié de renvoyer leur déclaration d'impôt.

● R.J.R. Nabisco supprime 1 600 emplois. — La Compagnie américaine de pâtes R.J.R. Nabisco (groupe R.J.R. Nabisco) va supprimer 1 600 emplois à l'occasion d'un plan de restructuration. Elle n'emploiera plus que 12 500 personnes. Cette mesure s'explique par le déclin des ventes, dont souffre l'industrie américaine du tabac depuis quelques années, et s'inscrit aussi dans le plan général de restructuration du groupe R.J.R. Nabisco, racheté il y a un an par KKR (Kohlberg Kravis Roberts) pour 25 milliards de dollars (166,5 milliards de francs), ce qui constituait l'OPA la plus grosse jamais effectuée.

● ERRATUM. — C'est par erreur que nous avons donné à M. Lee Iaccoca la présidence de Ford... (le Monde du 1^{er} août). La suite de l'article répétait cette erreur et rendait à Chrysler ce qui lui appartenait.

OPA sur BAT : le Congrès américain s'en mêle

Quelque deux cents membres du Congrès américain ont écrit une lettre ouverte au secrétaire au Trésor, M. James Baker, pour qu'il intervienne dans la bataille opposant Sir James Goldsmith au conglomérat britannique BAT, ex-British American Tobacco. Ces élus des Etats producteurs de tabac ont engagé dans la bataille juridique autour de la filiale d'assurances américaine de BAT, Farmers, s'inscrivent de l'avenir des planteurs de tabac et des assurés de Farmers dans le cas d'une victoire de Sir James et d'un démantèlement de BAT. Ils pourraient mettre des bâtons dans les roues du « raid » en intervenant également auprès de la Securities and Exchange Commission.

INSOLITES

Coup de chaleur sur les puces

On connaît le Para-pou, le Baygon rouge ou vert ou le Néocide. Mais pas le terminalisateur de puces... électroniques. Pourtant, une centaine de milliers de microprocesseurs ont été détruits par des terminaux lecteurs de cartes installés chez des commerçants. Les dégâts, dus à une surtension électrique, ont surtout été enregistrés dans le Midi. Côté banques, on accuse les terminaux de ce coup de chaleur ravageur.

Chez les constructeurs de cette terminaux, on rappelle que ce sont les banques — via un groupement d'intérêt économique — qui sont responsables de la surveillance des normes relatives aux microprocesseurs montés sur les cartes. Il y a deux millions de puces circulation dans l'Hexagone (sur 18 millions de cartes).

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le 20 décembre 1988, le Tribunal de grande instance de Paris (17^e chambre correctionnelle) a condamné Gloria HARA, directeur de publication du journal « Al Quabas International », pour un article publié le 28 avril 1988, sur le fondement de la diffamation publique envers un fonctionnaire public à payer à M. Eric ROULEAU, ministre plénipotentiaire, 50 000 F de dommages-intérêts, 8 000 F pour les frais irrépétibles, et ordonné des mesures de publication sous la forme de ce communiqué.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEMA GROUP

COMMANDE DE 400 MF DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE BRITANNIQUE POUR SEMA GROUP

Le Ministère de la Défense britannique vient de désigner le consortium SEMA GROUP — DOWTY adjudicataire de la fourniture du système de commande et de contrôle de la nouvelle génération de frégates type 23 de la Royal Navy.

Ce succès a été obtenu après environ 3 années d'efforts intensifs d'une équipe multidisciplinaire totalement affectée à la définition des spécifications et à l'évaluation technique et financière du projet.

Le contrat, remporté à l'issue d'une compétition acharnée, est l'un des plus importants jamais attribués en Europe dans le domaine de l'ingénierie informatique. La quote-part de SEMA GROUP représente une commande d'environ 400 MF.

NEW-YORK, 10 août ↑

Reprise

Après une journée de pause, la Bourse new-yorkaise a repris jeudi sa progression. Elle est même parvenue en cours de séance à franchir ses plus hauts niveaux historiques (2 722,42 à l'indice Dow Jones le 25 août 1987), sans réussir toutefois à s'y maintenir. Finalement, l'indice des industriels s'est établi à 2 712,63 (+ 26,56 points). Au plus haut de la séance, il avait atteint la cote 2 732,53.

Le bilan général n'a toutefois pas en la qualité de ce résultat. L'intérêt s'est surtout porté sur les « Blue Chips ». Sur 1 991 valeurs traitées, 829 ont monté, 649 ont baissé et 513 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, cette reprise a été en large partie due à l'indécision constatée sur le marché obligataire et au lancement par les ordinateurs de quelques programmes d'achat. Mais « la grande impulsion » pour passer au-delà des plus hauts niveaux reste, paraît-il, encore à venir.

Les investisseurs, il est vrai, attendent des statistiques économiques à publier ce vendredi dont l'intérêt n'est pas mince. L'activité a porté sur l'échange de 198,66 millions de titres contre 209,90 millions la veille.

| VALEURS | Cours de 9 août | Cours de 10 août |
|-------------------|-----------------|------------------|
| Alcoa | 73 1/2 | 73 1/2 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 |
| Boeing | 52 1/4 | 52 1/4 |
| Chrysler | 38 3/8 | 38 3/8 |
| Deere | 50 1/4 | 50 1/4 |
| DuPont | 44 1/8 | 44 1/8 |
| Eastman | 38 3/8 | 38 3/8 |
| Exxon | 45 1/8 | 45 1/8 |
| General Motors | 45 1/8 | 45 1/8 |
| IBM | 117 7/8 | 117 7/8 |
| ITT | 61 3/8 | 61 3/8 |
| Johnson & Johnson | 64 1/4 | 64 1/4 |
| Kodak | 42 3/8 | 42 3/8 |
| McDonald's | 24 3/4 | 24 3/4 |
| Merck | 28 1/8 | 28 1/8 |
| U.S. Steel | 35 3/8 | 35 3/8 |
| Walt Disney | 67 1/2 | 67 1/2 |

LONDRES, 10 août ↓

Nette baisse

Plusieurs secteurs de la Bourse de Londres ont été affectés jeudi par la hausse d'une partie des valeurs de détail en Grande-Bretagne au mois de juin. Le marché a donc viré à la baisse dans une ambiance active. L'indice Footsie s'est fini la journée sur une baisse de 13,1 points à 2 347,3 points. Les secteurs les plus touchés ont été la mécanique, des textiles et de la mécanique qui ont été plus touchés par les ventes. Les résultats ont été décevants malgré les résultats semestriels encourageants publiés par BP et Shell. Toutefois, British Oil a gagné du terrain en raison de rumeurs sur un éventuel lancement d'une OPA par Pennzoil.

La société pharmaceutique Wellcome a gagné du terrain dans la perspective d'une hausse du chiffre d'affaires grâce au traitement contre le sida mis au point par le groupe, le Retrovir. Le groupe électrique Cable and Wireless a été très demandé à la suite de la demande d'une émission d'ADR (certificats de dépôt) aux Etats-Unis et de recommandations à l'achat de la maison de courtage Kleinwort. Selon des rumeurs, le groupe australien Elders aurait vendu sa participation dans la brasserie Scottish and Newcastle à 500 millions de livres. Le titre a progressé. Les fonds d'Etat ont terminé la séance sur une hausse d'un demi-point.

FAITS ET RÉSULTATS

● Sears Group partie prenante d'un contrat de ministère britannique de la défense. — Bonne nouvelle pour Sears Group, la société de services informatiques française britannique née du regroupement du français Sears Metra et de l'anglais Cap Group. Il y a une semaine elle est devenue l'unique actionnaire d'un consortium, dans lequel on retrouve également Dowty et Racal, qui vient de remporter un contrat de 150 millions de livres (1,6 milliard de francs) du ministère de la défense britannique. Sa quote-part est de 400 millions de francs environ.

Le consortium sera chargé de fournir le système de commande et de contrôle de la nouvelle génération de frégates type 23 de la Royal Navy. Sears Group avait remporté l'an passé des difficultés plus grandes que prévu dans ses affaires outre-Manche, ce qui avait pesé sur ses résultats.

● Siemens spécialisée dans le nucléaire, K.W.U. (Kraftwerk Union), va supprimer 850 postes de travail à la suite de la fermeture du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf, dernier chantier nucléaire de l'entreprise en RFA. Le groupe, numéro deux de l'industrie nucléaire-RFA, espère éviter des licenciements.

● Croissance de 70 % du bénéfice semestriel d'ABB. — Premier groupe mondial de l'électrotechnique, ABB (Brown-Boveri) annonce une progression de près de 70 % de son bénéfice brut au premier semestre, à 390 millions de dollars (2,5 milliards de francs) contre 220 millions de dollars (1,4 milliard de francs), à périmètre comparable en 1988.

PARIS, 11 août ↑

Mieux orienté, mais prudent

Aucune véritable suite n'a été donnée, vendredi, rue Vivienne, à l'effacement enregistré la veille. Après s'être quand même montré indécis à l'ouverture (- 0,11 %), le marché parisien a repris lentement sa progression. Vers 11 heures, il était déjà revenu au point d'équilibre. Au plus haut, l'indice des valeurs françaises a atteint 2 712,63 (+ 26,56 points), au plus bas, il a coté 2 702,53.

La reprise de Wall Street, revenue au voisinage de son plus haut niveau historique, a été un élément plutôt encourageant. Mais les investisseurs ont été nombreux à juger plus prudent de rester ferme au pied. Plusieurs raisons à cela. Le week-end de l'Association des Etats-Unis est long. La Bourse ne rouvrira ses portes que le mercredi 16 août. Dans l'intervalle, d'autres places seront restées ouvertes et bien des événements peuvent survenir.

Paris, en outre, comme le plupart des grandes places est à son plus haut niveau historique. L'atmosphère d'une telle attitude après 22 % de hausse depuis le début de l'année, plus de 100 % depuis la fin du mois de janvier 1988, incite à la plus délicate prudence.

Nul, d'autre part, ne sait si le feuillet de l'été (OPA de Suez sur Victoire via la Compagnie Industrielle) aura une suite capable de soutenir l'intérêt sur le parquet.

Reste que, sous les lambris, il règne toujours, malgré la ramonée du dollar, un optimisme modéré. Mais beaucoup préfèrent attendre la première rentrée de fin août pour prendre des décisions de placement. L'ombre du krach rappelle qu'il y a toujours deux sens à la Bourse.

TOKYO, 11 août ↓

Baisse

La séance a encore été bien tenue vendredi à Tokyo dans un marché déserté par bon nombre d'opérateurs en raison des vacances estivales. La tendance s'est donc orientée à la baisse et l'indice Nikkei a baissé en fin de journée de 6,84 points à 34 712,96. Sur la semaine, cet indice a perdu en définitive 29,03 yens.

La séance avait pourtant débuté sur une hausse après la nette reprise enregistrée à Wall Street. Mais les ventes bénéficiaires ont bien vite repris le dessus dans l'indifférence générale, notent les courtiers. Les grandes valeurs du secteur électrique étaient recherchées, notamment Sony et Hitachi. Les valeurs des secteurs des finances, du bâtiment et du bâtiment ont cédé du terrain.

| VALEURS | Cours de 10 août | Cours de 11 août |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 73 1/2 | 73 1/2 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 |
| Boeing | 52 1/4 | 52 1/4 |
| Chrysler | 38 3/8 | 38 3/8 |
| Deere | 50 1/4 | 50 1/4 |
| DuPont | 44 1/8 | 44 1/8 |
| Eastman | 38 3/8 | 38 3/8 |
| Exxon | 45 1/8 | 45 1/8 |
| General Motors | 45 1/8 | 45 1/8 |
| IBM | 117 7/8 | 117 7/8 |
| ITT | 61 3/8 | 61 3/8 |
| Johnson & Johnson | 64 1/4 | 64 1/4 |
| Kodak | 42 3/8 | 42 3/8 |
| McDonald's | 24 3/4 | 24 3/4 |
| Merck | 28 1/8 | 28 1/8 |
| U.S. Steel | 35 3/8 | 35 3/8 |
| Walt Disney | 67 1/2 | 67 1/2 |

PARIS:

Second marché (admission)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---------|-------------|---------------|----------|-------------|---------------|
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |
| Amgen | 52 1/4 | 52 1/4 | Leclercq | 210 | 210 |

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 10 août 1989

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|---------|---------------|-----------------|--------------|------------------|--------------|
| | | Sept. dernier | Déc. dernier | Sept. dernier | Déc. dernier |
| Amgen | 52 1/4 | 90 | 4 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 15,50 | 8 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 24 | 7,25 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 3,45 | 5,20 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 70 | 18 | 35 | — |
| Amgen | 52 1/4 | 7,50 | 14,01 | 4,80 | 8 |
| Amgen | 52 1/4 | 75 | 23 | 35 | — |
| Amgen | 52 1/4 | 42,50 | 52 | 2,40 | 6 |
| Amgen | 52 1/4 | 80 | 110 | 5 | 14 |
| Amgen | 52 1/4 | 9,50 | 25 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 3,50 | 11 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 9 | 16,30 | 9 | 13 |
| Amgen | 52 1/4 | — | 7 | — | — |
| Amgen | 52 1/4 | 18,50 | 29 | 8 | 10 |

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 10 août 1989
Nombre de contrats : 32 150.

| COURS | ECHÉANCES | | |
|-----------|-----------|---------|---------|
| | Sept. 89 | Déc. 89 | Mars 90 |
| Dernier | 109,94 | 109,74 | 109,40 |
| Précédent | 109,94 | 109,76 | 109,56 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|-----------------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | Sept. 89 | Déc. 89 | Sept. 89 | Déc. 89 |
| 108 | — | — | 0,02 | 0,47 |

INDICES

| CHANGES | BOURSES |
|---|--------------------------------------|
| Dollar: 6,5190 F ↑ | PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88) |
| La devise américaine s'est inscrite en forte hausse le vendredi 11 août, en raison des bonnes conditions d'émission de l'emprunt à treize ans du Trésor américain, la veille. Beaucoup d'opérateurs, courts en dollars depuis quelques jours, ont également choisi de reprendre leurs achats de devise américaine contre 6,5190 F contre 6,5190 F la veille à la cotation officielle. | Valeurs françaises ... 119,3 |
| FRANCOFONIE 10 août 11 août | Valeurs étrangères ... 119,3 |
| Dollar (en DM) ... 1,858 1,925 | (SIF, base 100: 31-12-81) |
| TOKYO 10 août 11 août | Indice général CAC ... 996,3 |
| Dollar (en yen) ... 138,5 140,8 | (SIF, base 100: 31-12-87) |
| MARCHÉ MONÉTAIRE | Indice CAC 40 ... 1 828,95 1 816,46 |
| (effets privés) | (OMF, base 100: 31-12-81) |
| Paris (11 août) ... 91/64 91/64 | Indice OMF 50 ... 511,93 510,85 |
| New-York (10 août) ... 85/51 | NEW-YORK (indice Dow Jones) |
| | Industrielles ... 2 686,08 2 712,63 |
| | LONDRES (indice Financial Times) |
| | Industrielles ... 1 972 1 961,4 |
| | Mines d'or ... 197,2 197,2 |
| | Fonds d'Etat ... 87,38 87,54 |
| | TOKYO |
| | Nikkei Dow Jones 10 août 11 août |
| | Indice général ... 2 686,08 2 686,08 |

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS DU JOUR | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SEIZ MOIS | |
|---------------|---------|---------|-----------|--------|-----------|--------|
| | + base | + base | + base | + base | + base | + base |
| SE-IL | 6,4780 | 6,4780 | + 5 | + 20 | + 100 | + 130 |
| DM | 5,5285 | 5,5285 | - 145 | - 124 | - 234 | - 276 |
| Yen (100) | 4,0965 | 4,0965 | + 152 | + 175 | + 279 | + 285 |
| DM | 3,7595 | 3,7595 | + 20 | + 61 | + 185 | + 127 |
| Yen (100) | 2,9940 | 2,9971 | + 40 | + 51 | + 101 | + 238 |
| FR (100) | 16,1028 | 16,1713 | + 83 | + 151 | + 128 | + 241 |
| RS (1 000) | 3,9117 | 3,9271 | + 25 | + 71 | + 116 | + 143 |
| £ (1 000) | 4,6909 | 4,7049 | - 136 | - 96 | - 226 | - 258 |
| £ (1 000) | 26,4670 | 26,4215 | - 432 | - 389 | - 874 | - 2397 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| SE-IL | DM | Yen | FR | RS | £ | F |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 8 7/8 | 5 3/4 | 7 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |
| 8 1/4 | 5 3/4 | 7 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |
| 8 1/4 | 5 3/4 | 7 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |
| 8 1/4 | 5 3/4 | 7 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |
| 8 1/4 | 5 3/4 | 7 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |
| 8 1/4 | 5 3/4 | 7 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU 11 AOUT

| | | |
|--|---|-------------|
| Comptant <small>(selection)</small> | SICAV <small>(selection)</small> | 10/8 |
|--|---|-------------|

| | | | | | |
|-------------------------|-----------------------------|--|--|--|--|
| Cote des changes | Marché libre de l'or | | | | |
| London | 100 | | | | |
| Geneva | 100 | | | | |
| Switzerland (S.F.) | 100 | | | | |
| Canada | 100 | | | | |
| U.S.A. | 100 | | | | |
| France | 100 | | | | |
| Italy | 100 | | | | |
| Spain | 100 | | | | |
| Japan | 100 | | | | |
| India | 100 | | | | |
| South Africa | 100 | | | | |
| Sweden | 100 | | | | |
| Norway | 100 | | | | |
| Denmark | 100 | | | | |
| Finland | 100 | | | | |
| Belgium | 100 | | | | |
| Holland | 100 | | | | |
| Portugal | 100 | | | | |
| Greece | 100 | | | | |
| Turkey | 100 | | | | |
| Argentina | 100 | | | | |
| Brazil | 100 | | | | |
| Chile | 100 | | | | |
| Colombia | 100 | | | | |
| Costa Rica | 100 | | | | |
| Cuba | 100 | | | | |
| Ecuador | 100 | | | | |
| El Salvador | 100 | | | | |
| Honduras | 100 | | | | |
| Paraguay | 100 | | | | |
| Puerto Rico | 100 | | | | |
| Uruguay | 100 | | | | |
| Venezuela | 100 | | | | |
| Yemen | 100 | | | | |
| Zambia | 100 | | | | |
| Zimbabwe | 100 | | | | |
| Botswana | 100 | | | | |
| Lesotho | 100 | | | | |
| Malawi | 100 | | | | |
| Mali | 100 | | | | |
| Morocco | 100 | | | | |
| Niger | 100 | | | | |
| Nigeria | 100 | | | | |
| Rwanda | 100 | | | | |
| Senegal | 100 | | | | |
| Sierra Leone | 100 | | | | |
| South Sudan | 100 | | | | |
| Tanzania | 100 | | | | |
| Togo | 100 | | | | |
| Tunisia | 100 | | | | |
| Uganda | 100 | | | | |
| Zambia | 100 | | | | |
| Zimbabwe | 100 | | | | |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, posta 4330

e: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

هذه هي الاصل

سبت 12 اوت 1989

20 • Samedi 12 août 1989 •

Le Monde

| ÉTRANGER | COMMUNICATION | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TÉLÉMATIQUE |
|--|--|---|--|--|--|--|
| 3 URSS : une partie de la production agricole pourra être payée en devises. 4 Chili : M. Buchi candidat de la droite à l'élection présidentielle. 5 Liban : violents bombardements sur Beyrouth. | 6 Dénaturation de M. Philippe Guillemin à la présidence commune d'A 2 et de FR 3. POLITIQUE 6 M. Rocard et l'écologie. | 7 La transferts du carnet d'Auschwitz compromis. - Appel de la direction de la gendarmerie. - Les « Anti-89 » se mobilisent. 8 Un village kurde en Auvergne. 12 Sports : en formule 1, les préqualifications en question. | 13 1939, l'année magique du cinéma hollywoodien. - Manolo, un film de Fernando Trueba. - La saison 1989-1990 du TNP de Villeurbanne. | 16 Selon l'OCDE, la Grande-Bretagne doit mener une politique fiscale plus dure. - Le projet de budget pour 1990. 17 Airbus confirme sa percée dans les pays de l'Est. 18-19 Marchés financiers. | Abonnements 4 Annonces classées 16 Carnet 17 Jeux 15 Loto 15 Météorologie 8 Philatélie 8 Radio-Télévision 15 Spectacles 14 | Les résultats des grandes écoles : 3615 taping LEMONDE Les offres d'emplois du Monde : 3615 taping LM |

Le satellite astronomique européen en difficulté

« Hipparcos » est encore à la recherche de son orbite

Rien ne va plus pour Hipparcos, le satellite astronomique européen, lancé de Kourou (Guyane française) dans la nuit de mardi 8 au mercredi 9 août à l'occasion du trente-troisième tir de la fusée Ariane (le Monde du 9 août). La mise à feu de son moteur d'apogée, qui devait avoir lieu trente-sept heures après sa mise en orbite afin de circulariser cette dernière, a échoué jeudi, provoquant une certaine émotion à l'Agence spatiale européenne (ESA) et dans la communauté astronomique. Seule bonne nouvelle : le succès total du premier changement d'orbite effectué par TV-SAT-2, autre satellite embarqué avec Hipparcos lors du dernier vol d'Ariane. Porté jeudi à une altitude de 17 000 kilomètres, ce satellite ouest-allemand de télédétection doit encore subir deux changements d'orbite, afin d'atteindre dans trois semaines sa position définitive, à 36 000 kilomètres de la Terre.

Pour tenter de comprendre le problème survenu au moment de l'allumage du moteur à poudre M40-2 d'Hipparcos, fabriqué par la Société européenne de propulsion (SEP), l'équipe du projet, qui traitait, jeudi soir, de Kourou à bord d'un Concord spécialement affrété, a aussitôt rallié la station de Darmstadt, siège ouest-allemand du Centre d'opérations spatiales (ESOC) de l'ESA, chargé de contrôler le satellite tout au long de sa mission.

Deux scénarios, dans la matinée de vendredi, étaient principalement évoqués. Selon l'hypothèse la moins pessimiste, la télécommande d'allumage ne serait pas parvenue à Hipparcos, du fait d'un défaut de transmission qui l'aurait alors corrigé. Seconde hypothèse : pour une raison qui reste à découvrir, l'ordre d'allumage transmis par Darmstadt n'aurait pas été suivi d'effet à bord du satellite. Quel que ce soit, il y aurait pas grand-chose à faire, notamment si le problème se pose directement au niveau de l'allumage.

Une nouvelle tentative d'allumage, en utilisant cette fois le deuxième décodeur présent à bord d'Hipparcos, s'est soldée, vendredi, par un second échec. Un troisième

essai devait être effectué samedi matin. « Rien n'est encore perdu, rien ne presse. Ce qui importe le plus, c'est d'analyser le problème sous tous ses aspects et, surtout, de prendre la bonne décision », souligne les spécialistes. Actuellement sur une orbite de transfert géostationnaire très elliptique de 200 kilomètres de périhélie et de 53 900 kilomètres d'apogée (soit, respectivement, les points de son ellipse les plus proches et lointains de la surface terrestre), Hipparcos, en très bon état, peut en effet effectuer au moins quinze tours successifs avant de commencer à être attiré vers la Terre. Si plusieurs semaines étaient nécessaires, une partie du gaz propulseur embarqué à son bord pourrait également être utilisée pour rehausser jusqu'à 400 kilomètres l'altitude de son périhélie - quitte à réduire ses possibilités de manœuvre en orbite et sa durée de vie dans l'espace.

Même si les objectifs premiers devaient être révisés à la baisse, tout sera fait pour permettre à Hipparcos de circulariser son orbite. Si la mission de cartographie céleste devait échouer définitivement, le pilule serait en effet doublément amère. Conçu sous l'égide de l'ESA, réalisé par trente-cinq sociétés européennes sous la maîtrise d'œuvre de la société française Matra, Hipparcos, premier satellite d'astronomie spatiale au monde, a coûté environ 2,4 milliards de francs.

Chargé de mesurer avec une précision inégalée la position et les mouvements de cent vingt mille étoiles pré-sélectionnées (et de fournir, avec une moindre précision, des données photométriques sur près de quatre cent mille étoiles), « l'arpenteur du ciel » ne constitue pas seulement l'un des fleurons de la technologie spatiale européenne, il représente également l'aboutissement des espoirs de toute une communauté astronomique qui espère, grâce à lui, de la structure stellaire à la dynamique et l'évolution des objets célestes, confirmer ou réviser bon nombre d'hypothèses sur les grandes lois qui régissent l'Univers.

CATHERINE VINCENT.

La grève des électroniciens de la sécurité aérienne

Le ministre des transports critique « ceux qui oublient le service public »

Après la décision des électroniciens de la sécurité aérienne des syndicats SAPAC (autonomes) et CGT de faire grève du jeudi 10 au mercredi 16 août, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, a publié un communiqué dans lequel il se dit « préoccupé non pas par l'usage en soi du droit de grève, mais par le fait qu'une certaine forme d'action vise, pour la troisième fois consécutive, à perturber le transport aérien par des grèves ciblées sur les périodes de forte trafic, pénalisant donc notamment les usagers français et étrangers, en départ ou en retour de nos aéroports ». Le ministre, qui a ajouté que cette action trahit « le comportement exemplaire de la majorité des personnels de la navigation aérienne qui font un

effort important pour assurer le bon écoulement d'un trafic particulièrement dense ».

Les électroniciens sont, comme tous les fonctionnaires de la navigation aérienne, bénéficiaires de l'accord du 4 octobre 1989, « mais refusent d'en appliquer la contrepartie », c'est-à-dire, selon le ministre, « d'assurer l'écoulement du trafic et la continuité du service public ». M. Delebarre entend « faire prévaloir les droits des usagers et le respect du service public que certains paraissent aujourd'hui oublier ».

La direction générale de l'aviation civile a mis en place un service minimum, mais des retards dans les vols sont à prévoir, notamment à la fin du week-end du 15 août.

HONGRIE

Prochaine libéralisation de la loi sur les réfugiés

La Hongrie est décidée à faire preuve de fermeté dans l'affaire des réfugiés allemands utilisant la « filière hongroise » pour gagner l'Autriche, mais elle désire également libéraliser sa législation et l'accorder avec la Convention internationale de Genève, à laquelle elle a adhéré en février dernier. « La Hongrie n'a nullement l'intention de devenir la filière permettant à des personnes de quitter illégalement leur territoire pour rejoindre un pays tiers », a-t-on indiqué jeudi 10 août au ministère de l'Intérieur, à Budapest.

Le colonel Karoly Nagy, chef du département de contrôle des étrangers, a précisé que la pratique de marquer d'une estampille les passeports des citoyens de RDA ayant tenté de passer illégalement la frontière n'avait « pas été abolie », mais que ces derniers feraient d'abord l'objet d'un « avertissement », le tampon n'étant utilisé « qu'en cas de

récidive ». Il a ajouté que le Parlement devrait libéraliser « d'ici à octobre » la législation sur les réfugiés et le passage illégal de la frontière. Ce dernier doit en fait plus être considéré comme un « acte criminel », mais comme une « violation de la loi », a-t-il dit.

Selon les statistiques, 569 citoyens est-allemands ont tenté de quitter illégalement la Hongrie pendant les six premiers mois de 1989 contre 539 en 1988 et 248 en 1987.

Évoquant le cas des « quelque 170 » citoyens est-allemands qui ont cherché refuge dans l'ambassade de RFA à Budapest, le colonel Nagy a affirmé : « Nous ne prendrons pas de mesures de déportation forcée contre des citoyens est-allemands, sauf s'ils se sont rendus coupables d'une action criminelle grave. » (AFP.)

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

L'ex-CRS Gilles Burgos est renvoyé devant les assises pour « coups mortels »

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu jeudi 10 août, un arrêt renvoyant l'ex-CRS Gilles Burgos devant la cour d'assises pour « coups mortels », suivant en cela les réquisitions de l'avocat général, M. Yves Chauvy. Gilles Burgos avait mortellement atteint Loïc Lefèvre, un jeune automobiliste qui tentait d'échapper à un contrôle après avoir grillé un feu, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, rue de Mogador à Paris-9. Le CRS avait, dans un premier temps, été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », par M. Michel Legrand, juge d'instruction.

Lors d'un premier rendez-vous de l'inculpé en cour d'assises, le 21 décembre 1988, la chambre d'accusation avait requis l'inculpation en « homicide volontaire ».

L'avocat de Gilles Burgos, M. Henri-René Garand, s'était immédiatement pourvu en cassation. Dans un arrêt rendu le 3 mai 1989, la chambre criminelle avait cassé la décision de la chambre d'accusation pour vice de forme. Réunie « dans une autre composition », c'est-à-dire avec des magistrats différents, la chambre d'accusation a donc dû statuer pour la deuxième fois sur l'affaire Burgos.

M. Garand - qui a annoncé son intention de se pourvoir à nouveau en cassation, avait demandé le non-lieu, tandis que l'avocat de la partie civile, M. Patrick Maisonneuve demandait la qualification du crime en « homicide volontaire ».

Gilles Burgos, remis en liberté en juillet 1988 (il avait été écroué à la suite d'un incident dans une pizzeria quelques mois auparavant, à Vélizy), a été révoqué de la police nationale.

Une mise au point d'un magistrat du Havre

Les versements de M^{me} Cons-Boutboul à Bruno Dassac ont été « très postérieurs » à l'assassinat de Jacques Perrot

Chargé du dossier de l'assassinat de Bruno Dassac, en l'absence de M. Michel Beaulieu, juge d'instruction au Havre, M. Jean-Jacques Ignacio, doyen des juges d'instruction du Havre, a « formellement démenti », jeudi 10 août, que les versements effectués par M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, inculpée de complicité d'homicide volontaire dans cette affaire, aient eu lieu « peu après l'assassinat de Jacques Perrot », gendre de M^{me} Cons-Boutboul (le Monde du 11 août).

Selon M. Ignacio, M^{me} Cons-Boutboul a fait opérer deux versements sur le compte bancaire suisse de Bruno Dassac, « le premier à l'automne 1986 et le second durant l'été 1987 », alors que Jacques Perrot a été assassiné à Paris le 27 décembre 1985.

Le juge a, d'autre part, confirmé que le montant global des verse-

ments - effectués en francs suisses - correspondait à environ 140 000 francs français.

« Les enquêteurs ne privilégient en aucune manière une piste faisant un lien entre l'assassinat de Bruno Dassac et celui de Jacques Perrot », a ajouté M. Ignacio.

Pour leur part, les avocats de M^{me} Cons-Boutboul ont élevé « une protestation indignée », après les informations récemment publiées sur cette affaire. Selon M^{me} Jacques Dreyfus et Martine Jourdan, « M^{me} Cons-Boutboul n'a à aucun moment reconnu les faits » ni les informations qui viennent d'être « reprises par les médias ». « Fournir à la presse des informations tronquées, mal interprétées ou isolées de leur contexte constitue une désinformation d'une exceptionnelle gravité », ajoutent les avocats.

A cause d'une panne électrique

12 000 voyageurs bloqués pendant plusieurs heures près de Toulon

Près de 12 000 voyageurs ont été bloqués pendant plusieurs heures dans la nuit de jeudi 10 au vendredi 11 août près de Toulon à la suite d'une panne du système d'alimentation électrique des locomotives.

Une vingtaine de trains, dont plusieurs TGV, se sont arrêtés en pleine nature, sur la voie principale. Ils ont dû être dépanchés par des locomotives utilisant du fuel. Cet incident a entraîné des retards pouvant atteindre six heures. Dans la capitale et en l'absence de climatisation, beaucoup de passagers, exaspérés, sont descendus sur les voies. Certains ont rejoint leurs destinations par la route, ont été allés faire de l'autosur sur l'autoroute.

Le violent orage qui s'est abattu sur le Var en fin d'après-midi a provoqué un court-circuit dans l'alimentation électrique des caténaires qui fournissent le courant aux locomotives, précise la SNCF. L'entreprise nationale a indiqué que le trafic avait été rétabli en milieu de matinée, vendredi. Pour sa part, M. Michel Delebarre, ministre des transports, a demandé à la SNCF de « lui indiquer l'origine des incidents et les conséquences qui en ont résulté pour les passagers ». Soulignant, dans un communiqué, « la gêne très sérieuse pour les voyageurs », entraînée par cette panne, le ministre se déclare « très attaché à l'information qui doit être donnée en toutes circonstances aux usagers dans différents modes de transport ».

« La lutte pour le contrôle de l'Est républicain ». - Le groupe Core-Revillon a réussi à bloquer M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain, dans sa tente pour contrôler le capital du quotidien. Le tribunal de Metz a en effet ordonné la mise sous séquestre des actions de la Grande Chaudronnerie lorraine jusqu'à ce que la justice examine « du fond » la validité de la cession de ses actions.

A C D E F G H

Dans un entretien avec la revue « Présent »

M. Le Pen dénonce le rôle de « l'internationale juive » dans « la création de l'esprit antinational »

Dans un entretien publié par *Présent*, revue d'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen affirme que « les grandes internationales, comme l'internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de l'esprit antinational ». M. Le Pen cite également « la maçonnerie », parmi les exemples des forces « qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductionniste, égalitaire ». M. Le Pen précise cependant : « Il faut être prudent quand on dit que la maçonnerie et l'internationale juive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences, ni toutes les organisations juives, ni tous les juifs, c'est évident. Mais il y a des gens qui parlent au nom des autres et qui agissent de cette manière ».

Dans le même entretien, M. Le Pen estime qu'il est absurde de « croire que le Parti républicain allemand est une résurgence du nazisme » et qu'il est « inexact » de dire que le MSI italien est un mouvement fasciste ou néo-fasciste. Interrogé sur les perspectives d'action politique du Front national, il répond : « Les prévisions dans ce domaine sont aléatoires. Nous allons vivre pendant quelques années encore dans l'évocation du cinquantenaire de la deuxième guerre mondiale. Le poids du passé est trop lourd dans notre pays, dans nos civilisations. Nous marchons à reculons, en quelque sorte. En permanence, nous regardons ce qui s'est passé ».

Les propos tenus par le président du Front national sur la maçonnerie et « l'internationale juive » ont provoqué de nombreuses protestations. M. Jean Kahn, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), estime que « l'antisémitisme de M. Le Pen n'est plus à prouver ». Évoquant sur RFI

les dernières déclarations du président du Front national et son jeu de mot sur M. Michel Durafour - « Durafour crématrice » - M. Kahn a déclaré : « Nous accueillons ces propos avec mépris. S'ils critiquent les juifs à propos de leur sentiment national, les juifs à leur tour de leçon à recevoir de sa part. Tant de juifs ont laissé leur vie aux cours des précédentes guerres ».

« Hors du jeu normal des institutions »

La Ligue des droits de l'homme souhaite que, « conformément aux instructions données par le ministre de la justice, le parquet ename sans délai les poursuites nécessaires pour faire sanctionner ces injures racistes » puisque le président du Front national exprime « ouvertement son adhésion aux thèses racistes qui ont conduit au génocide ». Jean-Marie Le Pen et le Front national se situent hors du jeu normal des institutions démocratiques, affirme la Ligue des droits de l'homme.

De son côté, le MRAP, sous le titre « Le Pen sans masque », juge que M. Le Pen « reprend ouvertement les thèmes meurtriers du national-socialisme » et ajoute : « C'est sans doute son apport à l'alliance qui vient de contracter au Parlement européen avec l'extrême droite allemande dirigée par un ancien Waffen SS ».

« Continuera-t-on, dans ces conditions, demande le MRAP, de présenter le chef du FN comme un homme politique comme les autres, de l'entourer de micros et de caméras ? (...) Prendra-t-on enfin des mesures appropriées pour refuser ses mensonges (...) ?

Dans l'immédiat le MRAP « espère fermement qu'en vertu de la circulaire récente du garde des sceaux aux parquets, des poursuites répondront à cette nouvelle provocation ».

SOS-Racisme estime que M. Le Pen « n'aura fait illusion que pendant quelques jours après son mea-culpa à propos de son sinistre jeu de mots « Durafour crématrice » (1). Aujourd'hui encore, il nous montre son vrai visage : celui de la haine, de la xénophobie et du racisme. (...) Il se situe dans la droite ligne de la propagande antisémite de Vichy qui devient pour lui une véritable source d'inspiration. Chassez le naturel, il revient au galop ».

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, juge « inadmissible » les propos de M. Le Pen. « Je m'insurge en tant que parlementaire de confession israélite, a-t-il déclaré. Il est inadmissible qu'un parlementaire européen puisse tenir de tels propos, insultants à l'égard de la communauté juive. Je mets au défi M. Le Pen d'apporter la moindre preuve de ses déclarations ».

L'Humanité du vendredi 11 août titre en première page : « Racisme : le président du Front national récidive ». Dans un éditorial intitulé « L'effronté », Jacques Coubrard remarque que M. Le Pen, « éditeur de chants hétéroclites, va rechercher dans ce passé les thèmes de la propagande qui souilla pendant cinq ans les murs et bien des consciences au temps de l'Occupation ». « On croirait lire, ajoute-t-il, un pamphlet dénonçant les juéo-bolcheviques, les maçons et les immigrés (tous anti-nationaux, selon les procureurs de Vichy), qui conduisirent tant de patriotes, de combattants antifascistes, tant d'hommes, de femmes et d'enfants devant les pelotons d'exécution, dans les camps

d'extermination de leurs chambres à gaz. Un « détail » pour Le Pen ».

Après ces réactions, le Front national revendique son « droit à la liberté d'expression ». Dans un communiqué diffusé vendredi 11 août, M. Carl Lang, secrétaire général du Front national déclare que : « Jean-Marie Le Pen pense, s'exprime et agit en homme libre, quelle que soit la dictature de la pensée, le totalitarisme des mots et la « morale d'Etat » antinationale imposée par le pouvoir socialiste et les officines qui le soutiennent ».

« Le Front national, précise le communiqué, revendique son droit à la liberté d'expression et refuse de se soumettre à l'idéologie dominante et au conformisme du pouvoir qui s'opposent à la souveraineté du peuple et de la nation ».

(1) Le lundi 7 août, lors de l'émission « Mes culps » sur RTL, M. Le Pen avait « regretté » son jeu de mots sur M. Durafour. « Si j'ai mesuré involontairement des gens qui se sont sentis visés », je le regrette », avait-il déclaré.

Le numéro du « Monde » daté 11 août 1989 a été tiré à 490 078 exemplaires

(Publicité)

Moquett, sols plastiques & Tissus Artirec OUV' AOUT

TOUT pour habiller en beauté la maison en Août et à bon compte est chez Artirec (Agès-Franc).

4 exemples : « Velours laine grise Woolmark, véritable « vision » de la moquette, 129,50F le m² » Moquette haute machine moirée prix 69,50F le m² et non 139,50F • Tissus gaze larges (270 cm) anti-poisson, anti-feu, à coller ou à tendre sans joint 29,50F le m linéaire • Satin imprimé qualité siège, anti-salissure, 39,50F le m en 140. Métrier 150F et etc, etc.

Artirec : 4, Bd de la Bastille, 12^e (Sole) (43.40.72.72) ; 8, Imp. St Sébastien, 11^e (Mme) (43.53.66.50) ; 8, r. Roger Salengro, Kremlin-Bicêtre (Sole) (46.58.61.12) ; Plaisir, RN 12 (Sole et Mme) (30.55.55.15).

Étonnante collection de lits de repos...



Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-65-88.